

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA

Démocratie Socialiste

ALLEMANDE et AUTRICHIENNE

et les

Elections de 1907

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

le 1^{er} Mai 1909 à 2 heures 1/2

PAR

M. BROCARD

Président : M. DESCHAMPS.

Suffragants : MM. CHAVEGRIN. Fernand FAURE.

PARIS

IMPRIMERIE DES FACULTÉS

A. MICHALON,

10, rue de Vaugirard, 10 (près l'Odéon)

(Anciennement : 26, rue Monsieur-le-Prince)

1909

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA

Démocratie Socialiste

ALLEMANDE et AUTRICHIENNE

et les

Elections de 1907

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

le 1^{er} Mai 1909 à 2 heures 1/2

PAR

M. BROCARD



Président : M. DESCHAMPS.

Suffragants : MM. CHAVEGRIN, Fernand FAURE.

PARIS
LIBRAIRIE DES FACULTÉS

A. MICHALON

10, Rue de Vaugirard, 10 (près l'Odéon)
(Anciennement : 26, rue Monsieur-le-Prince)

—
1909



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Dans les premiers mois de l'année 1907 eurent lieu, en Allemagne et en Autriche, des élections législatives qui, pour des motifs différents, ont une égale importance. Elles marquent, en effet, un brusque arrêt dans le développement de la démocratie socialiste allemande; elles prouvent, au contraire, qu'il existait dans le prolétariat autrichien une force socialiste à laquelle on était loin de s'attendre.

Dans une première partie, nous examinerons les résultats des élections au Reichstag allemand et nous chercherons à déterminer les causes de l'échec socialiste. Dans une seconde partie, nous envisagerons la situation nouvelle que l'établissement du suffrage universel créait pour la Social-démocratie autrichienne; nous étudierons également les résultats des élections au Reichstath. Enfin, nous terminerons cet exposé par un court parallèle entre la Social-démocratie allemande et le Parti socialiste autrichien.

PREMIÈRE PARTIE

La démocratie socialiste allemande et les élections de 1907

CHAPITRE I

Aperçu sur la situation électorale de la démocratie socialiste allemande, telle qu'elle résultait des élections de 1907

Les élections au Reichstag de 1903 sont le plus grand succès que le parti socialiste ait remporté en Allemagne. Celui-ci mena d'ailleurs une campagne électorale fort active qui tranchait étrangement avec l'espèce d'apathie dont firent preuve les autres partis politiques et particulièrement les libéraux. Dans la presque totalité des circonscriptions de l'Empire un candidat socialiste se présenta contre les candidats bourgeois. Il prenait comme plate-forme électorale le renchérissement des denrées, du

pain et de la viande surtout, qui menaçait le peuple allemand, à la suite de la loi augmentant les tarifs douaniers aux frontières, soutenue et votée au Reichstag par tous les députés, sauf par les socialistes et un petit groupe de libéraux. Il se prononçait aussi contre les nouveaux impôts que le gouvernement voulait établir sur les tabacs et la bière, contre les dépenses sans cesse croissantes pour l'armée et la marine. La situation paraissait ainsi avantageuse pour les candidats socialistes et le premier tour de scrutin, qui eut lieu le 16 juin 1903, fut, en effet, un succès pour eux. Il donnait 55 sièges aux socialistes qui venaient en outre en ballottage dans 121 circonscriptions. 3.010.771 électeurs s'étaient prononcés en leur faveur; ils obtenaient 903.695 voix de plus qu'aux élections de 1898.

Le succès fut beaucoup moins grand au second tour. Les partis bourgeois, effrayés à juste titre par les progrès de la démocratie socialiste, conclurent entre eux une alliance étroite et réussirent ainsi à faire élire leur candidat dans presque toutes les circonscriptions où il venait en ballottage avec un socialiste. Vingt-six candidats socialistes seulement furent élus au second tour.

Néanmoins, la Social-démocratie disposait de 81 sièges au Reichstag, gagnant ainsi 25 sièges depuis 1898. Le groupe formé par ses députés était le plus

nombreux du Parlement allemand après celui des députés du Centre. Le parti socialiste, en tout cas, était de beaucoup le plus important de tous, si l'on tient compte du nombre des électeurs par lui représentés; les deux cinquièmes du corps électoral avaient voté en sa faveur (1).

Les causes de ce développement considérable du parti socialiste, que nous ne ferons qu'indiquer, sont nombreuses. Tout d'abord, par suite du grand essor industriel de l'Empire allemand pendant ces derniers vingt ans, la population urbaine avait beaucoup augmenté. Il y a en Allemagne 73.599 communes rurales dont la population s'élevait en 1903 à 26.000.000 d'habitants et 3.360 communes urbaines qui comptaient, à la même époque, une population de 31.000.000 d'habitants. Or les socialistes combattirent avec vigueur et habileté la politique agraire du gouvernement qui, si elle profitait aux habitants des campagnes, causait, par suite des droits protecteurs établis aux frontières de l'Empire, un renchérissement assez considérable des denrées servant à l'alimentation des habitants des villes. En outre, le parti socialiste étant le seul en Allemagne à se déclarer ouvertement hostile au régime impérial et à attaquer l'ordre de choses

(1) Les socialistes obtinrent en effet 3.010.771 voix sur 9.495.586 votants.

actuel, il était devenu le grand parti des mécontents. Il est certain que les trois millions d'électeurs allemands qui votèrent, en 1903, pour les socialistes, n'étaient pas tous des partisans de leur doctrine économique ou politique. Nombreux furent ceux qui, en mettant dans l'urne un bulletin au nom d'un des représentants de la Social-démocratie, votèrent non pour le disciple de K. Marx ou le partisan de l'internationalisme, mais pour l'adversaire du régime impérial ou le partisan de la limitation des armements. Enfin c'est en 1903 que pour la première fois le secret du vote fut assuré d'une façon presque absolue; on inaugura en effet le système des cabines dans lesquelles l'électeur est enfermé pour préparer son bulletin. L'ouvrier, le fermier, le journalier n'avaient ainsi plus à redouter que leur patron usât de représailles à leur égard.

Mais ces différentes causes, générales en ce qu'elles valent pour toutes les parties de l'Empire, ne suffisent pas pour expliquer la répartition des voix socialistes en Allemagne; elles ne font pas voir pourquoi dans tel pays ou dans telle région les socialistes sont arrivés à s'emparer de la presque totalité des sièges de députés, alors que dans tel autre pays ou dans telle autre région, c'est à peine s'ils arrivent à se faire connaître. Voici, en effet, comment sont répartis les 81 mandats et les 3.010.771

voix que les socialistes ont obtenus aux élections de 1903 (1) :

Royaume de Prusse : 32 sièges sur 236	—	1649998 voix
— Saxe : 22 sièges sur 23	—	441764 —
— Bavière : 4 sièges sur 48	—	212505 —
— Wurtemberg : 4 sièges sur 17	—	99743 —
Grand-duché de Hesse : 2 sièges sur 9	—	68834 —
— Bade : 3 sièges sur 14	—	72300 —
— Saxe-Weimar : 1 siège sur 3	—	26247 —
— Mecklembourg-Schwerin : 1		
siège sur 6	—	49778 —
Duché de Brunswick : 1 siège sur 3	—	36369 —
— Saxe-Meiningen : 1 siège sur 2	—	16681 —
— Saxe-Altenburg : 1 siège sur 1	—	18695 —
— Saxe-Cobourg-Gotha : 1 siège sur 2	—	19299 —
Principautés de Reuss : 2 sièges sur 2	—	20101 —
— Schwarzburg-Rudolstadt : 1		
siège sur 1	—	8742 —
Villes libres de Hambourg : 3 sièges sur 3	—	100112 —
— Brême : 1 siège sur 1	—	25076 —
— Lübeck : 1 siège sur 1	—	11155 —
Grand-duché de Mecklembourg-Strelitz : pas		
d'élus, 1 député	—	6386 —

(1) Voir D^r NEUMANN-HOFER. *Le développement de la Social-démocratie aux élections pour le Reichstag allemand*, de la page 8 à la page 24. FRANTZ-LUDWIG: *Les élections au Reichstag allemand de 1907 et la Social-démocratie*, premier volume de la page 3 à la page 29.

Grand-duché de Oldenburg : pas d'élus, 3 députés	—	17971 —
Duché de Anhalt : pas d'élus, 2 députés	—	27672 —
Principauté de Schwarzburg-Sondershausen :		
pas d'élus, 1 député	—	5237 —
Principauté de Waldeck : pas d'élus, 1 député	—	1830 —
— Schaumburg-Lippe : pas d'élus,		
1 député	—	2310 —
Principauté de Lippe : pas d'élus, 1 député	—	3719 —
Alsace-Lorraine : pas d'élus, 15 députés	—	68267 —

Ce qui ressort tout d'abord de ce tableau, c'est la prise de possession presque complète du royaume de Saxe par les socialistes. Sur 23 députés que la Constitution accorde à ce pays, 22 appartiennent à la Social-démocratie. Aussi le « *Vorwaerts* » écrivait-il le lendemain des élections que la Saxe était devenue le « royaume rouge ». Sans doute la Saxe est, comme la Belgique, un pays presque totalement industrialisé : les mines, les usines métallurgiques, les fabriques et les manufactures couvrent son sol et font vivre une nombreuse population ouvrière que depuis nombre d'années les agitateurs socialistes ont convertie au marxisme. Zwickau, Glauchau sont à la fois des centres industriels importants et des citadelles imprenables de la Social-démocratie. Mais le succès du parti socialiste s'expliquait par des raisons spéciales, accidentelles même, qu'il im-

porte de faire connaître. Le vote en masse des électeurs saxons pour les candidats socialistes était d'une part une réponse au gouvernement royal qui peu de temps auparavant avait supprimé le suffrage universel pour les élections à la diète locale. D'autre part, l'aventure alors récente de l'héritière au trône de Saxe, le mécontentement que fit naître dans le peuple la sévérité du roi à l'égard de la coupable, contribuèrent puissamment à rabaisser momentanément au moins le prestige royal et à rejeter les électeurs du côté de la démocratie socialiste. Ces deux raisons expliquent, semble-t-il, ce fait extraordinaire qu'en cinq ans les voix socialistes se soient accrues en Saxe dans une proportion de 50 pour cent.

Trente deux socialistes seulement figurent parmi les 236 représentants du royaume de Prusse au Reichstag allemand. La part que s'est fait le Parti est donc petite. Pourtant, ses députés ne sont pas répartis çà et là sur l'étendue immense du territoire prussien. Si certaines provinces, comme celles de la Prusse orientale, sont restées presque indemnes, si les campagnes se sont jusqu'ici refusées généralement à voter pour les socialistes, ceux-ci ont conquis par contre tous les districts industriels des provinces de la vallée du Rhin, de la Westphalie, du Schleswig-Holstein et une bonne partie des grandes villes du royaume: Königsberg (172.000 h.), Bres-

lau (373.000 h.), Stettin (75.000 h.), Kiel (86.000 h.), Magdebourg (214.000 h.), Hanovre (117.000 h.), Essen (97.000 h.), Bochum (48.000 h.), Rostock (25.000 h.)... A Cologne (313.000 h.), le candidat du Parti vient en ballottage et menace sérieusement le représentant du Centre. Enfin, Berlin et sa banlieue choisissent leur représentation au Reichstag presque uniquement dans les rangs socialistes. A Berlin même, cinq députés sur six appartiennent à la Social-Démocratie qui réunit sur ses candidats 217.000 voix sur 325.000 votants et 445.000 électeurs inscrits (1).

Dans les deux autres royaumes et dans les petits Etats, le développement socialiste fut plus lent; les grandes villes cependant n'échappèrent pas à la règle: Munich, Nüremberg en Bavière; Stuttgart dans le Wurtemberg; Carlsruhe, Mannheim, dans le Grand Duché de Bade élirent des socialistes. Enfin les vieilles villes hanséatiques, les antiques républiques bourgeoises du nord de la Prusse, Hambourg (625.552 h.), Brême (141.894 h.), Lübeck (74.000 h.) furent représentées au Reichstag uniquement par des socialistes.

Mais le caractère en partie factice de la victoire remportée en 1903 par le parti socialiste ne tarda pas à se manifester lors des élections partielles qui

(1) Voir D^r NEUMANN-HOFER, op. cit. page 9.

eurent lieu de 1903 à la fin de 1906. Coup sur coup, il perdit Frankfurt-Lebus, le duché de Saxe-Altenburg, Zschopau-Marienberg; il conserva pourtant les circonscriptions de Mittweida-Burgstädt, de Kirchberg-Auerbach, de Kalb-Aschersleben, de Chemnitz, de Darmstadt, de Döbeln et de Hanovre où des élections complémentaires eurent lieu par suite de la démission, de l'invalidation ou de la mort des députés élus en 1903, mais les majorités socialistes diminuèrent, quelquefois dans des proportions considérables; enfin il ne réussit à faire élire un de ses membres qu'à Altena-Iserlohn, où il dut son succès aux rivalités religieuses très vives dans cette circonscription, entre protestants et catholiques. Ces résultats faisaient présager déjà ce que devaient être les prochaines élections. Lorsque le Reichstag fut dissous, au mois de décembre 1906, la fraction socialiste comptait exactement 79 membres.

CHAPITRE II

Comment se présentait la lutte en 1907 : la dissolution du Reichstag.

Ce n'est pas parceque les pouvoirs du Reichstag élu en 1903 arrivaient à expiration que de nouvelles élections furent fixées au 25 janvier 1907. Le Parlement allemand fut dissous le 13 décembre 1906 par l'Empereur, sous prétexte qu'il avait refusé de voter des crédits coloniaux jugés indispensables par le gouvernement, mais en réalité parceque le parti le plus nombreux du Reichstag, le Centre, avait cherché à exercer sur la direction des affaires de l'Etat une pression que l'Empereur et le Chancelier ne pouvaient tolérer.

Le dissentiment entre le gouvernement et le Reichstag remonte aux discussions budgétaires de la fin de l'année 1905 et du début de l'année 1906 (1). En 1903, une révolte avait éclaté dans la colo-

(1) Pour les débats qui eurent lieu au Reichstag relativement aux colonies allemandes, voir *Le Temps*, n^{os} des 30 novembre, 1, 3, 5, 6, 7, 9, 10, 11, 12, 14 et 15 décembre 1906.

nie allemande du Sud-Ouest africain et l'expédition dirigée contre les peuplades barbares de ce pays, en particulier contre les Herreros, avait obligé le gouvernement à tenir en armes des forces militaires assez considérables et à dépenser des sommes élevées par suite de la difficulté du déplacement des soldats, résultant du manque presque complet de voies de communication dans la région soulevée. Le gouvernement demanda le 15 décembre 1905, au Reichstag, des crédits pour construire des lignes de chemin de fer; il les obtint, mais il se heurta néanmoins à une vive opposition de la part de nombreux députés du Reichstag siégeant sur les bancs du Centre et de la Social-démocratie.

Cette résistance ne fit que s'accroître avec le temps et les difficultés que rencontraient les troupes allemandes dans leur œuvre de répression, et lorsque le 23 mars 1906, le Reichstag discuta la partie du budget concernant les colonies, il diminua notablement le chiffre des crédits demandés par le gouvernement pour renforcer les troupes envoyées dans le Sud-Ouest africain. Le gouvernement n'obtint pas un meilleur résultat lorsqu'il voulut transformer la Direction des Colonies en un Office colonial indépendant avec, à sa tête, un secrétaire d'Etat. Son projet fut repoussé le 30 mars 1906 par 127 voix contre 110. Dans le courant du mois de mai suivant, le Reichstag refusa de sanc-

tionner toute une série de demandes de crédits présentées par le gouvernement à l'occasion des colonies : demandes de crédits pour l'achèvement d'une ligne de chemin de fer dans le Sud-Ouest africain, demande d'indemnités pour les fermiers dont les exploitations avaient été endommagées soit par les indigènes révoltés soit par les troupes d'occupation, projet de créer quatre compagnies noires. Enfin le 28 mai 1906, le Reichstag décida que la subdivision coloniale serait placée sous la dépendance du ministère des affaires étrangères et aurait à sa tête un directeur, après quoi il se sépara jusqu'au 13 novembre 1906.

Dans l'intervalle, plusieurs événements importants se produisirent : d'abord, l'ancien directeur des colonies, qui ne devait rester à la tête de cette administration que si elle était transformée en Office colonial indépendant avec un secrétaire d'Etat à sa tête, le prince de Hohenlohe-Laugenbourg, fut remplacé par un homme d'affaires, un banquier habile et quelque peu célèbre, Bernard Dernburg. En outre, l'opinion publique, ou tout au moins celle de nombreux députés avait été éclairée sur toute une série de scandales coloniaux dans lesquels étaient compromis plus ou moins gravement des gouverneurs, des personnages officiels et même un ministre. C'est ainsi que les mœurs barbares et la vie scandaleuse du gouverneur impérial du Ca-

meroun, Jesko de Puttkamer furent dévoilées par toute la presse catholique, socialiste et même libérale. Les atrocités commises sur les indigènes, les étranges procédés de certains fonctionnaires supérieurs du département colonial cherchant à étouffer à tout prix les révélations sur les abus qui se produisaient dans les colonies et frappant de mesures disciplinaires ceux de leurs subalternes qui faisaient à ce sujet des rapports gênants, furent également dénoncés et flétris. Mais l'affaire la plus scandaleuse fut celle à laquelle se trouva mêlé le ministre de l'agriculture prussien, M. de Podbielski. Ce dernier possédait environ la moitié des actions de la maison de fournitures coloniales Tippelskirch. Or, du jour où M. de Podbielski devint ministre, cette maison distribua à ses actionnaires des dividendes très élevés et cela, grâce à des commandes importantes, sur lesquelles elle réalisait des bénéfices énormes et que lui faisait la Direction des Colonies, par l'intermédiaire d'un ancien officier, devenu chef de la section d'habillement, le major Fischer, un ami intime des familles de Podbielski et Tippelskirch. Le scandale fut si grand et les culpabilités si peu douteuses que Fischer fut emprisonné et que le ministre de Podbielski dut donner sa démission.

L'état des esprits était pourtant assez calme lorsque la question coloniale revint à l'ordre du jour

du Reichstag, le 28 novembre 1906. Les députés admettaient en général que le nouveau directeur Dernburg ne devait pas être rendu responsable des fautes commises sous ses prédécesseurs et que, dans une certaine mesure, on devait lui faire crédit. Pourtant, lorsque le Chancelier, prince de Bülow, demanda au Reichstag de voter de nouvelles sommes pour continuer la guerre, prétendant qu'il ne pouvait être question d'abandonner les colonies, les députés catholiques et socialistes, sans, au début, s'en prendre personnellement au Directeur colonial, dirigèrent contre les fonctionnaires coloniaux des attaques assez vives qui se continuèrent dans les séances des 29, 30 novembre et 1^{er} décembre 1906, notamment par les discours de M. Erzberger (Centre) et de M. Bebel, qui fit le procès de toute l'administration coloniale et même du chancelier.

Mais c'est le 3 décembre qu'eut lieu la séance décisive qui porta à sa plus extrême limite la tension qui existait depuis le début des discussions coloniales entre le gouvernement et le Centre. Un des membres de ce parti, le député Rören révéla de nouveaux actes de cruauté dont les colonies auraient été le théâtre et dont M. Dernburg aurait eu connaissance sans qu'il ait rien fait pour y mettre fin et punir les coupables. Dans un discours où la vigueur fit place quelquefois à la violence, le Directeur colonial dénonça l'attitude du Centre et parti-

culièrement de M. Roren qui cherchèrent à exercer sur l'administration des colonies une pression qu'il estimait intolérable et se livrèrent parfois vis-à-vis du gouvernement à de véritables actes de chantage, en menaçant ce dernier notamment de ne plus voter un mark pour les colonies s'il ne consentait pas à protéger les missions catholiques ou à déplacer tel ou tel fonctionnaire qui leur avait déplu. « Je me suis persuadé, ajouta-t-il, qu'il y avait là un abcès et qu'il fallait le percer; je l'ai percé et j'accepte très volontiers les conséquences de mon acte. » Le lendemain, le Chancelier, qui n'avait pas assisté à cette séance, approuva l'attitude énergique de son Directeur colonial qui avait pourtant déclaré ouvertement la guerre au parti sur lequel s'appuyait toute la politique allemande. Ce débat se termina par le renvoi à la commission du budget des demandes de crédits pour le Sud-Ouest africain.

Le Centre, qui n'avait pas pardonné à M. Dernburg l'indépendance dont il avait fait preuve à son égard, fit rejeter à la commission du budget, soumise à son influence, la demande de crédits supplémentaires telle qu'elle était présentée par le gouvernement. Pourtant, afin sans doute de se ménager la possibilité de rentrer en grâce auprès du chancelier, il proposa d'accorder, au lieu des 29.220.000 marks réclamés, 20.288.000 marks moyennant l'engagement par le gouvernement de renvoyer immé-

diatement dans leur foyer 4.000 hommes sur les 12.000 qui se trouvaient à ce moment dans le Sud-Ouest africain et de faire des préparatifs pour qu'au plus tard, le 31 mars 1907, il ne restât plus sous les armes, en Afrique, que 2.500 hommes. Le gouvernement ne pouvait accepter une pareille main-mise du Reichstag sur un de ses droits les plus essentiels; le Centre n'insista pas. Aussi lorsque la question fut à nouveau posée le 13 décembre 1906, le Reichstag se trouva en présence de deux propositions: celle du gouvernement et une proposition transactionnelle, déposée par M. Ablass au nom des libéraux, qui accordait les crédits demandés par le gouvernement à condition que celui-ci rapatriât dans le courant de l'année budgétaire, 4.000 hommes et promît d'abaisser le nombre des troupes dans le Sud-Ouest africain, suivant l'état d'apaisement du pays, ce dont il aurait été seul juge. Le Chancelier de Bülow, tout en laissant entrevoir qu'il pourrait accepter la proposition Ablass, maintint la demande du gouvernement et mit en garde le Reichstag contre le danger que présenterait une reculade de l'Allemagne, laquelle pourrait occasionner un soulèvement général de toutes les colonies. Il ajouta que la question actuellement soumise au Reichstag sortait du cadre purement budgétaire; qu'il s'agissait de savoir si le Parlement voulait sauvegarder l'honneur militaire de l'Allema-

gne, son autorité et sa renommée dans le monde; que, comme directeur responsable des affaires de l'Empire devant le peuple allemand et devant l'histoire, il lui serait impossible de souscrire à une telle capitulation; qu'il était faux d'ailleurs qu'il ait dit: tout plutôt qu'une crise intérieure. Et il termina par ces mots menaçants: « Si vous voulez la crise, la voilà! »

La proposition Ablasz n'en fut pas moins repoussée par 176 voix contre 171 et le projet du gouvernement ne recueillit que 168 voix contre 178. Les socialistes, les Polonais et les deux tiers du Centre environ, avaient réussi, en s'unissant, à faire échec au gouvernement. Comme il l'avait promis, le Chancelier donna immédiatement et au milieu des bravos presque unanimes de l'assemblée, lecture du message impérial qui dissolvait le Reichstag.

Le refus du Reichstag de voter les crédits coloniaux, qui servit au gouvernement de prétexte pour dissoudre cette assemblée, était-il la cause réelle de la crise? Il semble bien que non et que le Chancelier, s'il avait voulu, aurait pu arriver à détacher du Centre, une plus grande partie de ses membres et à transformer en majorité la minorité considérable qui s'était prononcée en faveur de son projet. Mais M. de Bülow voulait la rupture avec le Centre ou tout au moins il désirait lui donner un aversissement. Certes, depuis qu'il était au pouvoir, il

avait fait du Centre le pivot de sa politique et il n'est pas une loi concernant la marine ou l'armée, la politique commerciale ou la législation sociale qui ait été votée sans l'adhésion du Centre, tantôt avec l'appui des gauches, tantôt avec l'appui des droites. Mais le Centre se rendait compte qu'il était à peu près indispensable au gouvernement, il savait tirer de la situation tous les avantages qu'elle comportait. Il faisait nommer une grande partie de ses membres aux emplois publics les plus avantageux, il obtenait que le gouvernement se départît au profit de l'Eglise catholique de sa neutralité religieuse, il exerçait enfin sur tous les ministres une pression analogue à celle que M. Dernburg, en ce qui concerne la Direction coloniale, avait déclarée intolérable. Toutes ces menues faveurs, tous ces avantages réels et importants, n'étaient pas sans déplaire considérablement non seulement aux sphères libérales, dont M. de Bülow n'avait pas besoin pour gouverner, mais encore aux milieux protestants qui, malgré la force du Centre, constituent néanmoins la grande majorité du peuple allemand. C'est là, semble-t-il, le vrai motif qui ait poussé le Chancelier à secouer enfin le joug du Centre, et s'il n'avait pas trouvé dans les débats coloniaux le prétexte qu'il cherchait, il aurait vraisemblablement fait naître lui-même une occasion de rompre avec ce Parti. Mais le Centre avait également des raisons

de se plaindre du gouvernement : la persécution, dont étaient victimes les catholiques polonais, la politique de renchérissement des vivres qui nuisait si gravement à une partie de la clientèle électorale des députés du Centre lui faisaient un devoir de montrer au gouvernement quelque hostilité. Néanmoins ces sentiments ne l'auraient certainement pas poussé jusqu'à rompre avec le pouvoir, si celui-ci avait tenté quelque chose pour maintenir l'étroite union qui existait entre lui et le Centre et s'il n'avait eu la ferme volonté de rompre avec le gouvernement « à côté » que formaient les députés catholiques.

Comme on le voit, la dissolution du Reichstag ne fut en aucune façon occasionnée par l'attitude des socialistes. Sans doute ceux-ci avaient également voté contre les crédits coloniaux, comme ils faisaient généralement pour tout projet gouvernemental, mais M. de Bülow s'y attendait; sans doute ils avaient contribué à mettre le gouvernement en échec, mais le Chancelier n'avait jamais compté sur eux pour continuer sa politique coloniale. Aussi, quoi qu'aient pu prétendre les organes de la Social-démocratie, la campagne électorale du gouvernement, au moins en ce qui concerne le premier tour de scrutin, ne fut pas dirigée particulièrement et plus âprement qu'auparavant contre le parti socialiste que le gouvernement, de l'aveu même des organes ministériels, ne pensait pas pouvoir atteindre.

CHAPITRE III.

La campagne électorale ; résultats du premier tour de scrutin

La lutte électorale fut particulièrement vive : on remarqua une recrudescence d'activité dans tous les partis, surtout dans le parti libéral. D'autre part, le gouvernement intervint fréquemment et directement dans la bataille, ce que, contrairement à ce qui a lieu dans certains pays, il n'a pas l'habitude de faire. Enfin la Social-démocratie mena la campagne avec une énergie qu'avait augmentée encore son succès de 1903.

Avant de montrer ses adversaires à l'œuvre, il est bon d'indiquer de quelle façon la Social-démocratie avait entrepris la lutte à la fois contre le gouvernement et contre tous les autres partis de l'Allemagne, y compris les libéraux, qui lui avaient été d'un si précieux secours lors des élections précédentes, et le Centre, son allié de la veille au Parlement. Elle mena sans doute une campagne de principes, mais

elle renouvela avant tout ce qui lui avait si bien réussi en 1903 : elle s'attaqua aux mauvais côtés du régime impérial, essayant de grouper derrière elle tous ceux qu'avaient mécontentés la politique financière du gouvernement et le renchérissement des vivres, et tentant d'exploiter à son profit l'hostilité contre les dépenses coloniales qu'elle croyait être dans le peuple.

Il est intéressant de savoir comment un parti, organisé comme l'est la Social-démocratie allemande, procède pour faire connaître à la grande masse du peuple, les principes qui servent de base au système socialiste, pour les mettre à la portée de son intelligence et pour essayer de convaincre le peuple que c'est à la réalisation de son idéal que tendent plus ou moins confusément toutes ses aspirations. Il faut reconnaître qu'elle s'acquitta de cette tâche délicate avec habileté, mais elle fut obligée souvent de passer sous silence ou de déformer quelque peu les idées que l'on trouve développées dans les écrits des théoriciens du parti socialiste.

Dans des brochures de propagande, dans des articles de ses nombreux journaux, du « *Vorwaerts* » en particulier, la démocratie socialiste affirme son caractère essentiel qui est la transformation de la propriété privée des moyens de production en propriété collective, transformation qui s'impose, qui s'opère d'elle-même et qui résulte du développement du ca-

pitalisme lui-même et de la prolétarianisation toujours croissante qu'il produit. Mais elle met bien le peuple en garde contre les objections qu'on peut faire à la possibilité de la réalisation de la société nouvelle ; elle insiste sur ce fait que le socialisme ne crée rien, qu'il n'est plus une conception de rêveur, qu'il se borne bien plutôt à constater que dans la société actuelle il s'opère un changement et qu'elle-même, en tant que parti politique, elle ne fait que le hâter. Mais comme ce principe est quelque peu ardu et d'une compréhension difficile, surtout lorsqu'on ne peut se livrer à son sujet à de longs développements, les socialistes allemands l'entourent de considérations plus faciles à comprendre sur l'obligation de travailler qui devrait être imposée à tout homme valide et sur le droit au travail qui devrait être garanti à tous ceux qui veulent vivre en exerçant une profession.

De même, en ce qui concerne le mariage et la famille, la Social-démocratie se garde bien de prendre à son compte les idées d'union libre et d'éducation des enfants par l'Etat qui répugnent au génie particulier du peuple allemand. « Dans la société nouvelle, dit-elle (1), le mariage ne sera pas aboli ; bien au contraire, il sera porté à son plus haut point de

(1) Ce passage est tiré d'une brochure, sans nom d'auteur, publiée par le Comité Directeur du Parti socialiste.

perfectionnement par la possibilité de le baser uniquement sur le libre don que se feront d'eux-mêmes l'homme et la femme, affranchis enfin des considérations pécuniaires qui transforment trop souvent aujourd'hui le mariage en une opération commerciale.» En outre, en demandant pour les ouvriers une moins longue durée de la journée de travail, les socialistes s'efforcent de donner plus de temps aux parents pauvres pour s'occuper de leurs enfants, les éduquer et, dans une certaine mesure, les instruire. L'Etat, d'autre part, complètera cette éducation et cette instruction, de façon à ce que, autant que possible, chaque enfant soit pourvu d'armes à peu près égales en affrontant la lutte pour l'existence. Evidemment les socialistes allemands sont loin des idées abstraites du marxisme, des théories savantes d'Engels ou même de Kautsky. Mais en parlant ainsi, ils ont plus de chances de se faire comprendre et d'attirer à eux les sympathies populaires.

Le Socialisme ne veut pas plus détruire la religion qu'il n'entend bouleverser la famille ou supprimer le mariage. Ce qu'il veut, c'est qu'elle n'ait plus de rapports avec l'Etat ou l'Ecole, c'est qu'elle devienne une chose privée. Mais la Social-démocratie défend la liberté de conscience; elle respecte les convictions religieuses sincères et, comme preuve de son esprit de tolérance, elle rappelle que ses députés au Reichstag ont voté contre la loi qui a banni d'Alle-

magne les Jésuites et en faveur de toutes les propositions ayant pour but d'abroger cette loi. Elle laisse aux anticléricaux la responsabilité de leurs opinions personnelles et fait remarquer que s'il y a dans ses rangs des athées comme Bebel, il y a aussi des pasteurs et des croyants comme Boëhle.

La Social-démocratie est internationaliste, dit-on ; c'est vrai, elle a repris à son compte une vieille idée qu'elle a empruntée aux premiers chrétiens et qui forme encore un des principes de la religion catholique ; mais elle n'est pas antipatriote et s'opposerait de toutes ses forces à une tentative ayant pour but le démembrement de l'Allemagne. Bien plus, les socialistes sont les seuls vrais patriotes, car seuls ils veulent rendre la patrie bonne pour tous afin qu'elle soit aimée de tous. Mais d'une organisation nouvelle de la force défensive du pays, de l'établissement des milices, c'est à peine s'il en est fait mention et quand les socialistes allemands parlent de l'armée permanente, de la marine, c'est uniquement pour déplorer les sacrifices énormes que les contribuables sont obligés de s'imposer pour elles.

En outre la Social-démocratie se défend d'être révolutionnaire si l'on donne au mot « révolution » le sens de bouleversement et d'émeute. Sans doute elle veut la transformation de l'ordre de choses actuel, mais elle prétend que cette transformation peut se faire dans la paix, sans choc ni violence, si au-

cune faute n'est commise ni du côté socialiste, ni du côté bourgeois. La Social-démocratie abandonne donc la thèse catastrophique pour se rallier à l'idée d'évolution.

Enfin, en période électorale, elle dépouille son caractère purement ouvrier. Elle veut établir le progrès sur le terrain politique et social, mais elle entend qu'il profite à tous. Si elle combat en première ligne pour l'amélioration de la situation de la classe ouvrière, c'est que celle-ci est la plus nombreuse et la plus exploitée, mais sa libération produira forcément celle de l'humanité tout entière.

A ces considérations générales, qu'il est bon de mettre sous les yeux du peuple allemand, mais qui feraient difficilement l'objet d'un discours dans les réunions électorales habituées à des sujets d'une actualité plus grande et d'un intérêt plus immédiat, la Social-démocratie ajoute une série de revendications qu'elle se propose de faire voter par le prochain Reichstag si elle en a le temps et si elle dispose d'assez d'influence pour amener les éléments libéraux du Reichstag à adhérer à son programme. Ces revendications sont nombreuses; nous nous contenterons de les énumérer. Les députés socialistes demanderont : (1)

1° Le maintien et l'élargissement du suffrage uni-

(1) Voir « *Varwärts* » n° du 25 janvier 1907.

versel, égal, secret, direct et son extension aux femmes;

2° L'établissement d'un droit démocratique de réunion et d'association sans considération de personnes;

3° Des garanties pour le droit de coalition (grève) et son extension aux ouvriers agricoles;

4° La fixation légale de la durée de la journée de travail à dix heures au plus, durée qui devra être abaissée graduellement à neuf puis à huit heures pour tous les ouvriers;

5° Une augmentation de la protection des travailleurs et la limitation du travail du dimanche et de nuit aux exploitations où ce travail est d'une nécessité absolue (hauts-fourneaux, postes et télégraphes, chemins de fer...);

6° Une législation protectrice des travailleurs à domicile;

7° La création d'un Office du travail impérial, de tribunaux ouvriers et de chambres ouvrières;

8° Une loi sur les mines contenant des dispositions protectrices pour assurer la sécurité des mineurs;

9° Un droit ouvrier allemand unifié;

10° Une extension et une simplification des lois concernant les assurances ouvrières;

11° L'amélioration de l'inspection du travail par

l'adjonction aux inspecteurs-fonctionnaires de représentants des ouvriers et des ouvrières;

12° Des garanties pour la liberté d'opinion et pour la libre manifestation de toutes les convictions politiques et religieuses, même en ce qui concerne les fonctionnaires et les militaires qui ne doivent pas être considérés comme des citoyens de seconde classe;

13° Une protection contre l'arbitraire des fonctionnaires et des garanties d'une administration impartiale de la justice;

14° La séparation des Eglises et de l'Etat, des Ecoles et de l'Eglise;

15° Une réduction progressive et finalement une suppression complète des droits de douanes et des impôts sur les objets de première nécessité;

16° La suppression de toutes les entraves à l'importation sur les marchés allemands des bestiaux et de la viande venant de l'étranger et le maintien de mesure de contrôle sanitaire convenables mais non tracassières;

17° Une élévation des droits de douanes sur les fourrages;

18° L'établissement d'un impôt impérial progressif sur tous les revenus de plus de 5.000 marks par an et d'un impôt progressif sur le capital frappant toutes les fortunes supérieures à 50.000 marks; une augmentation très sensible de l'impôt impérial sur les successions;

19° La transformation graduelle de l'armée actuelle en une milice à base démocratique, reposant sur l'éducation militaire de toute la jeunesse mâle du pays; l'arrêt des armements maritimes insensés;

20° Une politique étrangère ayant pour but la réconciliation et la fraternité des peuples et l'aplanissement des différends internationaux par une cour d'arbitrage composée de représentants de toutes les nations civilisées;

21° La création d'un parlement international qui hâtera le développement de la civilisation.

Ils s'efforceront en outre de mettre fin à la ruineuse politique coloniale actuellement suivie qui a pour but de déposséder par la violence les indigènes de leurs biens, de les opprimer et de les exploiter; ils dénonceront enfin et combattront tous les abus, toutes les injustices, toutes les fautes, quels que soient les coupables.

Les Socialistes ne se bornèrent évidemment pas à exposer leurs principes; ils se livrèrent à de violentes attaques contre la politique du gouvernement et l'attitude des partis bourgeois au Reichstag et dans le pays.

Ils s'en prirent tout particulièrement à la politique coloniale suivie en Allemagne pendant ces dernières années (1). Tout d'abord, à leurs yeux, les co-

(1) Voir *Vorwärts*, n° des 16 Décembre 1906 et 15 janvier 1907.

lonies ne sont pas avantageuses pour l'Allemagne; elles sont bien loin, en effet, de compenser les énormes sacrifices que l'on fait pour elles. Le commerce de la métropole avec ses colonies s'est élevé en 1905 à 64 millions de marks environ sur lesquels 46.250.000 représentent la valeur des marchandises qui ont été importées dans les colonies pour subvenir aux besoins des fonctionnaires coloniaux et des troupes d'occupation. Le commerce mondial de l'Allemagne s'étant élevé dans la même année à la somme colossale de 13.278.000.000 marks, on voit donc que le chiffre des affaires faites avec les colonies représente à peine un demi pour cent du commerce général. Par contre, les dépenses effectuées pour les colonies et payées par le budget de l'Empire atteignent une somme annuelle de 30 millions de marks à laquelle il faut ajouter les dépenses nécessitées par les soulèvements des indigènes et qui se sont élevées en ce qui concerne l'expédition dans le Sud-Ouest africain seulement à 400 millions de marks environ, non compris les crédits supplémentaires qui seront soumis à l'approbation du Reichstag dans le cours de l'année 1907.

Il est faux également que les colonies soient nécessaires à l'Allemagne pour recevoir le surcroît de sa population. La population travaillante de l'Allemagne n'est pas trop nombreuse, ainsi que le prouvent les centaines de milliers d'ouvriers étrangers que les

industriels font venir dans leurs exploitations. De plus, lorsque les Allemands émigrent, ce n'est pas pour aller se fixer dans les colonies, mais pour se diriger du côté des Etats-Unis d'Amérique. Sur 28.075 émigrants en 1895, — ce qui est fort peu comparativement à l'énorme population de l'Allemagne qui s'élevait alors à 60.600.000 habitants — 26.005 gagnèrent les Etats-Unis et 57 seulement les colonies de l'Afrique. Enfin il existe encore en Allemagne plus de 4 millions d'hectares de terres marécageuses ou en friches qui sont susceptibles d'être transformées en terres de cultures et sur lesquelles 400.000 familles paysannes pourraient vivre. Que l'Etat fasse le nécessaire, quitte à se faire rembourser les frais qu'il sera obligé d'avancer par un impôt établi sur les bénéficiaires des terres rendues à l'agriculture et il accomplira une œuvre plus noble et plus féconde qu'en allant conquérir au loin des colonies pour la plupart inutilisables.

Sous un autre rapport, les colonies sont une cause de faiblesse pour l'Allemagne. Le prince de Bülow l'a déclaré lui-même à la séance du Reichstag, du 14 novembre 1906 : « Ce qui rend notre situation délicate aujourd'hui, ce sont nos intérêts d'outre-mer. Si nous n'étions pas vulnérables par cet endroit, nous n'aurions absolument rien à craindre et il serait alors plus facile d'éviter les froissements avec l'Angleterre. »

Après s'être attaqués aux colonies en elles-mêmes, les Socialistes s'en prennent au système colonisateur bourgeois auquel ils opposent le système colonisateur socialiste. La politique coloniale allemande n'est qu'un système d'oppression, disent-ils; aussi n'est-il pas surprenant que les indigènes volés, exploités, maltraités, aient eu recours à la révolte dans le Sud-Ouest africain. Exactions au-dehors, corruption en dedans, telles sont les caractéristiques de cette politique barbare et insensée qui, de l'aveu même du général de Trotha, porte une lourde atteinte à l'honneur de la nation. Ce n'est pas ainsi que les socialistes comprennent et envisagent la politique coloniale: pour eux, les nations européennes ne doivent avoir pour but que d'éduquer les peuplades étrangères d'une civilisation plus reculée que la leur, de leur apprendre à tirer parti des richesses de leur sol, de les faire participer à tous les bienfaits du progrès mais d'une façon conforme et adéquate à leur nature.

Les Socialistes ont donc eu raison de ne pas voter les crédits coloniaux demandés par le gouvernement et ils continueront dans la suite à observer la même attitude.

En outre, ils renouvelèrent avec plus de vivacité encore qu'en 1903, les attaques qu'ils avaient dirigées déjà lors des dernières élections contre la politique financière du gouvernement, à laquelle est étroitement liée sa politique militaire et mariti-

me (1). Le budget de l'Empire allemand s'équilibre pour l'année 1907, par un total de 2.565.073.427 marks en recettes et en dépenses, dépassant de 167.749.322 marks celui de 1906. Les Socialistes s'accommoderaient volontiers de ce chiffre, qui paraît énorme si l'on songe que l'on doit tenir compte, pour apprécier les charges réelles des contribuables allemands, des budgets particuliers de tous les Etats qui composent l'Empire, et même de cette augmentation, s'ils n'étaient obligés de remarquer qu'une part considérable de ce budget est absorbée par des dépenses militaires et maritimes. D'après le « *Vorwaerts* », le budget militaire s'élève en bloc à 799 millions de marks accusant une augmentation de 51 millions sur celui de l'année précédente; le budget de la marine atteint 291 millions de marks, soit 24.750.000 marks de plus qu'en 1906. Le fonds des pensions de retraites s'élève à 103.500.000 marks sur lesquels 101 millions environ sont exclusivement consacrés aux pensionnés de la guerre et de la marine. Enfin, une grande partie de la dette impériale a dû être contractée pour des dépenses concernant la guerre et la marine; cette dette va sans cesse en augmentant de même que les charges que les contribuables sont obligés de s'imposer de ce chef. En somme, la situation financière est mauvaise et malgré le nouvel emprunt de

(1) *Vorwaerts* n° du 16 Décembre 1906.

264 millions de marks que le gouvernement demandera au prochain Reichstag d'approuver, malgré les impôts récemment créés qui rapportent environ 180 millions de marks annuellement et dont quelques-uns, établis sur des objets de première nécessité, nuisent considérablement au peuple, malgré l'élévation des droits de douanes et des contributions matriculaires, l'Empire ne pourra équilibrer le budget de 1907 et continuer sa politique militaire, maritime et coloniale qu'en demandant aux contribuables allemands de nouveaux sacrifices.

Les Socialistes proposent comme remèdes au mal, d'abord de mettre un frein à la folie des armements et des dépenses militaires en procédant d'accord avec les autres Etats et par étapes, à la réduction des armées permanentes et à la limitation des constructions maritimes, puis de faire supporter aux classes dirigeantes, responsables de la direction des affaires, les charges de l'Empire par l'établissement d'un impôt progressif sur le revenu et le capital et par l'élévation des droits sur les successions.

Mais c'est sur la critique de la politique agrarienne et douanière du gouvernement que les Socialistes comptent surtout pour impressionner les électeurs (1). Depuis l'année 1900, les agrariens avaient

(1) Voir *Vorwärts* n^{os} des 16 Décembre 1906 et 15 Janvier 1907.

mené une campagne active au Parlement afin de contraindre les membres du Reichstag à voter un tarif douanier, plus protecteur que l'ancien, sur la base duquel le gouvernement entreprendrait la négociation de nouveaux traités avec les pays étrangers. Ce tarif fut adopté par le Reichstag le 14 décembre 1902, malgré une résistance acharnée des députés libéraux et socialistes et contrairement aux prédictions de ces derniers, M. de Bülow parvint, dans le cours des années 1904 et 1905 à signer des traités commerciaux basés sur ce tarif ultra-protectionniste avec l'Italie, la Belgique, la Roumanie, la Suisse, la Serbie, l'Autriche-Hongrie et la Russie. Les résultats de la réforme douanière, excellents sans doute pour la plupart des producteurs, furent désastreux pour l'ensemble des consommateurs des villes. Dès 1905, une crise se produisit : le peuple allemand, obligé de se suffire à lui-même et d'accepter les prix qu'il plaisait aux producteurs de lui imposer, manqua de viande ou plutôt manqua d'argent pour s'en procurer. La viande de porc qui coûtait en 1900, quatre vingt dix marks le double quintal atteignit à cette époque cent dix sept et même cent trente marks, le prix du bœuf passa de cent marks à cent trente sept marks le double quintal, celui de la viande de veau et de mouton augmenta dans des proportions analogues. De même par suite de l'élévation des droits d'entrée sur les seigles et le froment, le pain renchérit également. Aussi

de toutes parts, commerçants et consommateurs menèrent une violente campagne pour contraindre le gouvernement à supprimer au moins temporairement les tarifs prohibitifs frappant les bestiaux et les céréales à leur entrée en Allemagne. Les conseils municipaux de toutes les villes adressèrent au Chancelier pétition sur pétition ; des réunions publiques considérables réclamèrent l'ouverture des frontières. Ces manifestations eurent leur écho au Reichstag : le 12 décembre 1906 notamment, les députés libéraux et socialistes demandèrent au ministre de l'agriculture quelles mesures il comptait prendre pour mettre fin à la crise. Des réponses qu'ils obtinrent, il résultait que le gouvernement n'avait pas l'intention d'abandonner sa politique agrarienne et protectionniste. Le ministre refusa de réduire les droits d'entrée et ne promit qu'un abaissement à peu près insignifiant des droits de transport.

Les Socialistes continuèrent évidemment à attaquer le gouvernement à ce sujet pendant toute la durée de la campagne électorale : dans de nombreux articles de journaux, ils signalèrent les augmentations des prix des denrées de première nécessité qui s'étaient produites dans telle ou telle partie de l'Empire ; ils comparèrent la situation des consommateurs de l'Allemagne, où toutes les cultures étaient possibles et même florissantes, à celle des consommateurs de la Suisse par exemple qui, bien que dans ce pays

la production des céréales fut presque nulle, payaient le kilogramme de pain huit pfennigs de moins qu'on ne le payait en Allemagne. Ils dénoncèrent les profits énormes que les grands producteurs tiraient de cet état de choses ; ils firent remarquer au peuple que la consommation de la viande avait déjà baissé de quatre livres par tête d'habitant, ils attirèrent son attention sur les dangers qui pouvaient résulter pour lui d'une sous-alimentation continue ; ils le menacèrent d'une grande misère si, à l'état de prospérité dans lequel se trouvait alors l'Allemagne, succédait une période de disette et de mauvaises récoltes ; ils s'efforcèrent enfin de faire de ces élections les « élections de la faim ». Mais cette tactique, qui leur avait si bien réussi en 1903, ne donna pas les résultats qu'ils en attendaient.

En dernier lieu, les Socialistes reprochèrent au gouvernement de négliger complètement la politique sociale (1). La seule fois qu'il s'en soit occupé, ce fut pour soutenir une proposition du Centre tendant à accorder la personnalité juridique aux syndicats professionnels. Mais cette réforme est jugée très sévèrement par les socialistes qui ne voient là que la possibilité pour l'arbitraire administratif de s'exercer en écartant de la reconnaissance légale un grand nombre d'associations professionnelles et pour les tribu-

(1) Voir *Vorwärts* du 16 Décembre 1906.

naux, celle de rendre les syndicats pécuniairement responsables des atteintes portées à la propriété privée en temps de grèves. De même ils se plaignent que le peuple allemand manque de liberté : il ne peut manifester librement sa pensée, il est sans cesse en butte aux tracasseries de la police, il souffre des jugements de classe rendus par les tribunaux impériaux qui se font les serviteurs dévoués du pouvoir.

Mais les socialistes ne s'en prennent pas uniquement au gouvernement du mauvais état de l'Empire. Avec une grande témérité, ils déclarent la guerre à tous les partis bourgeois. Ils font sauter les ponts derrière eux et, ne doutant pas un instant de la victoire, ils veulent combattre seuls contre tous les abus et toutes les injustices qu'ils dénoncent. Ils estiment inutile d'insister sur les conservateurs et les nationaux-libéraux ; leur clientèle électorale connaît suffisamment les sentiments réactionnaires des uns et des autres. Mais ils attaquent avec violence les candidats du Centre et les candidats libéraux qui sont susceptibles de leur faire une concurrence dangereuse dans les rangs ouvriers. Ils reprochent aux députés catholiques d'avoir présenté la fameuse proposition de loi sur la capacité juridique des syndicats ; ils les accusent d'avoir provoqué, par leur politique agrarienne, la crise économique dont toute l'Allemagne souffre depuis plusieurs années. Ils blâment les députés libéraux d'avoir soutenu la politi-

que coloniale du gouvernement, parce qu'un des leurs, M. Dernburg, fut appelé par le Chancelier à faire partie du ministère, de s'être rendus complices des atrocités commises dans les colonies et des scandales qui éclatèrent en Allemagne à ce propos. Ils se présentèrent enfin au peuple comme les seuls capables de l'affranchir politiquement et socialement du joug des classes dominantes, de faire régner un peu plus de justice et de liberté dans l'Empire jusqu'au jour où, par la force même des choses, un monde nouveau remplacera la vieille société capitaliste s'écroulant sous le poids des fautes que les gouvernants auront commises pour la sauver.

La réponse des adversaires de la Social-démocratie ne se fit pas longtemps attendre. Ceux-ci disposaient d'armes redoutables. Le gouvernement, en effet, en la personne du Chancelier de l'Empire et du Directeur des Colonies, les deux personnages les plus en vue à cette époque, intervint directement dans la campagne électorale. En outre, les partis bourgeois, conservateurs, antisémites, catholiques, libéraux — et ces derniers n'étaient pas les moins acharnés, — les ligues formées dans un but électoral ou ayant une portée plus générale, s'attaquèrent à la Social-démocratie avec une vigueur, un esprit de suite, une méthode qui faisaient présager le succès.

Dès que la campagne électorale fut commencée, le Chancelier adressa au général v. Liebert, président

de la « Ligue impériale contre la démocratie socialiste » une lettre qu'il le pria de rendre publique. Elle parut le 31 décembre 1906 et fut appelée dans la suite, pour cette raison « Lettre de la Saint-Sylvestre. » Dans cette lettre, (1) M. de Bülow insiste sur la nécessité dans laquelle il s'est trouvé, après les élections de 1903, de faire du Centre le pivot de sa politique. Mais il ajoute qu'il a toujours considéré comme dangereux le fait que les résultats de la politique parlementaire fussent dépendants du bon vouloir d'un parti et qu'aussitôt qu'il eut remarqué que le Centre était décidé à faire un mauvais usage de sa force, il prit la résolution de lui résister par tous les moyens. Il s'y décida d'autant plus volontiers qu'il avait cru remarquer dans les rangs des députés libéraux, une plus grande compréhension des questions nationales. Peut-être était-il possible, dès lors, de former une majorité de gouvernement avec les partis de droite, le parti national-libéral et les groupes libéraux. Il y a bien sans doute entre eux quelques divergences au point de vue économique, mais les libéraux doivent convenir aujourd'hui que la politique protectionniste du gouvernement a produit des résultats favorables pour l'agriculture, l'in-

(1) Voir « Les élections au Reichstag de 1907 et la Social-démocratie » par M. FRANZ LUDWIG, 1^{er} volume, pages 75 et suivantes.

dustrie et le commerce de l'Allemagne. Du reste, les questions nationales suffiront pour les rapprocher. Ce qu'il faut donc empêcher, avant tout, c'est que l'union du Centre et de la Social-démocratie puisse avoir raison de la volonté des autres groupes du Reichstag.

Puis il s'attaque directement aux Socialistes : « Contrairement à ce que pensent, malheureusement encore, certains libéraux, écrit-il, ce n'est pas à droite que menace le péril réactionnaire ; j'ai la ferme conviction que la vraie réaction, le vrai danger de réaction résident dans la Social-démocratie. Non seulement leurs rêves d'avenir communistes sont contraires à toute civilisation, non seulement les moyens qu'ils veulent employer pour arriver à la réalisation de ces rêves consistent en une contrainte brutale ; mais tout ce qui, en Allemagne, pense d'une façon réactionnaire, gagne en force et en droit à ce que le socialisme mine dans l'Empire, les notions d'autorité, de propriété, de religion et de patrie. A Robespierre succéda l'épée de Bonaparte. Elle devait venir pour affranchir le peuple français de la terreur jacobine et communiste. »

M. de Bülow ne ménage pas davantage le Centre. Du moment que celui-ci, sans égard pour l'attitude bienveillante du gouvernement vis-à-vis de l'Eglise catholique, refusait son vote à toute proposition acceptable concernant les crédits coloniaux, le Chance-

lier ne pouvait que mettre fin à cette situation sans issue en dissolvant le Reichstag. Il est sûr d'être resté, en le faisant, en conformité d'idées avec le peuple allemand, car si celui-ci ne veut pas du pouvoir personnel, il ne veut pas davantage du gouvernement d'un parti.

Enfin il termine en souhaitant l'union de tous les partis nationaux aux élections prochaines: « Que tous les partis qui, le 13 décembre, se sont groupés derrière le gouvernement, aient avant tout présent à l'esprit, ce qui les a unis alors: la lutte pour l'honneur et le bien de la nation contre la Social-démocratie, les Polonais, les Guelfes et le Centre. Je place les socialistes en tête, parce que chaque défaite de la Social-démocratie sera un avertissement pour son orgueil, un renforcement de la confiance que l'on peut avoir dans le progrès possible de notre développement intérieur, un affermissement de notre situation à l'extérieur et parce qu'ainsi il deviendra plus difficile à un parti bourgeois de prendre grâce aux socialistes, une position prépondérante vis-à-vis des autres partis bourgeois. »

Le 19 janvier 1907, M. de Bülow compléta la lettre de la Saint-Sylvestre par un long discours qu'il prononça devant les membres du « Comité d'action coloniale » de Berlin (1). Il fit l'éloge des colonies qui

(1) Voir « *Gazette de Voss* », n° du 20 janvier 1907.

seront d'ici peu d'une grande utilité pour le développement industriel de l'Allemagne. C'est à elles que le gouvernement doit d'avoir pu réunir, en un sentiment unanime, conservateurs et libéraux. Puis il se défendit d'avoir porté une atteinte au droit budgétaire du Parlement en dissolvant le Reichstag. On ne peut pas davantage reprocher à l'Empereur d'avoir agi en monarque absolu en se prêtant à cette dissolution qui s'imposait. Les gouvernements confédérés n'ont pas l'intention de restreindre les droits et les pouvoirs du Reichstag garantis par la Constitution, mais ils entendent user du droit qu'ils possèdent d'en appeler au peuple lorsqu'ils se trouvent en désaccord avec la majorité de la Chambre. Il renouvelle ses attaques contre les Socialistes et contre le Centre, ce parti incompréhensible qui n'a pas craint de s'unir, dans un but électoral, à la Social-démocratie, ennemie, à la fois, de la religion et de l'Etat. « Le parti social-démocrate, dit-il, n'a jamais rien fait de positif. Les grandes lois sociales elles-mêmes ont été votées sans son adhésion. Lorsqu'une tendance à collaborer aux réformes pratiques se dessine dans ses rangs, le despotisme et l'outrecuidance révolutionnaire de ses chefs cherche à l'étouffer. Combien de temps cet asservissement de millions de travailleurs allemands durera-t-il encore? Ce serait un grand bonheur si le lien qui les unit à ce parti se desserrait enfin, si les travailleurs allemands se rendaient

compte de plus en plus que la Social-démocratie défend mal leurs intérêts parce qu'elle n'est capable d'aucun travail positif, si notamment le grand nombre de ceux qui se laissent entraîner se persuadaient que l'état actuel de l'ordre des choses, des lois, des libertés constitutionnelles et du bien-être sans cesse croissant, que le soin que l'on prend des malheureux et des pauvres valent encore mieux que la contrainte « rouge » sans laquelle la réalisation des utopies d'avenir communistes ne pourrait même pas être imaginée. Je considère comme un devoir de l'Etat d'assurer le bien-être du peuple. Les réformes sociales, il faut l'espérer, continueront malgré l'opposition stérile du parti socialiste. » Enfin, il achève son discours par un vœu analogue à celui qui termine sa lettre de la Saint-Sylvestre : « Puissent tous les éléments nationaux, des droites conservatrices aux gauches progressistes, sans considération de religion, faire passer lors des élections leurs intérêts particuliers après le devoir national ! »

Cet appel à l'union, qui devait être entendu, est reproduit chaque jour, sous des formes différentes, dans des articles, inspirés par le gouvernement, de l'officieuse « *Gazette de l'Allemagne du Nord* ». C'est dans le but de parvenir à cette union que le Chancelier entre directement en rapport, ainsi qu'on le verra par la suite, avec la « Ligue impériale contre la Social-démocratie », la « Ligue maritime »,

l'« Association centrale des industriels allemands », etc.

M. de Bülow trouva un collaborateur intelligent et zélé en la personne du Directeur colonial, M. Dernburg. Ce dernier prononça des discours fort habiles à Berlin et dans différentes autres villes de l'Allemagne, à Munich, Stuttgart et Francfort sur le Mein notamment. Il insistait sur l'intérêt que présentait la politique coloniale pour la classe ouvrière précisément et sur la stupidité dont faisait preuve la Social-démocratie en s'opposant à une telle politique (1). Des 700 millions de marks que l'Allemagne a dépensés jusqu'ici pour ses colonies, plus de la moitié représente des sommes qui ont été versées aux ouvriers comme salaires. Par contre, les charges qui sont imposées aux contribuables pour les colonies sont insignifiantes : un homme ayant 1.000 marks de revenus paye au plus 80 pfennigs d'impôt par an pour les dépenses coloniales. M. Dernburg obtint partout le plus vif succès ; ses discours, dont quelques-uns furent répandus dans le peuple à des centaines de milliers d'exemplaires, contribuèrent pour une large part à faire disparaître le mécontentement que la politique coloniale du gouvernement avait produit dans l'Empire.

MM. de Bülow et Dernburg furent aidés dans leur

(1) Voir FRANZ LUDWIG, op. cit. pages 81 et 82.

œuvre de propagande, par les gouvernements des Etats confédérés, par les chefs des grandes exploitations de l'Etat, par les autorités administratives et judiciaires de l'Empire. Leur intervention dans la campagne électorale est évidente, mais comme on ne peut trouver des éclaircissements à ce sujet que dans la presse socialiste, il serait dangereux d'en faire état ici.

Enfin, du haut de son trône, l'Empereur d'Allemagne présidait à la lutte soutenue par ses ministres contre la Social-démocratie. Sans doute, il avait la prudence de ne pas intervenir directement, mais c'est lui qui dirigeait le combat, comme c'est lui déjà qui avait inspiré à son Chancelier la dissolution du Reichstag. Sans doute, il ne prenait pas la parole pour flétrir l'attitude des socialistes, mais chacun avait encore présent à l'esprit le discours qu'il adressa peu de temps avant la campagne électorale aux ouvriers d'Essen et dans lequel il attaqua avec véhémence l'organisation politique du prolétariat allemand.

L'empereur, le chancelier, les ministres, les gouvernements des Etats confédérés, le monde officiel de l'Empire marchaient donc étroitement unis contre la forte organisation du parti socialiste. Ils étaient soutenus par tous les partis bourgeois, à l'exception du Centre, et par les associations politiques bourgeoises dont la plus importante était, sans contredit,

la « Ligue impériale contre la Social-démocratie ».

Cette association fut fondée à Berlin le 9 mai 1904 (1) ; elle était une réponse de la bourgeoisie à la victoire électorale de la démocratie socialiste. Ses membres appartenaient aux partis politiques les plus divers, à tous les Etats de l'Empire, à la religion catholique ou à la religion protestante ; leur condition sociale était très différente. On ne leur demandait qu'une chose, c'était de soutenir pécuniairement et moralement la Ligue dans sa lutte pour l'Empire et l'avenir de la patrie allemande contre la Social-démocratie internationale et révolutionnaire.

Pour atteindre ce but, la Ligue se proposait de créer partout où celà serait possible, de solides organisations dirigées contre le parti socialiste, de faire une propagande active par la parole et dans la presse, d'intervenir dans toutes les élections pour essayer d'aplanir les divergences d'opinions qui existaient entre les partis bourgeois, enfin de venir en aide aux ouvriers allemands opprimés par la Social-démocratie.

Elle mit tout en œuvre pour accomplir la tâche qu'elle s'était imposée et redoubla d'efforts pendant toute la durée de la campagne électorale. Trois fois par semaine, elle publia une « *Correspondance*

(1) Voir FRANZ LUDWIG, op. cit. 1^{er} volume, pages 35 et suivantes.

électorale » par laquelle elle exerça une action méthodique et une influence réelle sur les élections. Ses orateurs et en première ligne son Président, le général v. Liebert, intervinrent directement dans la campagne électorale, soit comme candidats, soit comme membres des comités électoraux des partis bourgeois. Enfin, elle fit paraître, le 31 décembre 1906, la lettre que le Chancelier avait adressée au général v. Liebert. On peut trouver une preuve de l'efficacité de sa propagande non seulement dans les éloges que la presse amie lui prodigua mais aussi dans les attaques dont elle fut l'objet de la part des organes socialistes. On ne peut feuilleter un numéro du journal le « *Forwerts* », sans rencontrer presque à chaque page une injure à l'adresse de la « *Ligue* de mensonges contre la Social-démocratie ».

Une autre ligue, l'« Association générale des Industriels allemands » exerça également une action sur les élections de 1907 en soutenant pécuniairement les candidats libéraux et conservateurs qui se trouvaient aux prises avec un membre du Centre ou un socialiste. Les industriels allemands versaient dans une caisse spéciale une cotisation calculée à raison de un mark par tête d'ouvriers employés dans leurs établissements; mais les fonds ainsi recueillis ne devaient en aucun cas être employés à soutenir un conservateur contre un libéral ou un libéral contre un conservateur. Ils ne devaient servir qu'à aider

à la lutte contre le Centre et les socialistes. Pourtant, dans la lettre que l'Association écrivit au Chancelier quelques jours après les élections (1), elle laisse percer son véritable caractère et l'on voit très nettement que l'activité électorale de cette ligue était dirigée surtout, pour ne pas dire uniquement, contre la Social-démocratie.

La « Ligue navale » enfin, présidée par le général major Keim, joua également un rôle important dans les élections (2). Cette ligue était déjà ancienne: elle avait été fondée au début de l'année 1898 pour créer un mouvement d'opinion en faveur de l'accroissement de la marine de guerre allemande. Elle fit, dans ce but, une propagande active et contribua pour une large part au vote du programme naval de 1898 et plus encore à l'élaboration et au vote de celui de 1900. Mais elle se laissa bientôt détourner du but que ses fondateurs s'étaient proposés d'atteindre uniquement; elle fit de la politique et intervint notamment dans la campagne électorale de 1906-1907. C'est ainsi qu'elle distribua à cette époque, en Allemagne, près de quinze millions de brochures de propagande, dont quelques-unes, intitulées « *La vérité sur nos colonies* » ou « *Les mensonges de M. Erzberger* », firent sensation. Cette

(1) Voir *Vorwärts*, n° du 8 février 1907.

(2) Voir « *le Temps* », n°s des 10 et 15 février 1907.

ligue était en rapports directs avec le Chancelier qui mit à sa disposition 30.000 marks pour payer les frais d'impression et d'envoi des appels électoraux qu'elle répandait dans le pays. Ce fait, qui fut divulgué par un journal catholique, le « Courrier de Bavière » ne fut pas nié par le général Keim et fut reconnu par la Chancellerie impériale qui se borna à faire remarquer que la somme remise à la Ligue ne provenait pas de fonds officiels mais avait été remise au Chancelier par des particuliers qui le prièrent d'en disposer dans un but électoral comme il l'entendrait. Pourtant l'activité politique de la « Ligue navale » s'exerça plutôt contre le Centre que contre la Social-démocratie; ses chefs eurent même un instant l'intention de conclure avec les socialistes une alliance dirigée contre le Centre. Quoi qu'il en soit, la « Ligue navale » contribua au succès des partis bourgeois et par suite à l'échec du parti socialiste.

Une des caractéristiques de la campagne électorale de 1907, c'est l'idée qui s'en dégage que le sentiment de la conscience de classe existe, non plus seulement dans le cœur du prolétariat mais aussi dans celui de la bourgeoisie. Déjà au premier tour de scrutin le souci de repousser le socialisme a fait disparaître sinon les compétitions de mandats, tout au moins l'aigreur de la lutte entre les différents candidats bourgeois. Les partis du « bloc » ou de la

« minorité du 13 décembre » présentent ou ne présentent pas tous des candidats dans telle ou telle circonscription suivant que leur intervention ou leur abstention empêchera le socialiste ou le représentant du Centre de participer au ballottage. On sait, en effet, qu'en Allemagne, la lutte est circonscrite au second tour entre les deux candidats qui ont obtenu le plus de voix lors de la première consultation électorale. De même les candidats bourgeois évitent de se combattre avec vivacité pour que leur clientèle électorale puisse plus facilement rallier au second tour le représentant du bloc le plus favorisé. Sans doute, ce mot d'ordre électoral : « Tous contre la Social-démocratie et le Centre » rencontra quelque opposition dans certains milieux libéraux qui auraient préféré voter en faveur des socialistes que pour les conservateurs. Mais le gros du parti libéral et son organe principal « *la Gazette de Voss* » acceptèrent avec enthousiasme le combat contre le Centre et le socialisme qui leur était offert par le gouvernement.

On constata, en effet, dans les villes comme un réveil du parti libéral. La possibilité de lutter avec quelque chance de succès contre le Centre détesté, de voir jouer enfin dans le Reichstag nouveau un rôle politique de quelque importance aux députés libéraux avait fait sortir de leur réserve bien des hommes de progrès qui s'abstenaient auparavant de

participer aux élections, sous prétexte qu'il n'y avait rien à faire. « C'est comme si un souffle d'espérance passait à travers la bourgeoisie, déclare la *Gazette de Voss* (1), comme si l'indifférence et la lassitude disparaissaient, comme si le sentiment du devoir qui consiste à contribuer à améliorer l'avenir pénétrait les masses! » Les libéraux comptent que, grâce à l'intervention du gouvernement dans la campagne électorale, à l'exaltation du sentiment national, à la propagande en faveur des colonies, on arrivera à une participation plus grande du peuple allemand aux élections, ils espèrent bien attirer à eux une bonne partie des abstentionnistes qui en 1903 représentaient le quart des électeurs inscrits. Ils comptent également, pour gagner quelques sièges, sur l'entente qui s'est produite entre les groupes libéraux dès le lendemain de la dissolution du Reichstag et surtout sur l'efficacité des attaques qu'ils dirigent contre la Social-démocratie. Ils cherchèrent, en effet, à faire comprendre au peuple que le parti socialiste s'était grossièrement trompé en niant l'utilité, pour la classe ouvrière, des colonies qui lui avaient cependant rapporté déjà de gros profits sous forme de salaires. Ils reprochèrent au Comité Directeur du Parti de sacrifier à son égoïsme le succès de la politique de gauche en présentant partout des

(1) Voir « *Gazette de Voss* », n° du 24 janvier 1907.

candidats, même dans les circonscriptions où ils n'ont aucune chance de réussir, et en rendant ainsi possible l'élection des partisans les plus acharnés de la politique agrarienne ou des pires ennemis du suffrage universel. Enfin ils tentèrent de persuader au prolétariat qu'un succès socialiste nuirait bien plutôt qu'il ne servirait à sa cause. Toutes les victoires de la Social-démocratie ont été suivies de mesures réactionnaires et il n'est pas sûr, malgré les déclarations du gouvernement, qu'en cas d'un retour au Parlement de l'ancienne majorité du 13 décembre, le Reichstag ne soit pas à nouveau dissous et que de nouvelles élections n'aient pas lieu sur une autre base que celle du suffrage universel. Au contraire, en votant pour les libéraux, les électeurs démocrates contribuent à hâter l'œuvre des réformes et la « *Gazette de Voss* » ajoute (1) : « Vis à vis d'un parti qui déploie le drapeau rouge et qui se propose de détruire la société actuelle, le gouvernement a forcément une autre attitude qu'à l'égard d'un parti bourgeois, même s'il entre souvent en lutte avec lui. C'est pourquoi les revendications libérales ont beaucoup plus de chances d'aboutir si elles sont défendues par les gauches bourgeoises que si elles le sont par la Social-démocratie. On ne peut, en effet, soupçonner les libéraux d'élever des plaintes uniquement

(1) Voir n° du 24 janvier 1907.

dans l'intérêt d'un parti. Celui qui veut fermer la porte à la réaction doit donc voter, non pas pour les socialistes mais pour les libéraux. » Ces raisonnements durent frapper les électeurs, car, ainsi qu'on le verra par la suite, le parti libéral, plus que tout autre, contribua à l'échec de la démocratie socialiste.

Quant au Centre, fort de sa puissance et confiant dans sa brillante organisation, il mena à la fois le combat contre tous les autres partis. Pourtant, il semble bien qu'au premier tour de scrutin, il n'a pas **attaqué** les socialistes sans quelque ménagement. Il avait, en effet, tout à **gagner**, à ce que son allié au Parlement ne sortît pas diminué de la campagne électorale. Aussi, si les journaux de certains pays et quelques comités électoraux recommandent de voter pour les candidats bourgeois plutôt que pour les socialistes, les chefs du parti catholique, MM. Erzberger et Schædler, conseillent aux électeurs de soutenir avant tout les partisans du gouvernement parlementaire que le Chancelier menace et de préférer même un socialiste à un libéral ou à un conservateur appuyé par le gouvernement. Pourtant, il faut reconnaître qu'en général leur avis ne fut pas suivi.

Pour résister à cet assaut redoutable, la Social-démocratie redouble d'ardeur. Son Comité Directeur, dans des manifestes violents, recommande aux

camarades de ne pas s'endormir, comme si la victoire ne pouvait pas leur échapper, et de combattre dans les circonscriptions les plus sûres comme s'ils avaient à les conquérir pour la première fois. Sa Presse conseille à tous les électeurs de se mettre à la disposition des organisations du Parti, non seulement le jour du scrutin mais pendant toute la durée de la campagne. Ses orateurs donnent partout de leur personne; ceux qui font acte de candidats dans les villes ne se contentent pas de prononcer des discours dans leur circonscription, ils se rendent dans les campagnes environnantes pour soutenir de leur parole plus autorisée le candidat du parti qui n'a pas comme eux l'habitude des réunions publiques et qui pourrait se trouver embarrassé en présence des représentants des partis bourgeois. Dans les ateliers, les journaux circulent, les brochures socialistes passent de mains en mains. Les programmes des candidats de la Social-démocratie sont distribués à domicile avec leurs portraits. Enfin, le matin même des élections, le « *Vorwärts* » publia un article dans lequel il disait que le jour du jugement populaire était arrivé; que le peuple devait régler ses comptes avec le gouvernement et la majorité conservatrice-libérale qui le soutenait. « Tous les exploiters, ajoutait-il (1), se sont groupés cette fois-ci autour du

(1) Voir « *Vorwärts* », n° du 25 janvier 1907.

drapeau du gouvernement et de l'étendard de la « Ligue de mensonges impériale ». Conservateurs, nationaux-libéraux, antisémites, libéraux, tous se sont unis en une masse réactionnaire ! Aucun électeur de la classe non-possédante, qu'il soit ouvrier, artisan ou petit commerçant ne doit voter pour les adversaires de la Social-démocratie à moins qu'il ne veuille se mettre lui-même au cou le lacet qui servira à l'étrangler ! A bas la réaction coalisée ! En avant pour la Social-démocratie qui libérera l'humanité ! »

C'est le 25 janvier 1907 que le jugement populaire fut rendu, il était bien loin de répondre à l'attente de la Social-démocratie.

* * *

Sur 13.350.698 électeurs inscrits et 11.262.775 votants, le Parti socialiste obtient 3.259.020 voix (1) ; en 1903, sur 12.531.210 électeurs inscrits et 9.495.586 votants, il en avait obtenu 3.010.771. Il bénéficie donc d'une augmentation de 248.249 voix. Par contre, des 81 mandats qu'il avait conquis en 1903 ou plutôt des 79 qu'il détenait encore au moment de la dissolution du Reichstag, il n'en conserve que 29. Il

(1) Ces chiffres et les suivants ont été empruntés aux brochures de M. FRANZ LUDWIG, op. cit. et de MM. HIRSCH et BORCHARDT (La Social-démocratie et les élections au Reichstag allemand) ; ils sont basés, d'après les déclarations de ces auteurs, sur les résultats officiels.

est vrai que ses candidats viennent en ballottage dans 92 circonscriptions; mais d'une part en 1903 il avait obtenu 55 mandats au premier tour et participait à 122 ballottages, d'autre part, 20 sièges occupés par des socialistes passent dès le premier tour entre les mains des partis bourgeois et ces pertes considérables ne sont compensées que par un seul gain.

La presse bourgeoise considéra ces résultats comme une défaite écrasante pour la Social-démocratie; tous ses organes, libéraux, comme la « *Gazette de Voss* », ou conservateurs, comme la « *Gazette de l'Allemagne du Nord* » constatèrent que le jugement populaire s'était prononcé contre le parti socialiste; ils se félicitèrent de ce que le peuple allemand ait prouvé ainsi qu'il ne supportait aucune atteinte à l'honneur de la nation, d'où qu'elle vienne et de ce que la légende de l'invincibilité de la Social-démocratie était enfin détruite.

Les journaux socialistes, sans partager évidemment cette manière de voir, reconnurent cependant sans trop de difficultés, que leur parti n'avait pas lieu de se déclarer satisfait des élections, qu'il avait gagné très peu de terrain et que, par contre, il avait perdu de nombreux mandats. Puis, à mesure que les résultats se firent plus exactement connaître, l'attitude de la presse socialiste et en particulier du « *Vorwaerts* » se modifia. Ce dernier journal déclara

ra qu'il ne pouvait s'agir tout au plus que d'un échec de la Social-démocratie et non d'une défaite et que même cet échec apparaissait, à la lumière des chiffres, comme un succès relatif, mais fort respectable. La « *Gazette ouvrière de Saxe* » affirma que, malgré les lourdes pertes qu'avait subies le parti socialiste, celui-ci sortait des élections avec son honneur sauf et demeurerait après comme avant le 25 janvier, le parti de beaucoup le plus fort de l'Allemagne.

Il y a une part de vérité dans les cris de joie de la presse bourgeoise et même dans les affirmations des journaux socialistes. Mais avant d'apprécier les jugements qui ont été portés à cet égard, il convient d'examiner plus dans le détail les résultats du premier tour de scrutin dans chacun des Etats dont se compose l'Empire allemand.

Royaume de Prusse

Sur 397 députés allemands, 236 représentent la Prusse au Reichstag. En 1903, le Parti socialiste avait eu 20 des siens élus au premier tour dans ce royaume, à savoir dans les circonscriptions de Berlin II, Berlin III, Berlin IV, Berlin V, Berlin VI, Niederbarnim, Teltow-Beeskow-Storkow-Charlottenburg, Westhavelland-Brandenburg, Randow-Griefenhagen, Waldenburg, Reichenbach-Neurode, Aschersleben-Kalbe, Halle (ville), Naumburg-Weissen-

fels-Zeitz, Pinneberg-Segeberg, Kiel, Altona-Stormarn, Hanovre, Elberfeld-Barmen, Solingen et participait à 71 ballottages; il avait recueilli 1.649.998 voix. En 1907, la Social-démocratie n'a que 13 élus au premier tour (Berlin II, III, IV, V, VI, Niederbarnim, Teltow-Beeskow-Storkow-Charlottenburg, Waldenburg, Aschersleben-Kalbe, Kiel, Altona-Stormarn, Hanovre et Solingen); elle perd définitivement 6 mandats (Königsberg-ville, Breslau-est, Breslau-ouest, Magdebourg-ville, Halle et Naumburg-Weissenfels-Zeitz), n'en gagne aucun et ne vient en ballottage que dans 53 circonscriptions, par contre le nombre des voix réunies par ses candidats s'élève à 1.813.950, dépassant de 163.952 unités le nombre des suffrages qu'ils avaient groupés sur eux en 1903.

Mais les résultats de ces 236 circonscriptions prussiennes ne sont pas tous également intéressants à étudier, lorsqu'on envisage les élections au point de vue du développement socialiste en Allemagne. Si l'on jette un coup d'œil sur une carte électorale, on remarque que les circonscriptions représentées par des socialistes au Reichstag ne sont pas disséminées çà et là dans le royaume de Prusse. Elles forment par endroits de grosses taches rouges dans certaines agglomérations urbaines ou dans quelques régions industrielles de la Prusse, alors que dans des provinces

nières le parti socialiste n'a pas réussi à faire élire un seul de ses représentants.

Un des résultats les plus remarquables de ces élections est certainement le succès remporté par les socialistes à Berlin et dans les circonscriptions de la grande banlieue de la capitale. Berlin est divisé en six circonscriptions : la première où se trouvent le palais impérial, la Chambre des députés et tous les monuments officiels était représentée par un libéral, les cinq autres par des socialistes. Sa représentation ne s'est pas modifiée ; dans la première circonscription, où les élections avaient donné lieu, en 1903, à un ballottage, le scrutin du 25 janvier demeura sans résultat définitif, mais les libéraux qui avaient mené une lutte énergique, réussirent à améliorer leur position : non seulement leur candidat obtenait plus de voix qu'en 1903, mais le chiffre des suffrages de son adversaire socialiste avait diminué ; son succès au second tour ne faisait aucun doute. Par contre, dans les cinq autres circonscriptions, les socialistes avaient pu conserver leurs sièges et s'ils subissaient quelques pertes insignifiantes dans la troisième, s'ils n'avançaient que péniblement dans la seconde et la cinquième, ils obtenaient des augmentations de voix considérables dans les 4^e et 6^e circonscriptions. De même, leurs progrès étaient énormes à Niederbarnim et à Teltow-Beeskow-Storkow où les deux députés socialistes sortants furent

élus. En 1903, dans ces huit circonscriptions, sur 713.678 électeurs inscrits, 523.664 avaient voté et 330.456 s'étaient prononcés en faveur des candidats socialistes. En 1907, le chiffre des inscrits s'est élevé à 854.568 et celui des votants à 673.208; les voix socialistes ont suivi une progression à peu près équivalente: elles atteignent le 25 janvier le chiffre colossal de 413.181 unités. Pourtant il faut faire état également de l'augmentation des voix qu'obtinrent les candidats bourgeois et qui passèrent de 193.208 en 1903 à 260.027 en 1907. On doit même constater qu'un accroissement de 66.819 voix pour les différents partis bourgeois est relativement plus considérable qu'une augmentation de 82.725 voix pour le parti socialiste. Les voix socialistes ne se sont élevées que d'un cinquième, les voix bourgeoises se sont élevées de plus d'un quart. Mais cette remarque ne saurait diminuer beaucoup le succès de la Social-démocratie dans cette partie du royaume de Prusse. Par contre, dans tout le reste de la province de Brandebourg, le nombre des voix socialistes a une tendance à diminuer; dans les deux circonscriptions que les socialistes possédaient en 1903: Westhaveland-Brandenburg et Frankfurt-Lebus, ils perdent des suffrages et viennent en ballottage avec des nationaux-libéraux dont la position est bien plus avantageuse que la leur. Ils n'ont en outre aucun espoir de pouvoir compenser leurs échecs par de nouvelles

victoires, bien qu'ils aient encore à lutter, le 5 Février, dans six circonscriptions.

Dans la province rhénane et la Westphalie, où les luttes religieuses et les rivalités de races entre allemands et polonais sont très vives, le Parti socialiste a réussi pourtant à recruter de nombreux adhérents et les élections de 1907 ne lui furent pas défavorables. Le nombre des voix émises lors de ces élections fut de 1.895.071, dépassant de 349.673 unités celui des votants de 1903. Le nombre des électeurs qui se prononcèrent en faveur de la Social-démocratie fut de 395.930 au lieu de 344.309 en 1903. L'augmentation était donc de 51.621 voix, à savoir 33.511 pour le pays du Rhin et 18.110 pour la Westphalie. Elle était évidemment plus forte dans la région industrielle de Duisburg, Essen, Bochum, Dortmund, Hagen, Cologne, Dusseldorf que dans les districts ruraux de Munster, Coblenz, Trier et Aachen, mais elle se manifestait partout. Des cinq sièges que le Parti socialiste possédait dans cette région : Bochum, Dortmund, Lennep-Mettmann, Elberfeld-Barmen et Solingen, il ne conservait au premier tour que Solingen et encore avec une majorité moindre qu'en 1903. Ses candidats étaient en ballottage à Dortmund et à Bochum, serrés de près par les nationaux-libéraux, à Lennep-Mettmann et à Elberfeld-Barmen, fortement menacés par leurs adversaires bourgeois. Par contre, ils viennent en ballottage à

Bielefeld-Wiedenbrück, Hagen et Duisburg et ils ont quelques chances de succès si les ouvriers catholiques les soutiennent; il en est de même à Cologne, Düsseldorf et Essen si les électeurs bourgeois libéraux préfèrent voter pour eux plutôt que de contribuer à l'élection d'un candidat du Centre.

Pourtant, le *Vorwaerts* ne s'estime pas satisfait. Il est obligé d'avouer qu'il s'attendait à des résultats plus favorables, notamment dans les « royaumes du fer et du charbon » : Essen et Duisburg, et de convenir que les adversaires du socialisme ont fait, dans ces régions, des progrès plus importants que la Social-démocratie. Il ne pouvait faire autrement en présence des chiffres qui attestent en effet que les partis bourgeois ont gagné comparativement à 1903, plus de 298,000 voix.

Mais, dans toutes les autres parties du royaume, les résultats sont mauvais pour la Social-démocratie. Dans la province de Schleswig-Holstein, les voix socialistes n'augmentent que dans une proportion infime : 113.348 au lieu de 109.810. En outre, des cinq circonscriptions qu'elle possédait, elle ne parvient à en conserver que deux : Altona et Kiel où son candidat gagne environ 2.000 voix sur 1903 bien que dans cette dernière ville la population ouvrière se soit augmentée durant ces trois dernières années d'au moins 20.000 têtes; mais à Apenrade-Flensburg, à Pinneberg-Segeberg et à Lauenburg, les so-

cialistes maintiennent difficilement leurs positions ou perdent même des voix et devront lutter à nouveau, le 5 Février, contre leurs adversaires libéraux. Par contre, le nombre des voix bourgeoises augmente dans cette province d'une façon considérable.

Dans le Hessen-Nassau, bien que les socialistes obtiennent 20.533 voix de plus qu'en 1903, ils ne parviennent à faire élire aucun des leurs. Le siège qu'ils possèdent à Francfort-sur-le-Mein depuis vingt-deux ans est fort compromis: leur candidat obtient 28.869 voix, soit 8.691 de plus qu'en 1903, mais les partis bourgeois disposent de 32.450 suffrages que les socialistes craignent de voir réunis au second tour de scrutin sur le candidat libéral M. Oeser, rédacteur en chef de la « *Gazette de Francfort* ». Pourtant, la Social-démocratie participe encore à sept ballottages et elle a des chances de réussir dans les deux circonscriptions de Wiesbaden, à Kassel-Melsungen et à Hanau.

Dans la province de Hanovre, les résultats sont moins mauvais; les socialistes conservent leur siège dans la ville même de Hanovre avec une augmentation de 7.000 voix. Le chiffre total de leurs voix s'élève à 142.756, dépassant de 12.000 unités les résultats de 1903.

Mais dans la Prusse orientale, le Parti socialiste recule. Dans la seule province de Königsberg, les voix socialistes tombent de 55.331 à 44.778 malgré

une augmentation de 3.278 voix dans la circonscription urbaine de Königsberg où le Parti perd d'ailleurs le siège législatif qu'il possédait depuis 16 ans. Les ouvriers agricoles de cette région de la Prusse, mécontents sans doute de la campagne socialiste contre la politique agrarienne du gouvernement, ne gardèrent pas à la Social-démocratie la confiance qu'ils lui avaient témoignée en 1903. De même dans les gouvernements de Danzig et de Marienwerder, malgré un léger progrès dans les villes de Marienburg et de Danzig où les candidats du Parti viennent en ballottage, les voix socialistes ont une tendance à diminuer. Dans la province de Posen, la Social-démocratie est écrasée entre les deux partis nationaux : allemand et polonais. Sur 336.812 voix émises, elle n'en recueille que 6.499, 1.552 de moins qu'en 1903, malgré un nombre de votants plus considérable. Dans la Silésie, elle perd 7.000 voix ; en outre elle doit abandonner aux partis bourgeois les trois sièges qu'elle possédait à Breslau-Est, Breslau-Ouest et Reichenbach-Neurode. Elle conserve le mandat de Waldenburg, mais avec une majorité moins forte qu'en 1903. Contrairement à ce qui se produisit dans plusieurs autres pays, le Centre s'allia en Silésie aux partis bourgeois libéraux ou conservateurs et contribua pour une large part à l'échec socialiste.

Dans la Poméranie, les voix socialistes augmen-

tent légèrement, mais malgré ses progrès, la Social-démocratie devra lutter encore au scrutin de ballottage pour conserver les deux circonscriptions de Stettin et de Randow-Greifenhagen qu'elle possédait avant les élections. Enfin, dans la province de Saxe, malgré une augmentation globale de 12.000 voix environ, elle perd au premier tour les villes de Magdebourg et de Halle, la circonscription de Naumburg-Weissenfels-Zeitz et ne conserve que celle d'Aschersleben-Kalbe.

En résumé, le parti socialiste est en recul dans le Brandebourg (sauf à Berlin), dans la Prusse orientale et en Silésie; il progresse dans l'agglomération de Berlin, dans le pays du Rhin et en Westphalie, en Poméranie, dans les provinces de Saxe, de Hanovre et de Hessen-Nassau, mais il perd des sièges presque partout.

Royaume de Bavière

Les socialistes obtiennent, en Bavière, un accroissement de voix relatif, c'est-à-dire que le nombre des voix recueillies par leurs candidats augmente, sans que cette augmentation soit en proportion de celle du nombre total des suffrages émis. Alors, en effet, qu'en 1903, le nombre des votants fut de 978.878 et celui des voix socialistes de 212.505, la Social-démocratie obtient en 1907 238.261 voix sur 1.138.545, soit 25.756 de plus qu'aux dernières élections. Ces progrès se manifestent dans toute l'étendue du ro-

yaume, même dans les circonscriptions où l'élément rural est prédominant, mais surtout dans les villes, bien qu'une bonne partie des petits bourgeois qui avaient voté pour la Social-démocratie en 1903, l'ait abandonnée en 1907.

Les socialistes bavaois possédaient dans l'ancienne Chambre, quatre mandats sur quarante-huit; ils n'en conservent qu'un au premier tour, celui de Nüremberg avec une augmentation de 6.000 voix. Cette élection est pour eux un véritable succès, car ils avaient à lutter contre le parti libéral, fortement organisé, qui réussit à entraîner aux urnes une grande partie des électeurs indifférents de Nüremberg et à grouper sur son candidat 7.000 voix environ de plus qu'en 1903. Mais à Munich I, à Munich II et à Spire, ils sont mis en ballottage par les libéraux qui ont les plus grandes chances de faire passer leurs candidats au second tour si le Centre conserve une attitude neutre. Dans les autres circonscriptions où ils participent aux ballottages (Bayreuth, Fürth, Kaiserslautern), ils ne peuvent pas espérer l'emporter le 5 Février.

La presse bourgeoise est surprise de l'augmentation du nombre des voix socialistes dans les circonscriptions rurales de la Bavière, mais elle se réjouit de constater qu'en dépit d'un fort accroissement de la population ouvrière dans le royaume, la Social-démocratie n'a pas remporté un succès comparable à celui du parti libéral.

Royaume de Saxe

C'est dans le royaume de Saxe que les socialistes subirent le plus grave échec, il est vrai qu'on peut l'expliquer facilement. En 1903, ils avaient recueilli 441.764 voix sur 750.798 suffrages exprimés, en 1907, ils n'en obtiennent que 419.417 sur 864.256. Le nombre de leurs voix diminue donc d'une façon absolue de 22.347 unités et ce déchet est d'autant plus considérable que le nombre des votants en 1907 est supérieur de plus de 100.000 à celui des votants de 1903. Mais cet échec est encore plus apparent, si l'on envisage les mandats qu'ils perdent. Sur 23 députés que le royaume de Saxe envoie au Reichstag, 22 étaient socialistes en 1903 et 18 avaient été élus sans ballottage; après le premier tour de scrutin, 8 députés socialistes sont réélus; la Social-démocratie ne participe qu'à 8 ballottages; elle perd donc définitivement 6 sièges. Le recul du nombre des voix socialistes dans le royaume est presque général; il se produit dans 20 circonscriptions sur 23. Mais le Parti s'en console en affirmant, avec raison d'ailleurs, que le succès remporté en 1903, énorme et disproportionné avec la force réelle de la Social-démocratie en Saxe, était dû à des raisons particulières, ainsi qu'on le verra dans la suite, et qu'il était déjà heureux que les socialistes aient pu maintenir, ou à peu près, le chiffre des voix par eux obtenues lors des dernières élections.

Royaume de Wurtemberg

La Social-démocratie, dans ce royaume, gagne des voix et perd des mandats. Alors qu'en 1903 elle avait recueilli 99.743 voix sur 363.387 votants, elle en obtient en 1907 115.778 sur 414.006 suffrages émis, elle bénéficie donc d'une augmentation de plus de 16.000 voix. Ce résultat est d'autant plus appréciable que les troupes socialistes sortaient épuisées des combats qu'elles avaient dû soutenir peu de temps auparavant pour les élections au Landtag et les élections municipales. Par contre, la Social-démocratie possédait dans l'ancien Reichstag 4 mandats sur 17, elle n'en conserve qu'un, celui de Stuttgart et encore il s'en est fallu de peu — un millier de voix environ — que le député sortant ne soit contraint de se mesurer au deuxième tour de scrutin avec le candidat national-libéral qui gague sur 1903 plus de 7.000 voix. Elle perd les trois autres mandats et ne participe qu'à un ballottage. La presse socialiste explique ces échecs en disant que les 3 sièges perdus avaient été gagnés en 1903 pour la première fois au scrutin de ballottage, grâce à la désunion des partis libéraux ; elle ajoute que la Social-démocratie, en présence de l'accord intervenu entre les divers groupes de ces partis, ne s'attendait pas à les conserver en 1907.

Grand-Duché de Bade

C'est certainement dans cette partie de l'Empire que les socialistes remportent leur plus pur succès. Le nombre de leurs voix augmente, en effet, relativement et d'une façon absolue : en 1903, sur 329.881 votants, 72.300 se prononcèrent en faveur de la Social-démocratie ; en 1907, celle-ci obtient 93.255 voix sur 391.197 suffrages exprimés. L'augmentation des voix socialistes est donc de 20.955 ; elle est proportionnellement plus considérable que celle des votants et — détail caractéristique — toutes les circonscriptions y contribuent. En outre des trois mandats que la Social-démocratie avait obtenus en 1903 au scrutin de ballottage seulement, elle en conquiert un, celui de Mannheim, dès le premier tour, alors qu'elle ne dispose que de ses propres forces et elle augmente notablement ses chances de succès pour le scrutin de ballottage qui aura lieu dans les deux circonscriptions de Pforzheim et de Carlsruhe. Nulle part ailleurs le succès socialiste n'est aussi grand que dans le plus démocratique des Etats de l'Empire allemand.

Autres Etats de l'Allemagne (*sauf les villes libres et l'Alsace-Lorraine*)

En général, le parti socialiste perd des voix ou progresse d'une façon insignifiante ; en outre il est chassé de presque tous les sièges qu'il possédait.

Dans les deux grands-duchés de Mecklembourg-

Schwerin et de Mecklembourg-Strelitz, la Social-démocratie voit le nombre de ses voix diminuer ; toutes les circonscriptions contribuent à cette diminution, mais surtout celles où domine l'élément rural. De plus elle avait eu, en 1903, un élu au premier tour : cette fois-ci, son candidat vient en ballottage, sans grande chance de succès ; il en est de même dans quatre autres circonscriptions.

Dans le grand-duché de Hesse, dans le grand-duché de Saxe-Weimar, les socialistes augmentent le nombre de leurs voix, mais les trois députés socialistes sortants sont mis en ballottage. De même ils font quelques progrès dans le grand-duché d'Oldenburg.

Dans les duchés de Brunswick, de Saxe-Meiningen, de Saxe-Cobourg-Gotha, dans les principautés de Schwarzburg-Rudolstadt, de Reuss a. L. et de Reuss j. L., une forteresse du Parti pourtant, ils n'améliorent par leur situation sous le rapport des voix et perdent les six sièges qu'ils possédaient au Reichstag. Ils ne sont guère plus heureux dans le duché de Saxe-Altenburg où ils devront lutter une seconde fois, le 5 Février, pour conserver le mandat qu'un des leurs détenait, de même que dans les principautés de Schwarzburg-Sondershausen, de Schaumburg-Lippe et de Lippe où leurs progrès sont insignifiants. Enfin, ils reculent dans le duché de Anhalt et dans la principauté de Waldeck.

Ville libres

La situation varie suivant que l'on envisage Hambourg, Lübeck ou Brême. A Hambourg, les trois députés socialistes sortants, élus au premier tour en 1903, sont réélus également au premier tour en 1907 à d'énormes majorités. Ils obtiennent 112.892 voix sur 186.341 alors qu'aux élections précédentes ils avaient recueilli 100.112 voix sur 161.320 et bien que l'augmentation des voix socialistes en 1907 ne soit pas tout-à-fait proportionnelle à celle du nombre des votants, on peut considérer le résultat des élections de Hambourg comme un succès pour le Parti. A Lübeck, le député socialiste sortant est ré-élu au premier tour également, comme en 1903; mais le nombre des voix qu'il obtient reste stationnaire. Enfin, l'élection de Brême est un échec pour la Social-démocratie: alors que son candidat était élu au premier tour en 1903, il est mis cette fois-ci en ballottage, bien qu'il bénéficie d'une augmentation de 2.000 voix, par le candidat libéral qui obtient 4.000 voix de plus qu'aux dernières élections. Si quelques onze cents suffrages ne s'étaient pas égarés sur un candidat antisémite, les libéraux auraient remporté la victoire au premier tour, grâce à l'excellent choix de leur candidat qui connaissait parfaitement la situation politique de la circonscription et malgré un renforcement de la population ouvrière de la ville.

Alsace-Lorraine

Enfin, en Alsace-Lorraine, le nombre des voix augmente, comme en général dans tout l'Empire : de 68.267 en 1903, il passe à 81.406. Alors que la Social-démocratie n'avait pas eu d'élus aux dernières élections, elle obtient un mandat à Mülhouse au premier tour de scrutin et participe au ballottage avec quelques chances de succès dans la circonscription urbaine de Strasbourg. A Metz, son candidat réunit un nombre de voix imposant et il aurait suffi d'un déplacement de 150 voix environ pour qu'il vint en ballottage avec le représentant du parti lorrain.

..

En ce qui concerne la répartition territoriale des voix socialistes, un auteur allemand, M. FRANZ LUDWIG, donne dans sa brochure « Les élections au Reichstag de 1907 et la Social-démocratie » (1), des renseignements intéressants.

Il indique que le Parti socialiste a subi un recul absolu, c'est-à-dire que le tant o/o de ses voix s'est amoindri comparativement d'une part au nombre des voix émises et d'autre part au nombre des électeurs inscrits, dans les pays suivants : provinces de l'Est et de l'Ouest de la Prusse, provinces de Posen et de Silésie, royaume de Saxe, grands-duchés de Mecklembourg-Schwerin et de Mecklembourg-Stre-

(1) Voir pages 83, 84, 85, 86 et 87, 2^e volume.

litz, duché de Anhalt, principauté de Schwarzburg-Rudolstadt, de Waldeck, de Reuss a. L. et de Reuss j. L.; — un recul relatif, c'est-à-dire que le nombre des voix socialistes a augmenté sans que cette augmentation soit proportionnelle à celle des électeurs inscrits, dans la province de Schleswig-Holstein, les duchés de Brunswick et de Saxe-Altenburg, les villes hanséatiques. Un progrès relatif, c'est-à-dire que le tant o/o des voix socialistes comparativement aux électeurs inscrits a augmenté alors que le tant o/o comparativement au nombre des votants diminuait, a été réalisé dans les provinces prussiennes de Brandebourg (y compris Berlin), de Saxe, de Hanovre, de Westphalie, de Hesse-Nassau et du Rhin, en Bavière, dans le grand-duché de Hesse, les duchés de Saxe-Weimar, de Saxe-Meiningen, de Saxe-Cobourg-Gotha, dans les principautés de Schwarzburg-Sondershausen, de Schaumburg-Lippe, de Lippe et en Alsace-Lorraine. Un progrès absolu enfin, c'est-à-dire que le tant o/o des voix socialistes s'est élevé comparativement et aux électeurs inscrits et aux votants, a été obtenu dans le grand-duché de Bade, le royaume de Wurtemberg et la province prussienne de Poméranie.

* * *

Comme on le voit, la Social-démocratie n'a pas subi la grave défaite dont s'est réjouie la presse bourgeoise et celle-ci aurait certainement tort de triom-

phér si les chefs du Parti n'avaient pas annoncé avec éclat, avant les élections, que le nombre des députés socialistes au Reichstag augmenterait considérablement et que les voix qu'ils obtiendraient dans tout le pays passeraient de 3.000.000 à 3.600.000 au moins. Evidemment l'augmentation du nombre des voix socialistes ne correspond pas à ces prévisions. 248.249 suffrages de plus qu'en 1903, c'est peu, si l'on considère, d'une part, les progrès gigantesques qu'avait faits la Social-démocratie aux dernières élections et, d'autre part, l'énorme augmentation du nombre des votants : 11.262.775 au lieu de 9.495.586. Alors qu'en 1903 les 3.010.771 voix socialistes représentaient 31, 7 o/o des voix émises, les 3.259.020 voix obtenues par les candidats de la Social-démocratie en 1907, ne représentent plus que 29 o/o des suffrages exprimés. Les voix socialistes ne se sont élevées que de 8 o/o alors que le nombre total des votants a augmenté de 19 o/o. C'est un échec qui est d'autant plus sensible qu'il s'étend aux grands centres industriels de l'Allemagne tels que Königsberg, Breslau, Leipzig, Halle, Magdebourg, Geppingen, Esslingen qui étaient considérés jusque-là comme des forteresses du Parti.

Mais les socialistes ont raison de ne pas se montrer trop affectés de leur insuccès. Ils savent en effet, par l'exemple des élections de 1887, que leur parti est assez fort pour pouvoir supporter un échec

électoral sans faiblir et pour compenser la prochaine fois comme cela s'est produit déjà en 1890, les pertes qu'un combat lui fait subir. Ils affirment d'ailleurs avec raison qu'en 1907 les électeurs qui ont voté pour leurs candidats sont plus sûrement de vrais socialistes que ceux qui leur avaient fait confiance en 1903. Les chiffres établissent aussi que la Social-démocratie, avec ses 3,259,020 voix est de beaucoup le plus fort parti de l'Allemagne. Enfin si le tant o/o des suffrages socialistes comparative-ment au nombre des votants a diminué, le tant o/o par rapport au nombre des électeurs inscrits s'est légèrement accru : de 24,03 o/o en 1903, il passe à 24, 24 o/o en 1907.

CHAPITRE IV.

Le second tour de scrutin

La Social-démocratie participait à 91 ballottages : 53 en Prusse (5 avec le Centre, 29 avec les libéraux et nationaux-libéraux, 14 avec les conservateurs et 5 avec les autres partis) ; — 6 en Bavière (5 avec les libéraux et nationaux-libéraux, 1 avec le « Bund » des agriculteurs) ; — 8 en Saxe (5 avec les partis libéraux, 2 avec les conservateurs, 1 avec les anti-sémites) ; — 2 dans le Wurtemberg (avec les partis libéraux) ; — 2 dans le grand-duché de Bade (avec les partis libéraux également) ; — 20 dans les autres Etats de l'Empire (1 avec le Centre, 9 avec les partis libéraux, 6 avec les conservateurs et 4 avec les autres partis).

Elle reprit la lutte, sans se laisser décourager, dès le lendemain du 25 janvier, et recommença à attaquer violemment le gouvernement et les partis bourgeois. Sa presse recommandait aux socialistes de redoubler d'énergie dans leur propagande afin de faire donner le 5 février toutes les troupes de réserve ; elle ne comptait pas en effet, pour réparer les

pertes que la Social-démocratie venait de subir, sur l'appui des électeurs dont les voix s'étaient, dès le premier tour, portées sur les candidats adverses et le « *Vorwärts* » ajoutait: « Tout n'est pas encore perdu! Nous pouvons regagner par une propagande renforcée au scrutin de ballottage ce que nous avons perdu le 25 janvier! » (1)

Quant aux autres partis, encouragés par le succès, ils font masse contre l'ennemi commun, la Social-démocratie. Chaque jour, les organes de la bourgeoisie publient des appels à l'union; ils rendent compte des désistements qui se produisent; ils encouragent les libéraux à soutenir les conservateurs et les conservateurs à prêter leur appui aux libéraux. « Les ballottages doivent achever l'œuvre du premier tour de scrutin, écrit la Gazette de Voss (2). L'exemple éclatant qu'ont donné Breslau, Königsberg, Leipzig, Gotha, Halle, d'autres circonscriptions, sauront le suivre le 5 février. Ce qui fut possible dans ces villes, n'est pas impossible à Stettin, Francfort, sur le Mein, Munich, Carlsruhe, etc... » La « Gazette de l'Allemagne du Nord », journal officiel, recommande de voter dans tous les cas contre les socialistes, même lorsqu'ils viennent en ballottage avec les candidats du Centre, considérés évi-

(1) Voir n° du 26 janvier 1907.

(2) Voir n° du 27 janvier 1907.

demment par le gouvernement comme le moindre mal. M. Dernburg, se rend lui-même à Francfort, soutenir de sa parole le candidat libéral aux prises avec le député socialiste sortant. Les Comités des partis libéraux recommandent également aux électeurs de ne donner en aucun cas leur voix à un socialiste. Quelques-uns de leurs membres, ainsi que cela s'est produit à Cologne et à Potsdam, font même de la propagande en faveur des candidats du Centre ou du parti conservateur. Le Centre lui-même ne ménage, en général, pas davantage son allié d'hier au Parlement. En Prusse, dans le royaume de Saxe, ses comités électoraux soutiennent les candidats bourgeois contre les socialistes; ils tentent de signer des compromis avec les partis libéraux. La presse cléricale a la même attitude, à l'exception cependant de la « *Germania* » qui prétend que les catholiques veilleront à ce que les socialistes ne soient pas trop éprouvés au scrutin de ballottages. Les leaders du Centre, et parmi eux M. Erzberger, prêchent l'abstention dans les circonscriptions où la Social-démocratie a à lutter avec les partis bourgeois.

Pourtant quelques voix isolées s'élèvent pour demander qu'on soutienne les candidats socialistes; elles partent des rangs des catholiques du sud de l'Allemagne et de ceux des libéraux-radicaux. Sans doute elles se sont heurtées à une opposition violen-

te, mais elles n'en ont pas moins contribué à diminuer l'échec électoral de la Social-démocratie au second tour de scrutin. Dans le grand-duché de Bade, dans le royaume de Bavière, en Alsace-Lorraine, le Comité directeur du Centre soutient les candidats socialistes soit en recommandant de voter pour eux si les voix des catholiques sont nécessaires à leur élection, soit en préconisant l'abstention si le parti socialiste est assez fort pour l'emporter avec ses propres forces. De même les démocrates avancés, tels que M. BARTH ou le pasteur NAUMANN, demandent dans les journaux de leur parti que les électeurs libéraux votent pour un socialiste de préférence à un conservateur. Les rédacteurs du « *Berliner Tageblatt* » et le député Schrader émettent l'avis que les libéraux doivent éviter de faire le jeu de la réaction. Enfin le mot d'ordre électoral des Polonais est de voter pour les socialistes partout où ils ne se trouvent pas en compétition avec le Centre; il a une certaine importance, si l'on songe que dans les régions industrielles de la province du Rhin où les socialistes viennent en ballottage (Dortmund, Bochum, Duisburg) les ouvriers polonais sont très nombreux.

Quel fut le résultat du scrutin de ballottage? Une accentuation du premier tour. Le parti socialiste n'eût que quatorze élus dans toute l'Allemagne.

En Prusse, la Social-démocratie ne conserve que

deux circonscriptions sur douze qu'elle possédait en 1903 et dans lesquelles elle venait en ballottage le 5 février. Elle perd : Westhavelland-Brandenburg, Randow-Greifenhagen, Stettin, Reichenbach-Neurode, Apenrade-Flensburg, Pinneberg-Segeberg, Lauenburg, Francfort sur le Mein, Lennep-Mettmann et Elberfeld-Barmen. Elle doit à l'appui du Centre de se maintenir à Bochum et à Dortmund. Par contre, elle gagne cinq sièges : Bielefeld-Wiedenbrück, Wiesbaden, Hanau et Duisburg grâce à l'appui du Centre, Höchst-Usingen avec les voix des libéraux. Mais ces succès sont loin de la dédommager des pertes importantes qu'elle subit. Quelques-unes lui sont particulièrement sensibles : les deux circonscriptions d'Elberfeld-Barmen et de Francfort sur le Mein qu'elle possédait depuis 1884 lui échappent et sont conquises, la première par un conservateur, la seconde par un libéral, malgré une campagne active et un progrès incontestable comparativement à 1903. Enfin l'espérance qu'avait la Social-démocratie de triompher dans plusieurs circonscriptions urbaines telles que Cassel, Potsdam, Hagen, Düsseldorf, Essen et surtout Cologne ne se réalise pas ; partout la concentration des partis bourgeois a raison de ses candidats. En somme elle ne parvient à faire élire en Prusse, au scrutin de ballottage que sept députés.

En Bavière, elle a deux élus : l'un à Munich II,

l'autre à Spire, grâce à l'appui des catholiques; par contre, elle perd Munich I. Dans le Wurtemberg, elle n'a pas d'élus. Dans le grand-duché de Bade, ses deux candidats en ballottage sont élus à Pforzheim et à Carlsruhe, par suite de l'abstention bienveillante du Centre. Dans le grand-duché de Hesse, elle conserve Mainz, elle gagne la circonscription d'Offenbach-Dieburg, mais elle perd celle de Darmstadt-Grossgerau. En Alsace-Lorraine, elle parvient à faire élire son candidat dans la circonscription de Strasbourg-ville, précédemment représentée par un député libéral. Enfin dans les petits Etats de l'Empire, elle perd les circonscriptions de Rostock-Dobran, de Weimar, de Saxe-Altenburg et de Brême. Mais c'est dans le royaume de Saxe que le résultat du scrutin de ballottage est le plus défavorable pour la Social-démocratie; elle ne réussit pas à faire élire un seul député dans les huit circonscriptions qu'elle possédait avant la dissolution du Reichstag et dans lesquelles elle avait à lutter le 5 février: Zittau, Dresde (rive gauche de l'Elbe), Meissen-Grossenheim, Döbeln, Oschatz-Grimma, Bornä, Anna-berg-Schwarzenberg et Plauen.

En résumé la Social-démocratie est représentée au Parlement allemand par 43 députés dont 29 ont été élus au premier tour de scrutin et 14 au second. Elle avait eu 81 élus en 1903 et la fraction socialiste au Reichstag comprenait en décembre 1906, 79 mem-

bres. Elle perd donc, après les élections de 1907, 38 ou 36 membres suivant que l'on se place à l'une ou à l'autre des deux dates ci-dessus indiquées. C'est évidemment là un grave échec que toutes les raisons données par la presse socialiste peuvent expliquer, mais non diminuer. Celle-ci a beau dire qu'une perte de mandats n'a pas pour la Social-démocratie l'importance qu'elle aurait pour un parti purement parlementaire; elle a beau rejeter la responsabilité de son insuccès sur ce qu'elle appelle la trahison des libéraux qui ont livré aux réactionnaires toute une série de mandats, il n'en est pas moins vrai que la représentation socialiste au Parlement a diminué presque de moitié. Pourtant cet échec n'a pas la gravité que semblerait lui donner la brutalité des chiffres. Si la Social-démocratie, avec 3.259.020 électeurs, ne peut réussir à faire élire que 43 députés alors que le Centre, par exemple, avec 2.183.381 voix, en fait élire plus du double et le parti national-libéral 12 de plus avec moitié moins de suffrages, cela tient à une organisation évidemment défectueuse du système électoral en Allemagne.

La loi qui l'établit date de l'année 1866: il devait y avoir un député par 100.000 habitants ou fraction supérieure à 50.000; en outre, tout Etat devait avoir au moins un député. En partant de ce principe, le législateur divisa l'Allemagne en 382 circonscriptions auxquelles s'ajoutèrent 15 nouvelles circons-

criptions après l'annexion de l'Alsace-Lorraine. Au début, cette répartition était équitable; mais bientôt, par suite de l'augmentation de la population de l'Empire et de son déplacement des campagnes vers les centres industriels, il arriva que dans certaines circonscriptions rurales la population resta stationnaire ou diminua même, alors que dans de nombreuses circonscriptions urbaines le nombre des habitants et par suite des électeurs, augmenta d'une façon colossale. Il y a des circonscriptions où le nombre des électeurs inscrits s'élève à 194.000 comme à Berlin VI et même à 248.000 comme à Teltow-Beeskow-Storkow-Charlottenburg. Or il est à remarquer que là où les socialistes ont des candidats élus, c'est précisément dans les plus grandes circonscriptions de l'Empire, alors que les partis bourgeois réactionnaires, les conservateurs en particulier, détiennent la presque totalité des plus petites circonscriptions. Le « *Vorwärts* » s'est livré à ce sujet à un calcul, peut-être un peu fantaisiste, mais intéressant cependant (1). Il établit que les conservateurs sont élus dans 20 circonscriptions avec un total de 210,278 voix, tandis que pour obtenir six mandats (Leipzig-campagne, Hambourg III, Berlin IV, Berlin VI, Niederbarnim et Teltow) il faut à la Social-démocratie 465.738 suffrages.

(1) Voir n° du 3 février 1907.

Il est évident que le nombre des députés socialistes n'est pas en rapport avec celui des voix qu'a réunies leur parti. Si les circonscriptions étaient divisées équitablement, disent MM. HIRSCH et BORCHARDT (2), la Social-démocratie, qui obtint en 1903, 31,7 o/o de toutes les voix émises, aurait du posséder presque le tiers de tous les sièges, soit 126 au lieu de 81. En 1907, elle n'obtint que 28,9 o/o des suffrages exprimés ; elle aurait donc dû perdre quelques sièges, une dizaine environ, mais jamais le nombre de ses mandats n'aurait dû être réduit de presque moitié. Il est difficile d'accepter sans réserve les conclusions de ces auteurs, car ils ne tiennent pas compte dans leur calcul d'une donnée qu'ils signalent pourtant dans la suite de leur ouvrage. Si la Social-démocratie obtient en Allemagne 3.259.020 voix, dépassant ainsi de beaucoup tous les autres partis, c'est qu'elle présente des candidats dans toutes les circonscriptions, alors que ses adversaires ne luttent que dans celles où ils croient avoir quelques chances de succès : c'est ainsi que les conservateurs se cantonnent dans les provinces prussiennes de l'Est, et le Centre dans les pays catholiques. S'ils présentaient également des candidats partout, il est certain que le nombre de leurs voix augmenterait et que le tant o/o des suffrages du parti

(2) Voir op. cit. page 29.

socialiste et par suite le nombre des députés auquel il semble avoir droit diminueraient. Pourtant cette remarque, juste en principe, n'a pas en 1907, la valeur qu'elle a eue précédemment. On peut dire en effet, qu'étant donnée la tournure prise par les élections, il n'y avait, aux prises, que deux partis : le parti socialiste et le parti bourgeois, et que chacun d'eux avait dans chaque circonscription un candidat sur lequel se sont comptés tous les électeurs appartenant à l'un ou à l'autre parti.

Si les socialistes ont donc tort, pour apprécier le résultat des élections, de se baser trop souvent uniquement sur le nombre des voix par eux obtenues en 1907, les partis bourgeois raisonneraient mal s'ils estimaient que l'échec réel, mais relatif, subi par la Social-démocratie, est en rapport avec la diminution du nombre de ses mandats au Reichstag.

CHAPITRE V.

Causes de l'échec socialiste

Jamais élections ne furent l'objet d'autant de commentaires en Allemagne que celles de 1907. En ce qui concerne les raisons de l'échec socialiste, on admit généralement qu'elles se ramenaient à trois :

1° L'entrée en 1907, dans la vie politique d'une grande quantité d'électeurs qui jusque-là n'avaient pas fait usage de leur droit de vote ;

2° L'abandon dont la Social-démocratie fut l'objet de la part de nombreux électeurs qui votèrent pour elle en 1903 sans cependant être socialistes et qu'on appela en Allemagne d'un nom qui n'a pas son équivalent en français : *mitläufer* (*laufen* courir, *mit* avec) ;

3° L'union de tous les partis bourgeois et l'attitude des libéraux vis-à-vis de la Social-démocratie.

Mais si socialistes et bourgeois considérèrent ces trois raisons comme étant celles qui occasionnèrent l'échec électoral de la Social-démocratie en 1907, ils les expliquèrent de façon différente en se plaçant les uns et les autres à un point de vue particulier. Tou-

tes leurs explications ne sont pas également satisfaisantes, mais elles sont pour la plupart intéressantes, surtout celles qui sont fournies par les représentants du mouvement socialiste révisionniste allemand, par MM. Bernstein et Calwer surtout.

PREMIÈRE RAISON. -- **Entrée dans la vie politique en 1907 d'une grande quantité d'électeurs qui jusque-là n'avaient pas fait usage de leur droit de vote.**

L'énorme participation du peuple allemand aux élections de 1907 est un fait que les chiffres attestent d'une façon indéniable. En 1903, sur 12.531.210 électeurs inscrits, 9.495.586 votèrent; en 1907, sur 13.350.698 électeurs inscrits, 11.262.775 votèrent. Alors que l'augmentation des électeurs inscrits n'était que de 819,488 unités, celle des votants atteignait 1.767,189. La proportion passait de 75,7 à 84,3 o/o. Dans 61 circonscriptions de l'Empire, plus de 90 o/o des électeurs inscrits prirent part au scrutin; dans 21 autres, la participation électorale s'éleva à 89 o/o. Ainsi que le déclarèrent les journaux de la Social-démocratie, celle-ci fut submergée par le flot immense des nouveaux électeurs. On peut dire avec la « *Voir du peuple* » de Magdebourg, que « l'extension du bassin politique en Allemagne fit baisser le niveau des eaux socialistes ».

Quels sont les motifs qui ont poussé ces nouveaux électeurs à faire usage d'un droit qu'ils n'avaient pas voulu exercer jusque là? Un des principaux est

certainement l'intervention constante du gouvernement, en particulier du Chancelier et du Directeur des Colonies, pendant toute la durée de la campagne électorale, intervention qui s'est manifestée par des discours, des lettres-programmes, l'échange d'une correspondance active entre le gouvernement et les chefs des principales ligues ou associations politiques. Les socialistes reprochèrent amèrement au Chancelier de Bülow de ne pas avoir gardé pendant les élections la neutralité que ses prédécesseurs s'étaient toujours imposés. Ils le blâmèrent d'avoir adressé sa lettre de la Saint-Sylvestre à un politicien tel que le général v. Liebert, président d'une ligue à tendances réactionnaires et candidat conservateur dans une circonscription du royaume de Saxe. Ils crièrent au scandale en apprenant par le journal catholique *« le Courrier de Bavière »* que M. de Bülow avait servi d'intermédiaire entre des particuliers et le président de la Ligue maritime, général Keim, pour faire parvenir à celui-ci des fonds destinés à soutenir la campagne électorale entreprise par cette ligue. Ils considérèrent que cette intervention avait à ce point influencé les électeurs en les poussant à voter, que quelques jours après l'ouverture du Reichstag, la fraction socialiste demanda au Parlement d'invalider pour cette raison, tous les députés du bloc. Il est évident qu'il ne pouvait s'agir que d'une simple manifestation, mais elle

montrait l'étonnement qu'avait causé dans certaines sphères politiques allemandes, un phénomène que l'on trouve tout naturel dans d'autres pays, où l'on est habitué depuis longtemps à voir les ministres intervenir activement dans les élections. Le Chancelier répondit naturellement aux députés socialistes qu'il revendiquait pour le gouvernement des Etats confédérés, le droit d'éclairer les électeurs sur ses vues et sur celles de ses adversaires; il ajouta qu'il se proposait de faire de ce droit, aux prochaines élections, un usage encore plus étendu.

Mais si l'intervention gouvernementale peut expliquer en partie le réveil de nombreux électeurs, elle ne fait pas comprendre pourquoi ces nouveaux venus dans la vie publique, se sont portés presque tous du côté des partis bourgeois. Sans doute, il va de soi que le gouvernement ne pouvait influencer par son intervention que les abstentionnistes opposés à la Social-démocratie. Mais il y a d'autres circonstances qui ont contribué à pousser aux urnes les non-votants; le mot d'ordre électoral national donné par les partis bourgeois et le gouvernement; l'intérêt que la question coloniale présentait pour certaines sphères de la population; enfin la peur que le socialisme inspirait à la bourgeoisie et qui était plus grande en 1907 que quatre ans plus tôt.

Il est certain que le cri d'alarme poussé par les partis bourgeois a fortement impressionné les élec-

teurs allemands, plutôt chauvins, jaloux de leur honneur national qu'on leur disait menacé par la Social-démocratie. A ces mots : « La patrie est en danger ; elle attend que chacun fasse son devoir ! » Ils répondirent en se rendant aux urnes en plus grand nombre que jamais et en déposant un bulletin au nom du candidat bourgeois.

Qu'ils aient obéi en agissant ainsi à un sentiment patriotique raisonné, comme l'affirme la presse gouvernementale, ou qu'ils se soient laissés duper par les manœuvres du Chancelier qui jugea préférable de mener le combat sur ce terrain plutôt que sur celui des questions budgétaires ou constitutionnelles, ainsi que le prétend le « *Vorwärts* », le fait est là et si l'on peut différer dans la façon de l'expliquer, il est impossible de le nier.

Mais la question coloniale, habilement présentée par M. Dernburg, ne resta pas sans influence sur les électeurs, du moins sur ceux des villes de l'Allemagne. Sans doute, les socialistes prétendirent pendant toute la durée de la campagne électorale que les colonies laissaient indifférente une grande partie de la bourgeoisie et qu'elles apparaissaient au prolétariat comme un fantôme trop fugitif pour qu'il pût s'y intéresser, ajoutant que leurs adversaires le comprenaient si bien qu'ils faisaient passer partout au second plan la plate-forme électorale coloniale. Mais après les élections, les socialistes durent recon-

naître qu'ils s'étaient singulièrement trompés. On ne trouve certes pas de tels aveux dans les proclamations officielles du Parti; mais ses principaux chefs, orthodoxes comme Kautsky ou révisionnistes comme Bernstein, admettent tous que la Social-démocratie a fait fausse route dans la campagne qu'elle a menée contre les colonies. « Nous n'avons pas estimé à sa valeur la force d'attraction de l'idée coloniale sur les classes bourgeoises », écrit Kautsky (1) et il ajoute que le parti socialiste aurait dû attacher plus d'importance qu'il ne l'a fait à l'entrée dans la vie politique d'un homme nouveau, en qui le peuple allemand pouvait placer les plus grandes espérances, et qu'il ne pouvait rendre responsable des scandales coloniaux qui avaient discrédité ses prédécesseurs. Non seulement il rendait favorable à la politique coloniale du gouvernement la bourgeoisie, en affirmant qu'il était possible de créer un immense empire colonial où elle trouverait de nouveaux débouchés pour ses capitaux, mais il s'attirait les sympathies du peuple et de l'élément ouvrier en disant que, grâce aux colonies, on pourrait apaiser les souffrances que le capitalisme produisait en Allemagne. Sans doute Kautsky pensait et aurait pu ajouter que M. Deruburg, non content de faire naître des espérances en un avenir plus ou moins chi-

(1) Voir le « *Nouveau temps* » revue n° du 30 janvier 1907.

mérique, avait cherché avec succès à gagner à sa cause les faveurs du prolétariat, en démontrant et en recommandant aux patrons de persuader à leurs ouvriers que les colonies avaient déjà permis une augmentation des salaires; qu'en tirant du domaine colonial les matières premières nécessaires à la fabrication des produits manufacturés, on diminuerait ainsi le coût de ces matières premières et qu'il serait dès lors possible d'élever peu à peu le prix de la journée de travail. De telles considérations devaient forcément avoir sur certains ouvriers une influence d'autant plus grande qu'ils s'étaient montrés jusqu'ici plus indifférents aux questions politiques. Aussi Kautsky, donnant un démenti à son parti et à lui-même, déclarait-il que M. Dernburg apparaissait comme le sauveur du gouvernement et que c'était à lui que revenaient les palmes de la victoire.

Plus intéressantes encore sont les idées développées par Bernstein (1), que les adversaires du socialisme s'accordent à reconnaître comme l'esprit le plus avisé de la Social-démocratie allemande. Il ne se borne pas à constater que le parti socialiste avait porté un jugement à la légère sur la question coloniale en prétendant qu'elle ne devait jouer qu'un

(1) Voir « *Revue socialiste* » allemande, n° de février 1907, pages 108 et suivantes.

rôle secondaire dans les élections, et à affirmer qu'elle avait en réalité donné la note à la campagne électorale par l'influence qu'elle avait exercée sur la masse des électeurs qui ne sont affiliés à aucun parti et qui décident précisément du résultat de la plupart des élections. Il blâme ouvertement l'attitude de la Social-démocratie vis-à-vis de la question coloniale. Sans doute, il y met la forme; dès le début, il innocent le Comité-Directeur dont il loue les déclarations pleines de tact politique. Mais on voit, par la suite de ses développements, que les reproches qu'il adresse à la foule anonyme des journalistes et des orateurs socialistes, portent également contre la Direction du Parti. Les adversaires de la Social-démocratie, dit-il, firent état aux yeux des électeurs, de certains articles de presse ou de certains recueils de discours où l'on rencontre des attaques absolument exagérées ou même complètement fausses contre le domaine colonial de l'Empire. Au lieu d'expliquer simplement au peuple que les députés socialistes ne pouvaient voter les crédits coloniaux parce qu'ils jugeaient insuffisants les droits de contrôle du Reichstag sur l'administration coloniale et non parce qu'ils estimaient que l'Allemagne ne devait pas avoir de colonies; parce qu'ils pensaient que la politique coloniale de l'Empire était trop intimement liée à sa politique mondiale, sur laquelle les représentants de la nation n'ont pas da-

vantage prise, et non parce qu'ils considéraient que les sommes réclamées par le gouvernement étaient trop importantes, étant donné le peu de valeur de nos possessions africaines, les propagandistes socialistes déclarèrent avec éclat que les colonies allemandes n'étaient toutes que des « déserts sablonneux » et se livrèrent à de mauvaises plaisanteries comme celle de la caisse de dattes renversée fortuitement dans le sud-ouest africain qui fit pousser les seuls palmiers qu'on ait vus dans le pays. Bernstein oublie-t-il réellement ou feint-il d'ignorer que ces expressions de déserts sablonneux et ces plaisanteries se trouvent dans la première page du « *Vorwärts* » sous la signature des membres du Comité-Directeur du Parti (1)? En tous cas, il continue: « En présence de tels jugements, les appréciations de M. Dernburg, fondées sur des faits, étaient toujours d'un optimisme plus inoffensif et devaient exercer une influence plus profonde sur les électeurs non encore avertis. On est allé trop loin dans la dépréciation des colonies allemandes, on est allé jusqu'à leur nier tout avenir; on est tombé de notre côté dans des exagérations qui ne pouvaient faire impression. »

Un autre révisionniste, Calwer, va encore plus

(1) Voir *Vorwärts*, n° du 15 janvier 1907.

loin que Bernstein : il déclare (1) que le parti socialiste a eu tort de dénier au capitalisme allemand le droit de coloniser et de chercher à atteindre le développement auquel sont parvenues toutes les autres grandes puissances, y compris le Japon. Il voit dans l'opposition de la Social-démocratie à la libre expansion coloniale de l'Allemagne un obstacle à la pleine réalisation de l'ordre économique capitaliste d'où, comme on sait, doit sortir naturellement le socialisme. Vouloir empêcher la marche colonisatrice du capitalisme allemand, c'est vouloir retarder l'avènement de l'ordre économique socialiste. Puis passant à d'autres considérations, il donne indirectement raison à M. Dernburg en reconnaissant que **le fait pour un pays d'avoir des colonies exerce une influence favorable sur la situation du marché du travail** ; il cite, à l'appui de ses dires, l'exemple de l'Angleterre où, par suite de l'immense empire colonial que possède cette puissance, les salaires sont plus élevés qu'en Allemagne. Sans doute ces réflexions sont retrospectives, mais elles peuvent expliquer pourquoi la campagne du Directeur colonial a eu dans les masses prolétariennes un aussi vif succès.

La troisième circonstance qui a contribué à pous-

(1) Voir « *Revue socialiste* » allemande, n° de février 1907, pages 102 et suivantes.

ser aux urnes le parti des « non-votants » est la peur que le socialisme inspirait à la bourgeoisie. Depuis les élections de 1903, à la suite desquelles la Social-Démocratie était apparue comme le parti de beaucoup le plus puissant de l'Allemagne, une certaine crainte s'était manifestée dans les sphères bourgeoises. Elle ne fit qu'augmenter à mesure que les nouvelles élections approchaient. Et il est de fait que si le parti socialiste avait progressé en 1907 comme il l'avait fait quatre ans plus tôt, les classes possédantes auraient eu tout lieu de redouter que le Reichstag ne fût entièrement dominé par l'esprit socialiste. Bebel a dit à ce sujet dans un de ses discours (1) : « Si le comte Ballestrem avait déclaré, après la dissolution du Reichstag : « Je ne remonterai plus dans mon fauteuil de président ; à ma place, il y aura Singer », ce n'eût été évidemment qu'un mot plaisant, mais il aurait caractérisé à merveille l'humeur des cercles gouvernementaux à la fin de l'année 1906. » D'ailleurs, il n'y eut pas que la peur de voir démesurément grandie la force parlementaire du parti socialiste qui ait incité les indifférents à prendre part aux élections. En 1906, à deux reprises, la Social-démocratie jeta la panique dans les rangs de la bourgeoisie (2). A Hambourg, à

(1) Voir discours de *Bebel* au Congrès socialiste d'Essen.

(2) Voir *Franz Ludwig*, op. cit. 1^{er} volume, pages 29 et suivantes.

propos de la modification du système électoral en vigueur pour les élections à l'assemblée locale, une véritable émeute éclata dans les rues de la ville : il y eut des choes sanglants entre la police et les manifestants ; des pierres furent lancées contre la troupe ; la foule dressa des barricades, on démolit des devantures, on pilla des magasins. La presse rendit le parti socialiste et en particulier Bebel, qui est député de Hambourg, responsables de ces violences ; elle déclara que cette journée d'émeute était un avant-goût de ce que serait la société, si on laissait la Social-démocratie s'emparer du pouvoir. Elle fit craindre pour bientôt une répétition de ces excès. On sait, en effet, que le parti socialiste allemand célébra avec enthousiasme la révolution qui avait éclaté en 1905 dans l'Empire russe. Ses chefs avaient déclaré que les luttes dans la rue à Moscou étaient une des choses les plus admirables que l'histoire connût ; le Comité-Directeur avait ouvert une souscription en faveur des révolutionnaires russes. Il se proposait d'organiser dans toute l'Allemagne, le 22 janvier 1906, jour anniversaire de la violente démonstration conduite par le pope Gapone, au cours de laquelle il y avait eu 76 morts et de nombreux blessés, une manifestation grandiose. Dans la seule ville de Berlin, des réunions étaient projetées dans 80 locaux et les manifestants devaient se réunir pour marcher contre le palais impérial. Le gou-

vernement prit aussitôt d'importantes mesures d'ordre et annonça que toutes les troupes de Berlin seraient consignées dans les casernes, prêtes à sortir à la première alarme; certains journaux bourgeois, comme la « *Tägliche Rundschau* » demandèrent même au gouvernement d'ordonner aux soldats de se servir de leurs armes. Le Comité-Directeur se rendit heureusement compte assez tôt du péril qui menaçait les manifestants; il changea ses dispositions: la manifestation en l'honneur de la révolution russe devint une simple démonstration en faveur de l'établissement en Prusse du suffrage universel. Tout se passa dans le calme, mais l'effet était produit: le petit bourgeois allemand avait eu peur; celui qui était resté indifférent aux luttes politiques, aussi longtemps qu'il ne s'était agi que de revendications pacifiques, s'éveilla. Le 25 janvier 1907, il se souvint du 22 janvier 1906 et il se rendit dans la salle de vote de son quartier déposer un bulletin contre la Social-démocratie. L'ennemi apparaissait cette fois-ci plus dangereux qu'en 1903; les troupes de réserve donnèrent contre lui et contribuèrent pour une large part à l'échec qu'il subit.

DEUXIÈME RAISON. — De nombreux « mitläufer » ont abandonné en 1907 le parti socialiste pour lequel ils avaient voté en 1903.

Les causes qui ont poussé beaucoup d'électeurs à désertier le parti socialiste sont nombreuses. Elles

sont particulières, en ce sens que chacune d'elles n'a agi pour ainsi dire que sur une certaine catégorie d'entre eux. C'est ainsi que l'attitude de la Social-démocratie vis-à-vis de la politique douanière et agrarienne du gouvernement lui a aliéné les petits cultivateurs, que le renforcement des luttes de classes a éloigné d'elle plus spécialement les petits entrepreneurs, que les fautes de tactique du Comité-Directeur du Parti ont déterminé les « intellectuels » à placer ailleurs leur espoir en une politique vraiment libérale et démocratique.

Les élections de 1903 s'étaient faites, en grande partie, sur la question douanière. Le parti socialiste, qui avait mené presque seul le combat contre les nouveaux tarifs protecteurs, se présentait alors aux électeurs comme l'unique défenseur des intérêts non seulement du prolétariat mais encore des classes moyennes qui souffrent autant que les ouvriers d'un renchérissement du prix des vivres. Il déclarait que ces élections devaient être celles de la faim et à son appel, petits artisans, fonctionnaires subalternes, petits cultivateurs dont la production en céréales est inférieure à la consommation, répondirent en venant renforcer les rangs du prolétariat proprement dit. Mais, en 1907, la situation était bien différente. D'abord l'irritation produite par le renchérissement des vivres s'était avec le temps en partie dissipée. En outre, il est hors de doute que la politique agra-

rienne du gouvernement avait profité à toute une catégorie de petits paysans : à ceux qui sont obligés d'acheter des céréales parce qu'ils n'en produisent pas assez pour leur nourriture et celle de leur famille, mais qui tirent leur principal revenu de la vente des animaux et de leurs produits : porc, volaille, œufs, lait, etc... Les tarifs douaniers étaient, en effet, ainsi établis que le prix de ces denrées était relativement plus élevé que celui des céréales ; les petits cultivateurs y gagnaient donc. Enfin — et c'est là un point important que M. Calwer s'est efforcé de mettre en lumière — (1) les électeurs avaient pu, entre les années 1903 et 1907, se rendre compte que les prédictions pessimistes des socialistes relativement à la politique douanière du gouvernement ne s'étaient aucunement réalisées et ils manifestèrent leur mécontentement par leur vote. « Quels sombres tableaux a-t-on fait au peuple du nouveau tarif douanier, écrit cet auteur. On ne pourrait plus passer aucune convention commerciale avec l'étranger et ce n'était pas là un des effets les plus effrayants de ce tarif. On prédisait que notre commerce d'exportations s'affaiblirait puis, finalement s'arrêterait, que notre commerce intérieur et notre industrie souffriraient d'une crise ir-

(1) Voir « *Revue socialiste* » allemande, n° de février 1907, pages 103 et 104.

rémédiable; tout, le pain et les céréales, renchéirait en Allemagne. Les choses se sont-elles passées ainsi? Non. Nous avons signé avec l'étranger des conventions commerciales; notre commerce intérieur et notre industrie se sont développés; notre commerce avec le dehors s'est accru; seuls, les prix des céréales et du pain ont augmenté, en partie à cause de l'élévation des tarifs douaniers. En 1903, les électeurs, en particulier ceux du prolétariat et des classes non possédantes, ont cru sur parole les socialistes, lorsqu'ils leur ont parlé des mauvais effets que devait produire la réforme douanière. Mais en 1906, il fut démontré que ces mauvais effets ou bien ne s'étaient pas produits ou bien s'étaient produits dans une mesure bien plus faible qu'on ne l'avait prédit. Croit-on que les électeurs n'ont pas assez de jugement ou de mémoire pour pouvoir comparer les prévisions de jadis avec les événements d'aujourd'hui? Eh! bien, ils l'ont fait et le résultat de leur examen ne s'est pas fait attendre. Si nos prévisions s'étaient réalisées, il en aurait été autrement du 25 janvier; mais les électeurs ont été étonnés et méfiants en constatant que nos oracles n'avaient pas été justes. » On ne saurait être plus sévère pour le parti auquel on appartient que ne l'est M. Calwer; peut-être peut-on expliquer sa mauvaise humeur par l'échec personnel qu'il venait de subir aux récentes élections, mais il faut cependant reconnaître que son

raisonnement repose sur des faits indéniables et aboutit à des conséquences exactes.

Un autre motif qui explique la défection des « mitläufer » est le renforcement des conflits ouvriers et des luttes de classe pendant les quatre années qui précédèrent les élections et particulièrement dans le cours de l'année 1906. Le Comité-Directeur, dans la proclamation qu'il lança quelques jours après les élections, reconnaît que les oppositions de classe se sont beaucoup aggravées depuis 1903. Et de fait, il n'y a qu'à parcourir les journaux de l'époque pour constater, sans remonter jusqu'à la fameuse grève de Krimmitschau qui dura près d'un an et pendant laquelle 9.000 ouvriers tisseurs chômèrent dans une ville de 23.000 habitants, qu'une quantité énorme de grèves éclatèrent en Allemagne dans la période qui précéda immédiatement les élections: en avril 1906, ce sont les ouvriers métallurgistes qui s'agitent de Dresde à Hanovre, ce sont les mineurs qui se mettent en grève dans tout le centre de l'Allemagne; le mois suivant, les marins de Hambourg refusent de s'embarquer, les cochers de fiacre cessent le travail, les cordonniers de Berlin, les lithographes de tout l'Empire, les tisseurs de Neumünster, les relieurs de Stuttgart, les ouvriers poêliers font grève; en octobre, les mineurs de la Ruhr réclament une augmentation de salaires et refusent de descendre dans les puits. La bourgeoisie se montre irritée de ces ces-

sations continuelles de travail, des mesures de police que le gouvernement est obligé de prendre pour éviter les troubles. Elle en rend responsable la Social-démocratie et ne se laisse pas convaincre par les explications que donnent les journaux socialistes. Sans doute, ceux-ci déclarent que les ouvriers ont raison de vouloir profiter de l'état de prospérité dont jouit l'industrie allemande; que d'ailleurs, étant donnée l'élévation générale du prix des moyens d'existence, ils sont obligés eux aussi d'élever le prix de leur marchandise qui est la force de travail; que si les conflits entre ouvriers et patrons augmentent, cela tient au développement des organisations des employeurs qui, se sentant soutenus, font bien plus difficilement qu'auparavant des concessions à leurs ouvriers. Mais les bourgeois de la classe moyenne, les petits entrepreneurs surtout, qui s'étaient laissés aller à voter une première fois pour les socialistes ne raisonnèrent pas de la même façon : ils constatèrent que le renchérissement de tous les produits avait coïncidé avec un renforcement des luttes de classe : ils considérèrent ceci comme la cause de cela et ne pouvant s'en prendre directement aux ouvriers et aux syndicats, ils reportèrent leur colère tout entière sur la Social-démocratie. Il est possible aussi, quoi que plus douteux, que le parti socialiste, en essayant de démontrer aux ouvriers que leur situation économique empirait d'année en année, et en les poussant

à élever sans cesse de nouvelles revendications, ait lassé une partie du prolétariat et l'ait averti d'avoir à se méfier des affirmations contenues dans ses journaux. D'après M. Calwer, l'électeur ouvrier a pu maintes fois se tenir le raisonnement suivant (1) : il est faux que ma situation ait empiré depuis quelques années; autrefois, j'étais obligé de chômer des semaines entières; maintenant je travaille tous les jours et l'heure m'est payée davantage. Sans doute les prix des vivres se sont élevés, mais, en dépit de cette augmentation, mon état s'est amélioré. Si donc pour une chose dont je puis me rendre compte par moi-même, je suis obligé de constater que les allégations des socialistes sont fausses, je me montrerai forcément réservé au sujet de celles que je ne peux contrôler. Ce raisonnement est exact; mais beaucoup d'ouvriers se le sont-ils tenus, il serait téméraire de l'affirmer.

Le développement des coopératives de consommation ouvrières, par suite du renchérissement du prix des vivres, a été également considérable depuis 1903. Et bien que l'idée même de coopération soit une idée bourgeoise dont M. Schulze-Delitsche s'est fait le propagateur, bien qu'à côté de ces coopératives ouvrières il en existât d'autres formées entre fonction-

(1) Voir « *Revue socialiste* » allemande, n° de février 1907, page 103.

naires ou entre officiers, les petits commerçants se sont sentis directement atteints par le développement des coopératives ouvrières. Ils se sont demandés si l'on n'avait pas raison d'affirmer que les socialistes voulaient ruiner le petit commerce et, malgré leur situation souvent aussi précaire que celle des clients dont ils vivaient et dont souvent ils partageaient les sentiments politiques, ils se rangèrent en grand nombre, lors des élections de 1907, du côté des adversaires de la Social-démocratie.

Les fautes nombreuses que le parti socialiste a commises à la suite de son succès considérable de 1903, ont contribué également à éloigner de lui toute une série d'électeurs.

La rapide croissance de la Social-démocratie de 1898 à 1903 avait grisé ses chefs. Ceux-ci faisaient sans cesse état de leurs fameux trois millions de voix ; ils considéraient un recul ou même un arrêt de l'élan socialiste comme impossible. On se rappelle que Bebel, quelques jours avant les élections de 1907, avait annoncé pour son parti un gain de vingt mandats et que Singer avait écrit dans un journal anglais que la Social-démocratie allemande allait au combat avec la certitude de remporter une victoire qui ne pouvait lui échapper et d'augmenter le nombre de ses voix de 5 à 600.000 unités. Mais si l'optimisme, ainsi que le déclara le Comité-Directeur lui-même est un bien pour un parti qui se prépare à

la lutte, il ne faut pas qu'il soit excessif. Il détourne en effet l'attention des électeurs des préparatifs que font les adversaires pour leur enlever la victoire. C'est ainsi que les chefs du Parti ne remarquèrent pas que si la Social-démocratie avait doublé sa force d'organisation et de propagande, les partis bourgeois avaient sextuplé celle dont ils disposaient en 1903. En outre, un optimisme exagéré rend souvent antipathique le parti qui a une trop grande confiance en lui-même. La Social-démocratie en fit l'expérience. Ses cris de victoire, la parade qu'elle fit de ses trois millions de voix et de ses 79 mandats étaient d'autant plus choquants qu'en dépit de la force réelle dont elle disposait, elle avait été incapable d'exercer une action quelconque au Reichstag où ses orateurs s'étaient bornés à faire de longs discours sur des considérations générales et à attaquer violemment le gouvernement. Sans doute l'impuissance des députés socialistes peut s'expliquer par le régime politique allemand lui-même, qui n'accorde au Parlement qu'un rôle secondaire; mais si quelques électeurs venus tout récemment au socialisme le comprirent, plus nombreux furent ceux qui se sentirent éloignés de la Social-démocratie par l'inactivité apparente de ses représentants au Reichstag.

Il est vrai que cette tendance, qui se manifestait dans l'esprit de nombreux électeurs, fut habilement encouragée durant toute la campagne électorale.

par les partis bourgeois et le gouvernement. Les journaux libéraux en particulier, le Chancelier lui-même reprochèrent au parti socialiste de se cantonner dans une politique purement négative. Ils rappelèrent que ses députés avaient refusé leur adhésion même aux réformes sociales et que les lois sur les assurances ouvrières avaient été votées sans eux, parce qu'ils considéraient que tout progrès à l'avantage des ouvriers était contraire au développement de la Social-démocratie (1). A ces attaques, le « *Vorwärts* » répondit (2) que, bien avant les partis bourgeois, la Social-démocratie avait déposé de nombreuses propositions de lois tendant à protéger les ouvriers, qu'on les avait déclaré alors irréalisables parce qu'elles émanaient d'elle et qu'en présentant au Parlement des projets de lois sociales, le gouvernement n'avait fait que reprendre à son compte les propositions socialistes. Il ajouta que pas une seule loi intéressant le prolétariat n'avait été discutée depuis dix ans sans que les députés socialistes ne fussent intervenus activement pour la rendre aussi bonne que possible. S'ils avaient voté contre les lois d'assurances, c'était que le soulagement qu'elles apportaient au peuple ne leur avait pas

(1) Voir discours de M. de Bülow dans la « Gazette de Voss » n° du 20 janvier 1907.

(2) Voir *Vorwärts* n° du 3 février 1907.

apparu suffisant, c'était que les frais de cette législation devaient en définitive retomber sur les épaules des ouvriers. Mais cette accusation portée par le plus haut dignitaire de l'Empire contre tout un parti ne pouvait rester sans effet sur les électeurs; et en admettant que le Chancelier et les journaux bourgeois aient eu tort d'isoler le fait brutal du refus par les socialistes de voter les réformes sociales des motifs qui les déterminèrent à agir ainsi, il n'en était pas moins vrai que l'impression générale qui se dégageait de leur attitude au Reichstag et même dans le pays tendait à faire croire qu'ils n'attendaient rien de l'action du pouvoir parlementaire. D'ailleurs le mouvement révisionniste, comme on le verra par la suite, est né de l'opposition que la méthode purement négatrice et critique de la Direction du Parti a produite dans certains milieux socialistes. Lorsque M. Calwer déclare qu'il voit dans le manque de toute activité pratique et positive une des causes qui ont occasionné l'échec socialiste de 1907, il se range à l'avis de M. de Bülow et des journalistes bourgeois; il reproche, comme eux, à la Social-démocratie de vivre uniquement dans l'attente d'un mythe, d'un grand bouleversement qui ne se produit pas et de vouloir guérir le monde par des formules toute faites.

A ces fautes s'en ajoutaient d'autres, dont les socialistes se sont accusés spontanément. L'organi-

sation politique de la Social-démocratie était dans bien des circonscriptions encore trop incomplète et trop inférieure à celle des partis bourgeois pour qu'il lui fût possible de conserver les électeurs qui lui avaient fait confiance en 1903. En outre, à en croire le « *Vorwärts* », le prolétariat socialiste non organisé politiquement n'a pas fait le 25 janvier tout son devoir (1); il a fait preuve, dans sa grande masse de bien peu de sens politique. Enfin les propagandistes socialistes ont adopté vis-à-vis des ouvriers appartenant aux organisations catholiques et libérales, qui, par instinct de classe, avaient voté pour le Parti en 1903, une tactique qui devait plutôt les détourner de la Social-démocratie que les maintenir dans ses rangs. Au lieu de continuer, en effet, à leur faire voir la communauté d'intérêts qui existait entre tous les ouvriers, ils ont attaqué les partis politiques auxquels ces ouvriers appartenaient et ont ainsi blessé leur amour-propre.

Mais la cause qui a le plus contribué à éloigner les « *mitläufer* », est certainement les querelles qui ont éclaté dans le sein du Parti, de 1903 à 1907, entre révisionnistes et orthodoxes.

Il s'était produit dans le parti socialiste, quelque temps avant les élections de 1903, un mouvement d'opinion tendant non seulement à modifier les prin-

(1) Voir « *Vorwärts* » n° du 26 janvier 1907.

cipes de la doctrine marxiste, mais encore à transformer complètement la tactique de la Social-démocratie. A entendre les promoteurs de ce mouvement, MM. Bernstein, Vollmar, Auer, le temps où le parti socialiste faisait de la politique comme on fait de la géométrie dans l'espace était passé, celui où l'on devait faire une politique positive et vraiment profitable pour le prolétariat était enfin arrivé. Avec ses 2.100.000 voix et ses 56 mandats, la Social-démocratie ne pouvait plus attendre, les bras croisés, le jour lointain où l'ordre économique collectiviste sortirait naturellement de l'organisation capitaliste. Un grand nombre d'intellectuels que les démonstrations de Marx, d'Engels ou de Kautsky n'avaient pu convaincre, se sentaient pourtant attirés par ce néo-socialisme et ne cachaient pas la sympathie qu'ils ressentaient pour ses représentants. Ils considéraient qu'en les soutenant de leur autorité morale et même de leur vote, ils pouvaient contribuer à rapprocher la Social-démocratie de la gauche bourgeoise démocratique et à la transformer en un parti de réformes. L'enthousiasme dont firent preuve aux élections de 1903 les chefs de ce mouvement, que l'on a appelé le mouvement révisionniste, contrastait si fort avec l'espèce d'apathie qui caractérisait le parti libéral à la même époque, le prestige dont jouissait alors la Social-démocratie dans toute l'Allemagne était si grand, qu'un nombre considérable de

savants, de professeurs et d'étudiants, d'artistes, de médecins se décidèrent à voter et à faire voter leur entourage en faveur des candidats du parti socialiste. La victoire que celui-ci remporta aux élections de 1903 fut en grande partie celle de l'élément révisionniste. Les chefs de cette fraction s'en rendirent si bien compte qu'aussitôt après l'ouverture du nouveau Reichstag, ils demandèrent au groupe parlementaire socialiste de revendiquer un des postes de vice-président pour le Parti, ainsi que ce dernier y avait droit de par le nombre des députés dont il disposait à la Chambre. Sans doute ils n'ignoraient pas que cette fonction obligerait celui d'entre eux qui en serait investi à se rendre à la Cour et à saluer l'Empereur. Mais cette perspective n'était pas pour déplaire au gentilhomme qu'était M. de Vollmar, et M. Bernstein considérait qu'à tout prendre les avantages qui résulteraient pour le Parti socialiste d'avoir un représentant au bureau du Reichstag compenseraient bien au-delà les inconvénients d'une atteinte aux principes. Mais les chefs officiels de la Social-démocratie, inquiets depuis quelque temps déjà de la tendance opportuniste et révisionniste qui se dessinait dans les rangs du Parti sous l'inspiration de Bernstein et de Vollmar, veillaient. Ils n'attendaient qu'une occasion pour mettre fin à ce mouvement d'indépendance, à cette hérésie qui menaçait l'unité socialiste. Cette occasion, le Congrès qui se tint à

Dresde au mois de septembre 1903 la leur offrit (1). Le Congrès fut précédé de réunions tumultueuses, de déclarations émanant des deux camps opposés qui commencèrent déjà à nuire considérablement au prestige du Parti. « Le temps des semblants, des replâtrages et de la comédie qu'on se joue mutuellement entre camarades est passé, écrivit Bebel; nous devons prendre position nettement et clairement vis à vis les uns des autres! » Et il continua ses attaques en prenant à parti la rédaction du *Vorwärts* qu'il accusait de ne pas vouloir publier ses articles, et Bernstein qui, à son avis, avait commis une action ignominieuse en suscitant la question de la vice-présidence au Reichstag. Les révisionnistes, rompant avec la vénération dont les membres du parti socialiste avaient toujours entouré Bebel, déclarèrent par la bouche d'Auer, un des membres du Comité-Directeur, que Bebel s'endormait à Kussnacht depuis quelque temps et qu'il ne se réveillait que pour morigéner et porter des coups au hasard.

C'est sous la fâcheuse impression de ces querelles intestines que s'ouvrit le Congrès de Dresde: Bebel et les orthodoxes se proposant de bâillonner les révisionnistes; Bernstein et Vollmar se préparant à asséner un coup décisif aux radicaux, en la presonne

(1) Voir le « *Temps* », n° de septembre 1907 et le « *Berliner Tageblatt* » n° 55.

d'un des plus violents et des moins sympathiques d'entre eux, Mehring. Le Congrès fut, comme on pouvait s'y attendre, l'un des plus violents qu'ait tenus la Social-démocratie allemande. Tout fut objet à insinuations malveillantes, à injures grossières. Les délégués se traitèrent réciproquement de menteurs, de caméléons, de rénégats. A propos de la collaboration des membres du Parti à la presse bourgeoise, Bebel prononça contre les révisionnistes un violent discours qui fut applaudi frénétiquement par la grande majorité du Congrès. Il ne craignit pas de dire que s'il était toujours resté un honnête homme, il n'en était pas de même des intellectuels qui ne songeaient qu'à leur intérêt personnel sans s'apercevoir que les masses prolétariennes s'éloignaient d'eux parce qu'elles ne les comprenaient pas. Puis, abordant la question de la tactique du Parti, il déclara : « Il ne faut pas se faire d'illusion sur la valeur de notre action législative au Reichstag. Il faut que le Congrès se prononce sur la tactique et nous donne un mandat impératif. Ceux qui ne voudront pas se soumettre seront expulsés. Il ne faut pas que les partis bourgeois puissent croire que nous abandonnons notre programme révolutionnaire. » Sans doute M. de Vollmar fit preuve d'indépendance et de grand courage dans la réponse qu'il adressa à Bebel : « Chaque fois qu'un camarade écrit quelque chose qui déplaît, on l'anathémise, on lance sur lui une

bande de loups, on le combat avec des moyens qui m'écœurent. Bebel tient le langage d'un dictateur, d'un Cromwell parlant à un Parlement croupion. Mettons fin à cette lutte fratricide afin que nous puissions remplir notre noble mission. Le tempérament et la nervosité de Bebel ne lui accordent pas le privilège de tout se permettre. Il semble que non seulement sur le trône impérial mais aussi sur le trône du parti socialiste se manifestent des tempéraments indomptables. » Mais cet appel à la paix, cette invite à un travail pratique furent éclipsés par les déclarations haineuses de Bebel qui jura d'exterminer la société bourgeoise dont il se prétendait l'ennemi mortel et par celles de Kautsky qui demanda (1) qu'après comme avant le Congrès, la tactique du Parti fut toujours d'indisposer de plus en plus les classes au pouvoir contre le socialisme, de leur inspirer une crainte de plus en plus grande, d'aiguïser de plus en plus les conflits afin de hâter les circonstances qui permettront à la Social-démocratie de renverser ses adversaires et de leur arracher le pouvoir. Aussi lorsque la résolution condamnant le révisionnisme et la vice-présidence fut mise au vote, il était certain qu'elle recueillerait l'immense majorité des voix des congressistes. Elle fut adoptée en effet par 288 voix contre 11. On ne fut pas

(1) Voir « *Gazette de Voss* » n° du 5 février 1907.

peu surpris de voir que de nombreux révisionnistes parmi lesquels Vollmar, Braùn, Heine, Auer, Göhre avaient voté en faveur de la résolution qui mettait fin à leur action. Seuls, David, Elm, Bernstein et les délégués de Breslau restèrent jusqu'à la fin, conséquents avec eux-mêmes.

Les débats du Congrès de Dresde, l'attitude repentante, en apparence du moins, de la plupart des chefs du mouvement révisionniste firent, dans les sphères intellectuelles de l'Allemagne, une impression énorme et pénible. Le défi que les socialistes « aux mains calleuses » avaient jeté à leurs camarades, mieux éduqués et plus instruits, d'une souche moins purement prolétarienne, le congé qu'ils leur avaient si cavalièrement donné, découragèrent les intellectuels; ceux-ci, groupés une première fois sous le drapeau rouge par le révisionnisme naissant, sortirent des rangs socialistes et reportèrent leur sympathie sur d'autres partis moins doctrinaires et moins intransigeants. Aussi comprend-on difficilement l'enthousiasme de Bebel qui déclara au Reichstag, au mois de décembre 1903, que le Congrès de Dresde avait été pour le Parti, une « Fontaine de Jouvence ».

Cette confiance fut pourtant ébranlée par les échecs électoraux qui se succédèrent pour la Social-démocratie dans le courant de l'année 1904. Aussi, intransigeants et révisionnistes s'efforcèrent-ils de

mettre un terme aux discussions scandaleuses qui avaient envenimé le Congrès de Dresde. Mais ils n'y parvinrent qu'imparfaitement; la période de paix relative qui suivit les luttes de Dresde n'était due qu'à la résignation des révisionnistes qui, sans abandonner leur projet d'imprimer au socialisme une direction nouvelle, se rendaient compte qu'ils n'étaient pas encore en force pour résister victorieusement au Comité Directeur du Parti. Le Congrès de 1904 qui se tint à Brême, grâce à la précaution que l'on eût de faire régler à huis-clos par une commission spéciale, les querelles personnelles, fut assez calme, mais les socialistes ne réussirent cependant pas à empêcher un incident très vif au cours duquel un député de grand talent, Schippel, fut frappé d'anathème parce qu'il avait voté, au Reichstag, les droits sur les céréales. A Iéna, l'année suivante, les socialistes furent d'une sagesse modèle. Mais au Congrès de Mannheim, qui se tint quelques mois avant les élections de 1907, les querelles recommencèrent non plus entre orthodoxes et révisionnistes, mais entre les syndicats et l'organisation politique du parti. Elles n'atteignirent pas pourtant le degré d'acuité des précédentes, car le Comité Directeur, se rendant compte de la force considérable des syndicats, en ressources pécuniaires et en adhérents, ne fit pas preuve à leur égard de l'intolérance qu'il avait montrée vis-à-vis des révisionnistes.

Mais, si l'histoire des Congrès de Brême, d'Iéna et de Mannheim ne met pas en évidence l'opposition qui continue cependant à exister entre les membres du parti, celle-ci se manifeste par de multiples incidents, par de petits scandales qu'il serait trop long d'énumérer ici d'une façon complète. C'est ainsi que les demandes d'exclusions se sont multipliées contre certains députés socialistes : Heine, Göhre, Braùn ; que des journaux syndicalistes, comme le « *Correspondant* », organe du syndicat des imprimeurs, l'un des plus importants de l'Allemagne, reprochent au « *Vorwaerts* » de se conduire, vis-à-vis de ses ouvriers comme le moins scrupuleux des patrons et traitent Bebel de « phraseur dangereux » ; que le Comité Directeur, après avoir forcé Bernstein à cesser la publication de la feuille hebdomadaire qu'il avait créée pour défendre ses idées, congédie brutalement six collaborateurs du « *Vorwaerts* » qu'il accuse d'être trop modérés et de nuire à l'unité de vues qui doit exister dans la rédaction de l'organe officiel du parti.

Sans doute, ces incidents, de même que les querelles qui éclatèrent au sein des Congrès socialistes, furent quelque peu grossis et déformés par la presse bourgeoise. Il n'en est pas moins vrai que de l'impression générale qui se dégageait non seulement des récits que cette presse en faisait, mais des explications qui étaient fournies à ce sujet par les journaux socia-

listes eux-mêmes, il résultait que jamais les rapports n'avaient été aussi tendus entre les membres du parti socialiste. Ceux-ci ne se rendirent malheureusement pas compte assez tôt du tort que cette situation pouvait causer à la Social-démocratie et il fallut l'échec de 1907 pour leur ouvrir les yeux. Tous, révisionnistes ou intransigeants, reconnurent alors qu'une des causes principales de cet échec résidait dans les querelles trop nombreuses qui s'étaient produites entre eux. Bernstein et, avec lui, Calwer déplo-rèrent (1) ces Congrès où le Parti paraissait s'ériger en tribunal d'inquisition, les campagnes de suspicion journalistiques, les procédés de polémique insupportables, employés par toute une partie de la presse socialiste, qui diminuèrent le prestige de la Social-démocratie, la considération que l'on avait pour elle, et firent cesser l'afflux dans ses rangs de la jeunesse intellectuelle. Ils regrettèrent que dans le parti socialiste, qui combat pourtant l'Eglise catholique à cause de son dogme d'infailibilité, il se fût formé une orthodoxie qui, pour une création démocratique du XX^e siècle, devait étonner; ils virent enfin, dans l'obligation imposée aux socialistes de résoudre toutes les questions qui se présentaient nouvellement à eux d'après un dogme, une des causes de la faibles-

(1) Voir « *Revue socialiste* » allemande, n° de février 1907 pages 106 et 113.

se momentanée de leur parti. Le « *Vorwärts* » (1), tout en constatant que les intellectuels qui avaient adhéré sincèrement à la Social-démocratie en 1903 ne l'avaient pas tous quittée en 1907, reconnut que les querelles survenues entre socialistes avaient beaucoup servi à leurs adversaires dans la propagande électorale; il déclara qu'un parti comme la Social-démocratie pouvait et devait tolérer les divergences d'opinion, qu'à l'avenir on ne devrait pas oublier que les socialistes étaient des camarades et que chacun d'eux avait le droit d'exiger que sa façon de penser, même si elle différait de l'opinion générale, fût considérée comme honorable et inspirée uniquement par l'intérêt du parti. Enfin, Bebel (2) lui-même, renonçant au jugement qu'il avait porté trois ans plus tôt sur le Congrès de Dresde, avoua que ce dernier n'avait pas été sans influence sur la nouvelle attitude prise par les intellectuels vis-à-vis du socialisme.

A ces circonstances qui expliquent pourquoi un grand nombre de « mitläufer » ont abandonné le parti socialiste, s'en ajoutent deux autres, moins importantes cependant que les précédentes, l'une parce qu'on ne la trouve mentionnée que dans la presse socialiste sans qu'il soit possible de la contrô-

(1) Voir « *Vorwärts* » n° du 14 Février 1907.

(2) Voir discours de Bebel au Congrès socialiste d'Essen.

ler, l'autre parce qu'elle ne concerne qu'une partie de l'Empire.

Pendant toute la durée de la campagne électorale, les journaux socialistes ne cessèrent de reprocher aux partis bourgeois d'employer contre la Social-démocratie des procédés de combat misérables. A les entendre, jamais leur parti n'avait été autant injurié et calomnié qu'en 1907 dans toute la presse bourgeoise, depuis l'officieuse « *Gazette de l'Allemagne du Nord* » jusqu'aux plus petites feuilles libérales de province, et dans des millions de brochures répandues dans les coins les plus reculés de l'Empire par les soins de « l'Union de mensonges contre la Social-démocratie » ; jamais on n'avait distribué, dans les circonscriptions de la Prusse orientale, autant de boîtes de cigares ni autant d'eau-de-vie ; jamais on n'avait cherché autant à amadouer les fonctionnaires subalternes par l'allocation de gratifications et par des promesses de toutes sortes ; jamais, enfin, on n'avait vu des personnages officiels user aussi effrontément de l'ascendant qu'ils pouvaient avoir sur la masse de la population que le bourgmestre de Cologne ou les archevêques de Munich et de Bamberg, en 1907. Il est certain que la campagne électorale fut menée cette fois-ci avec une rare violence ; mais il serait aussi injuste de vouloir nier qu'il y ait eu des excès que de prétendre que seul, un des partis en présence y ait eu recours. Si des

journaux bourgeois ont manqué de mesure dans leurs attaques contre la Social-démocratie, certains organes socialistes, comme la « *Gazette du Peuple* », de Leipzig, ont fait preuve souvent d'un manque absolu de tact politique; si le gouvernement a essayé d'influencer les fonctionnaires subalternes, les socialistes ont eux aussi exercé une pression condamnable sur les boutiquiers et les petits aubergistes en les menaçant de la perte de leur clientèle ouvrière s'ils ne votaient pas en faveur des candidats de la Social-démocratie. Et cela est si vrai que certains journaux socialistes, déplorant les procédés de combat dont on s'était servi contre leurs candidats, ont cru devoir ajouter que la conduite inqualifiable des adversaires n'aurait pas dû pourtant déterminer les socialistes à rivaliser avec eux sur ce terrain.

Enfin, la perte de nombreux « mitläufer », dans le royaume de Saxe s'explique par toute une série de circonstances qui existaient en 1903 et qui avaient disparu en 1907. Lors des élections de 1903, en effet, le royaume de Saxe était gravement troublé par le désaccord qui existait dans la famille du prince héritier; en outre l'attitude intransigeante du roi, qui était profondément catholique, avait mécontenté l'élément protestant du peuple saxon; enfin, le désordre régnait dans les finances du royaume: le roi, pour augmenter sa liste civile et les apanages princiers, avait dû demander au Landtag une élévation des

impôts. Aussi, de nombreux électeurs, qui n'étaient pas socialistes, avaient voté néanmoins en faveur des candidats de la Social-démocratie pour donner à leur protestation le maximum de force. Par contre, en 1907, tout était changé : la colère de la bourgeoisie contre le prince-héritier et contre l'augmentation des impôts, s'était apaisée ; le vieux roi était mort. Une grande partie des électeurs qui avaient voté une première fois pour les socialistes reprirent donc leur place dans les rangs des partis bourgeois qu'un instant de mauvaise humeur leur avait fait quitter. Ce seul fait explique pourquoi la Social-démocratie a perdu plus de 22.000 voix et 14 mandats.

TROISIÈME RAISON. — Union de tous les partis bourgeois et attitude nouvelle des libéraux vis-à-vis de la Social-démocratie.

Ainsi qu'on l'a déjà vu, l'une des caractéristiques des élections de 1907 fut la réunion, dès le premier tour de scrutin, de tous les partis bourgeois de droite et de gauche en un bloc dont le but était de s'opposer à la rentrée au Reichstag des représentants des partis, « ennemis de l'Empire ». Sans doute, ce bloc se proposa, au début, d'atteindre aussi bien le Centre et les Polonais que la Social-démocratie. Mais lorsqu'apparut l'impossibilité de triompher à la fois des catholiques et des socialistes, lorsqu'il fallut choisir entre ces deux partis, non seulement les chefs du bloc considérèrent le Centre comme le

moindre mal mais ils firent souvent appel aux électeurs catholiques pour mettre en échec les candidats socialistes. En agissant ainsi, les partis bourgeois ne firent d'ailleurs que suivre l'exemple qui leur avait été donné par la « Ligue impériale contre la Social-démocratie » ; dès sa fondation, cette ligue avait déclaré en effet que son but unique consistait à grouper tous les éléments politiques, libéraux ou conservateurs, libre-échangistes ou agrariens, protestants ou catholiques, qui voyaient dans le socialisme un ennemi qu'il fallait abattre. Ils ne firent que reprendre à leur compte la méthode de combat adoptée par « l'Alliance générale des industriels allemands » qui mettait des moyens pécuniaires indifféremment à la disposition des candidats libéraux ou conservateurs, pourvu qu'ils ne s'en servissent pas pour se combattre entre eux.

Mais, si l'attitude des conservateurs, des antisémites et même des nationaux-libéraux vis-à-vis de la Social-démocratie s'explique aisément, il n'en est pas de même de celle des partis libéraux qui contribuèrent pourtant pour une si large part à l'échec socialiste que le « *Vorwärts* » les accusa d'avoir livré lors des ballottages plus de vingt sièges à la droite. (1)

Quels sont donc les motifs qui ont poussé les libéraux à abandonner la Social-démocratie ?

(1) Voir « *Vorwärts* » n° du 12 février 1907.

Leurs chefs se sont expliqués à ce sujet (1) : « Nous ne pouvons nous allier avec les socialistes, déclare l'un d'eux. Nos électeurs, qui comprennent nombre de petits bourgeois, d'industriels et même d'ouvriers ont trop de griefs contre le socialisme pour nous suivre dans cette voie. Notre socialisme, uniquement occupé à exploiter la haine des classes, n'a aucune idée de gouvernement. Il ne connaît que la perpétuelle négation. Il est marxiste, il est antimonarchiste. Tout cela jure avec nos principes. » A cette manière de voir, s'oppose bien, il est vrai, celle d'un des représentants les plus connus du libéralisme allemand, le Dr Barth. Pour lui, les libéraux ont commis une grave faute en soutenant les conservateurs contre leurs alliés naturels, les socialistes; ils ont eu tort de se laisser effrayer par les exagérations de certains membres de la Social-démocratie; ils n'ont pas vu qu'ils portaient en guerre contre le seul parti avec lequel il était possible de démocratiser l'Allemagne. Mais, pour la majorité des libéraux, « Barth et ses amis sont des isolés et ils le resteront parce que, contrairement à leur avis, le libéralisme est obligé de combattre le socialisme pour des raisons d'existence. La peur du socialisme pousse toujours trop d'électeurs vers la réaction. On ne peut accroi-

(1) Voir le « *Temps* » n° des 8 et 19 février 1907.

tre le parti libéral qu'au détriment de la Social-démocratie et en l'affaiblissant ».

A ces raisons de principe s'en ajoutent d'autres. Les libéraux reprochèrent souvent aux socialistes de faire le jeu des partis réactionnaires en présentant des candidats dans toutes les circonscriptions de l'Empire et de ne combattre aucun parti aussi violemment que le leur. Le Dr Barth, lui-même, qu'on ne peut suspecter de parti-pris, déclare (1), que si, dans le nord et l'est de l'Allemagne, la Social-démocratie a fait son devoir vis-à-vis des candidatures libérales, il n'en a pas été de même dans le sud et dans l'ouest où elle a nui considérablement à sa renommée politique en laissant battre par des conservateurs ou des catholiques des démocrates aussi sincères que MM. Quidde et Blumenthal.

Mais ce qui a contribué de la façon la plus appréciable à éloigner les électeurs libéraux de la Social-démocratie, c'est certainement l'alliance de cette dernière avec le Centre pendant les mois qui ont immédiatement précédé la dissolution du Reichstag. Y a-t-il eu véritablement alliance? Les socialistes le nient; ils déclarent que si leurs bulletins se sont trouvés quelquefois mélangés à ceux du Centre, c'est que les députés catholiques doivent, par égard pour

(1) Voir article de M. Barth, publié dans la « Nation » et reproduit dans le « Vorwärts » n° du 10 février 1907.

une grande partie de leur clientèle électorale, se donner de temps en temps l'apparence d'un parti démocratique, mais ils font remarquer qu'il est arrivé bien plus souvent aux libéraux qu'à eux de voter avec le Centre. Pourtant, tout en contestant le bien-fondé du reproche qui leur est adressé, ils reconnaissent que la campagne que l'on a menée contre eux à ce sujet leur a nui dans certaines parties de l'Empire, notamment en Bavière et dans le Wurtemberg. Aussi, M. Conrad Haussmann, un des chefs du parti libéral allemand, a-t-il raison de dire (1) que si la dissolution du Reichstag s'était produite à propos d'un vote où catholiques et socialistes se seraient trouvés en désaccord, d'importants déplacements de voix auraient pu avoir lieu en faveur de ces derniers. Mais si les socialistes se défendent d'avoir conclu avec le Centre une alliance parlementaire, ils ne nient pas avoir conclu avec lui une alliance électorale. Bebel a déclaré (2) que l'instinct de la conservation commandait à ceux qui étaient combattus ensemble de se soutenir, que c'était là une tactique politique simple et claire que tout parti devait suivre sous peine de suicide. Et Bernstein, sans apprécier les motifs qui ont poussé son parti à s'allier avec le Centre pour les élections, constate que sans le

(1) Voir la « *Gazette de Voss* » n° du 6 Février 1907.

(2) Voir discours de Bebel 16 Octobre 1907.

cartel rouge-noir, on n'aurait guère revu plus de 35 socialistes, au lieu de 43, dans le nouveau Reichstag. Huit ou neuf sièges ont certainement été conservés par les socialistes, grâce à l'appui que leur a prêté le Centre; mais il est probable qu'une aide venant des partis libéraux leur aurait été plus profitable. Qu'ils l'aient voulu ou non, en s'alliant avec le Centre, ils ont commis une faute de tactique et, comme l'écrit le « *Berliner Tageblatt* » : « maintenant, dans l'Allemagne protestante, ils partagent l'impopularité des noirs ».

Que faut-il conclure de cet exposé pour l'avenir de la démocratie socialiste allemande?

Il est certain que parmi les circonstances qui expliquent son insuccès de 1907, il en est qui sont graves et qui doivent donner à réfléchir à ses chefs, parce qu'elles résultent du développement même du mouvement socialiste. Plus les forces syndicales du prolétariat allemand s'accroîtront, et avec elles les grèves et les conflits entre patrons et ouvriers, plus les coopératives de consommation se développeront, plus l'organisation politique du parti socialiste paraîtra dangereuse, plus le nombre des petits industriels, des commerçants, des bourgeois qui abandonneront la Social-démocratie sera grand. Mais que l'effet des tarifs douaniers sur le renchérissement des

vivres se fasse sentir d'une façon plus forte qu'en 1906 par suite de récoltes mauvaises, qu'à une période florissante pour l'industrie succède une période de crise, qu'un mécontentement se manifeste dans le peuple à l'occasion de l'augmentation des impôts, que les querelles entre révisionnistes et intransigeants s'apaisent, le résultat des prochaines élections pourra peut-être réparer en partie l'échec que la Social-démocratie vient de subir. Sans doute il est peu probable que cet ensemble de circonstances favorables se réalise lors de la consultation électorale de 1912; mais si l'on songe que malgré les difficultés nombreuses que la démocratie socialiste avait à vaincre cette fois-ci, elle a réussi non pas seulement à maintenir le nombre des voix qu'elle avait obtenues en 1903 mais à l'augmenter, sinon en proportion de l'élévation des votants, du moins en proportion de celle des électeurs inscrits, l'on peut se demander si le jour est vraiment proche où, ainsi que l'a déclaré M. de Bülow à la séance du Reichstag du 26 février 1907 « le peuple allemand pourra regarder derrière lui le mouvement socialiste comme le convalescent regarde une cruelle maladie, comme celui qui s'éveille regarde un mauvais rêve. »

Les élections au Landtag du royaume de Prusse, qui eurent lieu les 3 et 16 juin 1908, peuvent être considérées, dans une certaine mesure, comme une réponse du peuple au discours du Chancelier. Alors, en

effet, que les socialistes n'avaient pu réussir jusqu'à à faire entrer dans cette Chambre un seul des leurs, par suite du caractère nettement censitaire de la législation électorale prussienne, ils eurent six élus dès le premier tour de scrutin : cinq à Berlin et un dans une circonscription de Hanovre, et participèrent à six ballottages (1). Ils recueillirent, en outre, un grand nombre de voix dans tout le pays. Il faut reconnaître cependant que ce succès, qui parut considérable parce qu'il venait après de nombreuses défaites et qu'il constituait une chose toute nouvelle dans la vie politique de la Prusse, était dû moins à la doctrine du parti socialiste qu'à sa propagande en faveur du suffrage universel et à l'attitude des libéraux qui s'étaient ouvertement alliés aux conservateurs. Les cinq circonscriptions de Berlin, conquises par les socialistes, étaient représentées, avant les élections de 1908, par des députés libéraux.

(1) Voir le « *Temps* » n° du 5 et 18 Janvier 1908.

DEUXIÈME PARTIE

La démocratie socialiste autrichienne et les élections de 1907

CHAPITRE I

Le droit électoral en Autriche avant 1909 : ses conséquences au point de vue du développement de la démocratie socialiste — La réforme de 1907 : établissement du suffrage universel.

Jusqu'en 1907, la loi qui servit de base aux élections autrichiennes pour le Reichrath fut une loi du 2 avril 1873. Alors qu'auparavant les députés au Parlement central étaient élus par les diètes locales des provinces, ils furent, à partir de cette époque, élus directement par des circonscriptions électorales. Mais étant donnée la situation ethnique de l'Autriche, habitée par huit peuples appartenant à trois races différentes : slave, germanique et latine, sur lesquels l'élément allemand avait une véritable prépondérance, le législateur de 1873 s'était proposé d'avantager sensiblement le peuple allemand et il était parvenu à son but en organisant un système spécial de la représentation nationale.

Le corps électoral autrichien était divisé en quatre classes ou curies : la première comprenait les grands propriétaires fonciers ; la seconde, les élec-

teurs des villes, marchés et lieux industriels payant au moins dix florins d'impôt; la troisième était composée par les membres des Chambres de commerce et d'industrie; la quatrième enfin réunissait les électeurs des communes rurales payant également dix florins au moins d'impôt; ceux-ci nommaient leurs représentants au Reichrath par une élection à deux degrés. Ces quatre curies comprenaient un nombre d'électeurs relativement restreint: 1.732.257 en 1896. Elles nommaient 353 députés, savoir: la première: 85; la seconde: 21; la troisième: 116; la quatrième: 131. Sur ce nombre, 220 étaient allemands et 115 slaves.

La loi de 1873 fut modifiée deux fois, en 1882 et en 1896, par suite de l'agitation des peuples slaves qui estimaient que tout changement apporté à cette loi ne pouvait que leur être profitable. Le 4 octobre 1882, le cens exigé des électeurs de la quatrième curie fut abaissé de dix à cinq florins. Enfin, une loi du 14 juin 1896 ajouta aux quatre classes alors existantes, une cinquième curie, dite curie du suffrage universel. Elle comprenait, outre les 1.732.257 électeurs privilégiés, 3.601.224 nouveaux électeurs et elle devait élire 72 députés, répartis entre les provinces d'après le chiffre des impôts qu'elles payaient.

La réforme de 1896, quoique encore bien imparfaite, constituait un réel progrès sur la législation précédente: elle faisait arriver à la vie politique la

totalité du peuple autrichien ; elle était un acheminement vers l'avènement du suffrage universel, devant servir de base à l'élection de tous les membres du Reichsrath. Pourtant, elle n'améliora pas considérablement la situation de la démocratie socialiste autrichienne qui, bien que postérieure de quelques années seulement à la Social-démocratie allemande, n'avait pu jusqu'en 1896 jouer aucun rôle dans la vie politique de l'Empire. A la suite de l'établissement de la curie du suffrage universel, elle présenta des candidats aux élections de 1897 et à celles qui suivirent ; mais en 1906, onze députés socialistes seulement siégeaient sur les bancs du Reichsrath.

C'était évidemment peu : aussi la Social-démocratie autrichienne s'efforça-t-elle d'arracher au gouvernement et aux partis bourgeois la généralisation du suffrage universel établi en 1896 pour 72 députés seulement. Elle trouva des auxiliaires précieux dans les partis slaves et, à la fin de la campagne dans le gouvernement lui-même qui, pour des raisons spéciales, vit également son avantage à la réalisation de la réforme réclamée par les socialistes.

Sans aller jusqu'à prétendre, comme l'a fait M. Zweig (1), que la réforme de 1907 fut opérée à la

(1) « La réforme électorale en Autriche » par M. Egon Zweig, extrait de la *Revue du Droit public et de la science politique en France et à l'Etranger* n^{os} Avril-Septembre 1907 page 18

demande et sous la dictée de la démocratie socialiste, on peut dire qu'elle aboutit grâce à l'action parallèle et simultanée, sans pour cela être combinée, de cette dernière et du gouvernement.

Si le gouvernement autrichien se décida à transformer fondamentalement le système électoral basé sur les lois de 1873, de 1882 et de 1896, ce n'est pas qu'il voyait des objections de principe à la nomination des députés de l'Empire par un collège électoral divisé en cinq classes; c'est bien plutôt qu'il se rendait compte que tout travail positif avec un Parlement ainsi élu était impossible, par suite de la vivacité des oppositions nationales qui compromettaient gravement l'unité de l'Empire et auraient pu même finir par remettre en question l'existence même de la monarchie. Il n'y avait pas qu'en Autriche que les rivalités entre slaves et allemands paralysaient toute l'activité parlementaire, en Hongrie, les Magyars voulaient également secouer le joug des Autrichiens. Les gouvernements des deux pays, cherchant un dérivatif aux questions nationales, déposèrent presque en même temps sur le bureau des Chambres un projet de loi sur le suffrage universel. Le ministère Fejervary le déposa le 19 décembre 1905. Quelques jours auparavant, le 28 novembre, M. Gautsch avait averti les membres du Reichsrath qu'ils auraient à se prononcer prochainement sur la même question. Tandis qu'il parlait, une manifesta-

tion ouvrière se produisait devant la Chambre des députés et vingt délégués venaient remettre au Président du Conseil et à celui du Reichsrath une pétition demandant l'établissement en Autriche du suffrage universel, égal et direct, sans clause ni réserve. Mais alors que le projet fut abandonné en Hongrie, M. Gautsch fit voter le 27 mars 1906 au Parlement autrichien le principe du suffrage universel par une coalition composée des députés slaves, des chrétiens-sociaux et des socialistes. Dans la même séance, le Reichsrath renvoya le texte du projet gouvernemental à un Comité composé de 49 membres, qui fut chargé de le discuter.

Mais le vote du 27 mars 1906 ne mettait pas fin aux difficultés que le gouvernement devait rencontrer dans son œuvre de réforme. Le point délicat était de répartir les circonscriptions de façon à maintenir l'équilibre entre les divers peuples dont se composait l'Empire. Les Allemands, qui, dès le début, s'étaient montrés hostiles à un changement du système électoral, ne voulaient pas être encore dépouillés de l'espèce d'hégémonie qu'ils exerçaient sur les autres nationalités; quant aux Slaves, ils espéraient au contraire pouvoir profiter de la réforme pour mettre fin à l'infériorité par trop évidente dans laquelle se ils se trouvaient vis à vis des Allemands, bien que la population slave fût en Autriche à peu près le double de la population allemande. Le minis-

tère Gautsch et le ministère Hohenlobe, qui lui succéda, durent se retirer l'un le 30 avril, l'autre le 28 mai 1906, devant l'impossibilité de mettre d'accord slaves et allemands. M. de Beck fut plus heureux que ses devanciers; il parvint à faire adopter par le Comité un compromis aux termes duquel le corps électoral autrichien était réparti entre 516 circonscriptions: 259 slaves, 233 allemandes, 19 italiennes et 5 roumaines. La loi fut votée au Reichsrath le premier décembre 1906 par 194 voix contre 63; le 20 décembre suivant, la Chambre des seigneurs, grâce à l'intervention personnelle de l'Empereur et à la limitation légale à 170 du nombre des membres de la haute assemblée nommés à vie, donna son adhésion à la réforme. La loi fut promulguée le 26 janvier 1907. Durant les quatorze mois qu'avait duré la lutte, et notamment à l'arrivée au pouvoir de M. de Beck, la Social-démocratie n'avait cessé d'organiser des réunions publiques, des manifestations dans la rue pour exercer une pression sur le Parlement.

La réforme électorale n'a pas été opérée par une seule loi; en réalité quatre lois furent votées à ce sujet par les Chambres autrichiennes (1): deux établissent le suffrage universel; une troisième cons-

(1) Voir « Egon Zweig » op. cit. et « Friz Austerlitz »
« *Le nouveau droit électoral* ».

titue un véritable Code électoral et contient la nomenclature des nouvelles circonscriptions; la quatrième édicte des pénalités contre les atteintes portées à la liberté des élections et des réunions.

Nous nous bornerons à indiquer les dispositions essentielles de ces lois : les conditions exigées pour être électeur et éligible; la façon dont ont lieu les élections; la répartition des circonscriptions; le système particulier usité en Galicie; enfin quelques peines édictées contre certaines contraventions électorales.

Sont électeurs tous les Autrichiens du sexe masculin, âgés de 24 ans accomplis, qui, dans les provinces représentées au Reichsrath, sont domiciliés depuis un an au moins au jour de la convocation des collèges électoraux dans la commune où ils ont à exercer leur droit électoral. Toutefois, les officiers, les soldats, les marins et les gendarmes ne peuvent être électeurs de par leur profession ou leur situation. En outre, sont exclus de l'électorat : 1° ceux qui sont sous la puissance paternelle, en curatelle ou en tutelle; 2°) ceux qui reçoivent ou ont reçu, pendant l'année qui précède le vote, des secours de l'Etat ou de la commune; 3°) les faillis ou liquidés judiciairement, tant que la liquidation n'est pas terminée; 4°) les condamnés à certaines peines pour vol, abus de confiance, escroquerie ou pour certaines infractions militaires (ces derniers

pendant trois ans); 5°) les personnes en détention ou sous la surveillance de la haute police; 6° les condamnés pour atteinte à la liberté électorale; 7°) ceux qui sont déchus de la puissance paternelle; 8°) les condamnés à la prison pour ivresse pendant trois ans à partir de l'expiration de leur peine.

Sont éligibles tous les électeurs âgés de trente ans et jouissant de la nationalité autrichienne depuis trois ans. Aucune condition de domicile n'est exigée. La loi énumère quelques cas d'inéligibilité, notamment en ce qui concerne certains membres de la Chambre des seigneurs.

L'élection peut nécessiter deux tours de scrutin. Pour qu'un candidat soit élu au premier tour, il faut qu'il obtienne la majorité absolue des voix émises; dans le cas contraire, il y a lieu à un scrutin de ballottage auquel ne participent, comme en Allemagne, que les deux candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix au premier tour. Le vote est secret: l'électeur inscrit sur un bulletin qui lui est remis par le président du bureau de vote le nom de son candidat; il remet son bulletin plié au président et celui-ci le dépose fermé dans l'urne. En principe, le vote n'est pas obligatoire; pourtant les diètes locales des provinces peuvent donner au vote le caractère d'une obligation; c'est ce qui a lieu dans la Basse-Autriche, en Moravie, en Silésie et à Salzburg où les électeurs doivent participer effectivement aux

élections sous peine d'une amende de 1 à 50 couronnes.

Mais les dispositions légales les plus intéressantes sont celles qui concernent la répartition des 516 circonscriptions autrichiennes. Celle-ci n'est pas basée sur le chiffre de la population du pays; on n'a pas dit par exemple, suivant en cela l'exemple de la France ou de l'Allemagne, qu'il y aurait en principe un député par 100,000 habitants. Le gouvernement et le parlement étaient obligés de tenir compte d'autres considérations: d'une part, ils se sont efforcés de diminuer autant que possible les rivalités de races à l'intérieur des circonscriptions en suivant pour découper celles-ci les limites des nationalités: c'est ainsi que la Bohême est divisée en circonscriptions tchèques et en circonscriptions allemandes; d'autre part, ils ont essayé de ménager les susceptibilités des divers éléments ethniques qui composent l'Empire en ayant égard à la représentation des intérêts et en donnant aux allemands un nombre de sièges supérieur à celui auquel ils auraient droit d'après les chiffres de la population, sans cependant que ce nombre soit aussi élevé qu'il ne l'était avant la réforme. Ainsi qu'on l'a vu, sur 516 circonscriptions, 259 sont slaves, 233 allemandes; 24 italiennes ou romaines. Les slaves n'ont donc qu'une majorité de deux voix alors pourtant qu'ils représentent environ les deux tiers de la population autrichienne.

La province de Galicie, peuplée de polonais et de ruthènes, bénéficie d'une organisation particulière qui profite aux premiers et porte préjudice aux seconds. La Galicie est divisée en 70 circonscriptions : 34 circonscriptions à majorité polonaise élisent un député d'après le système usité dans le reste de l'Empire ; 36 circonscriptions sont habitées par une population en majorité ruthène. La loi établit alors que dans celles-ci, deux députés seront élus : l'un devra réunir sous son nom la majorité des votes émis, l'autre le quart des suffrages exprimés. Il est évident dès lors que les polonais pourront ainsi faire élire un des leurs dans chacune des 70 circonscriptions de la Galicie, alors que les ruthènes n'auront des chances de l'emporter que dans 36. En outre, dans chacune de ces 36 circonscriptions, les électeurs nomment en même temps que leurs députés, par les mêmes bulletins et à la majorité relative, deux suppléants destinés à remplacer l'un ou l'autre des titulaires en cas de vacance d'un siège dans la circonscription. Si les deux sièges deviennent libres, de nouvelles élections ont lieu.

Enfin la loi édicte des pénalités contre celui qui, par des moyens défendus, prend connaissance du vote d'un électeur ; qui écrit sur un bulletin le nom d'un autre candidat que celui qui lui est désigné par un illettré ; qui vote en prenant faussement les noms et qualités d'un électeur inscrit, avec ou contre la volonté de celui-ci, etc...

Tel est, dans ses grandes lignes, le mode d'élection établi récemment en Autriche. Est-ce véritablement le suffrage universel? Sans doute la réponse est affirmative, si l'on tient compte uniquement de ce fait que tous les autrichiens âgés de 24 ans votent. Mais on doit néanmoins remarquer que le suffrage d'un électeur autrichien a plus ou moins d'importance suivant que cet électeur est allemand ou slave, et s'il est slave suivant qu'il est par exemple polonais ou ruthène. La « *Nouvelle Presse libre* » de Vienne (1) a calculé que 33,777 allemands suffisent pour élire un représentant alors qu'un député polonais représente 46,365 habitants, un tchèque 52,729 et un ruthène 94,748. Si le suffrage en Autriche est universel, il n'est pas égal. La loi a, d'une façon indirecte, établi une sorte de vote plural qui profite au peuple allemand et nuit à tous les autres. Ce caractère du suffrage en Autriche peut avoir son importance au point de vue socialiste si certains peuples se montrent plus accessibles que d'autres aux idées de la Social-démocratie.

(1) Voir « *Revue politique et parlementaire* » n° de Juin 1907.

CHAPITRE II

La campagne électorale : résultat des deux tours de scrutin

Ainsi qu'on pouvait s'y attendre, la campagne électorale fut très vive en Autriche. Cela tenait d'une part à ce que l'on faisait pour la première fois véritablement l'expérience du suffrage universel et d'autre part à ce que les partis politiques étaient très nombreux et les luttes de classes compliquées encore par des rivalités de races. La Social-démocratie avait à combattre à la fois les partis bourgeois, libéraux ou conservateurs, et un parti démocratique, en apparence du moins, et religieux : les chrétiens-sociaux ou antisémites. Elle devait en outre essayer de faire accepter ses idées internationalistes par des peuples, slaves, allemands, latins, qui jusqu'à ces dernières années n'avaient prêté attention qu'à des questions nationales. La tâche était ardue; sous l'habile direction de ses chefs, dont le Dr Adler est le plus célèbre, la démocratie socialiste autrichienne se mit courageusement à l'œuvre.

Le parti socialiste autrichien, s'il n'avait joué jus-

que-là qu'un rôle effacé dans les élections, n'en était pas moins un parti plein de vie qui avait su exercer son activité et dans le domaine des idées et dans celui des faits. Au début, le socialisme autrichien n'avait été qu'un prolongement du socialisme allemand : Lassalle avait ses partisans non seulement en Allemagne mais en Autriche et Marx avait exercé également une influence sur la classe ouvrière de l'Empire voisin de l'Allemagne. Les groupes appartenant à ces deux partis, lassallien et marxiste, ne s'unifièrent qu'en 1888 au Congrès de Hainfeld : la tendance internationaliste, intransigeante et révolutionnaire du marxisme l'emporta sur la tendance plutôt nationale et opportuniste de l'école de Lassalle.

Pourtant une réaction ne tarda pas à se produire contre les idées surannées du marxisme ; mais le mouvement révisionniste autrichien, au lieu de se heurter à l'opposition toute puissante des grands chefs du parti socialiste, comme cela s'était produit en Allemagne, fut conduit par le Dr Adler lui-même qui sut habilement faire triompher officiellement ses conceptions au Congrès de Vienne de 1901. M. Bourdeau a fort heureusement exposé les idées nouvelles qui y furent émises (1) : « A ce Congrès, écrit-il, Adler accomplit ce tour élégant de codifier la critique de Bernstein, tout en désavouant Bernstein, afin

(1) Voir « *Journal des Débats* » n° du 26 Mai 1907.

de ne pas encourir les foudres d'excommunication du grand-prêtre marxiste Kautsky, qui était dans la salle. Avec une subtilité toute talmudique, il soutint ce paradoxe que plus le bien-être s'accroît pour la classe ouvrière, plus elle est exploitée. En présence de l'augmentation des salaires, de la puissance sans cesse accrue de la classe ouvrière, disait en substance Adler, il est impossible de maintenir la théorie de la paupérisation des masses par la grande industrie. On ne saurait non plus parler d'esclavage et d'oppression; il faut réserver ces déclamations pour les réunions publiques. Ecrivons simplement que plus la classe ouvrière est rémunérée, plus sa situation s'améliore et plus elle est exploitée. En effet les hauts salaires sont le résultat d'une productivité, d'une prospérité toujours croissantes de l'industrie et de bénéfices considérables dont les ouvriers ne touchent qu'une part infime. Cette part, il leur deviendra de plus en plus aisé de la prendre tout entière, non en reformant la société actuelle, mais en expropriant les expropriateurs. Adler mettait ainsi en lumière cette vérité psychologique et historique: plus les désirs sont satisfaits, plus ils s'accroissent impérieusement. La misère ne produit que résignation. Ce sont les classes arrivantes qui font les révolutions, comme le prouve l'exemple de la bourgeoisie. La révolution prolétarienne, d'après Adler, ne pourra s'accomplir sans le secours du mi-

litarisme. Et c'est pourquoi il rejette le pacitisme de la petite bourgeoisie et l'antimilitarisme des anarchistes, des socialistes anarchisants. Dans Marx et Engels, disait-il, vous ne trouverez aucun passage où ils prônent la paix éternelle, mais bien des plaidoyers entiers pour l'extension de l'armement du peuple. De même que le suffrage universel rendra les parlements socialistes, le service universel socialisera l'armée après l'avoir démocratisée. Il faut apprendre à nous pénétrer de la valeur révolutionnaire du militarisme. »

Enfin dans le domaine des faits, le parti socialiste s'était déjà imposé à l'attention publique par une immense grève agricole qui se produisit en 1902 dans la province de Galicie, par la grève des chemins de fer de 1905 et par d'imposantes manifestations en faveur du suffrage universel.

Dès le mois de février, et bien que les élections ne fussent fixées qu'au 15 mai, les socialistes commencèrent la campagne sinon dans tout l'Empire, tout au moins dans les villes où ils avaient le plus de chance de l'emporter sur leurs adversaires bourgeois. Disposant d'une organisation admirable, de l'aveu même de leurs adversaires, ils mirent tout en œuvre pour répandre le plus possible leurs journaux et des centaines de milliers de brochures électorales, s'efforçant de faire connaître aux électeurs le but de la Social-démocratie et les moyens que celle-ci en-

tendait employer pour arriver à ce but. Mais on chercherait vainement dans ces publications les idées qui furent développées en 1901 au Congrès de Vienne; par contre on y retrouve toutes les déclamations que M. Adler trouvait bonnes pour les réunions publiques (1).

Les socialistes attaquent évidemment le capitalisme qui permet l'accumulation croissante de richesses immenses entre les mains de quelques privilégiés et engendre la misère pour la grande masse de la population. Ils se présentent à tous ceux qui travaillent, des mains ou du cerveau, comme leurs sauveurs. « La Social-démocratie, disent-ils, veut élever la situation économique et améliorer la position sociale des travailleurs; elle veut les rendre libres au point de vue moral et politique. Elle est donc économiquement le parti de la politique sociale poussée le plus loin possible et politiquement le parti de la démocratie poussée le plus loin possible, d'où son nom de Social-démocratie ».

Partant de ce principe, les socialistes exposent au peuple, d'une part, leurs revendications politiques, d'autre part leurs revendications économiques.

Les premières sont celles de tous les partis démocratiques.

(1) Voir notamment une brochure de M. Ellenbogen, intitulée « Que veulent les socialistes? »

Les socialistes veulent étendre le suffrage universel, direct, égal et secret à toutes les élections pour les diètes des provinces et pour les municipalités; ils veulent abaisser à vingt ans l'âge nécessaire pour être électeur, sans différence de sexe; ils demandent que l'on fixe les élections à un jour de repos légal.

Ils se prononcent en faveur de la liberté d'opinion et ils entendent par là la liberté de la presse, de réunion et d'association. Ils se basent, pour réclamer cette liberté, sur ce qu'on ne doit gêner l'éclosion d'aucune idée nouvelle parce qu'on ne peut se rendre compte de sa valeur au moment où elle se produit et sur ce que les jugements qui condamnent les délits d'opinion sont forcément arbitraires parce que ces délits ne tombent pas sous le sens comme un crime ou un vol.

Ils demandent la modification de la législation dans un sens démocratique: suppression des lois contre les vagabonds et les mendiants que l'Etat ne doit pas rendre responsables des conséquences de l'organisation capitaliste de la société; garanties d'indépendance pour les juges qui seront ainsi moins enclins à rendre des jugements de classe; gratuité de la justice; indemnités pour les personnes qui sont arrêtées ou condamnées injustement; élection des jurés sur la base du suffrage universel, c'est-à-dire possibilité pour les ouvriers de faire partie du jury; soumission de tous les fonctionnaires aux lois et aux

juridictions ordinaires; suppression de la peine de mort; égalité de traitement devant les tribunaux pour les riches et pour les pauvres.

Les socialistes sont partisans de la séparation de l'Eglise et de l'Etat et de celle de l'Eglise et des Ecoles. Celles-ci doivent rester étrangères à la politique et ne peuvent avoir comme but que de procurer aux enfants qui vont affronter la lutte pour l'existence les armes de la science.

Ils veulent également transformer le système d'impôts qui existe en Autriche et qui a pour résultat de faire payer aux classes non possédantes les deux tiers des charges de l'Etat. On arrivera à un meilleur résultat, disent-ils, en supprimant les impôts indirects établis sur les objets de première nécessité, en les remplaçant par un impôt progressif sur les revenus, le capital et les successions et en monopolisant au profit de l'Etat toutes les grandes industries.

Les socialistes protestent contre la politique militaire de l'Empire; contre les frais nécessaires à l'entretien d'une armée permanente que le gouvernement se propose encore d'augmenter; contre le danger que cette situation fait courir à la paix; contre le militarisme qui est dirigé non seulement contre l'ennemi extérieur mais aussi contre l'ennemi intérieur, c'est-à-dire le prolétariat, ainsi que l'a déclaré lui-même le ministre de la défense nationale. Ils demandent

enfin que les représentants du peuple aient seuls le droit de déclarer la guerre; que les armées permanentes soient remplacées par des milices et que les conflits internationaux soient portés devant un tribunal arbitral.

Sur le terrain économique, ils demandent à la loi de protéger les ouvriers contre les abus des patrons qui ne cherchent qu'à augmenter le gain d'entreprise et à diminuer le prix de la marchandise : force de travail. Pour des raisons que l'on connaît déjà, ils réclament la journée de huit heures, la limitation du travail de nuit aux exploitations où il est absolument nécessaire; une protection spéciale du travail des femmes et des enfants; le repos du dimanche, l'adjonction aux inspecteurs du travail de représentants des ouvriers et des ouvrières; une loi garantissant le libre exercice du droit de coalition; le perfectionnement et l'achèvement de la législation d'assurances ouvrières.

Enfin, comme leurs camarades d'Allemagne, ils se défendent de vouloir détruire la famille et la religion, de vouloir annihiler la personnalité humaine et uniformiser intellectuellement les hommes; ils protestent de leurs sentiments patriotiques et se déclarent prêts à défendre contre toute attaque le territoire autrichien et le petit peu de civilisation occidentale qu'ils possèdent.

Ils disent à l'ouvrier : « Ouvrier, souviens-toi que

tu es ouvrier ; fais ta propre politique ; tu n'as besoin d'aucune tutelle ; prends ton sort en tes propres mains. Vote dans le combat électoral qui approche pour ton propre parti, pour le parti qui n'est pas autre chose que toi-même, vote pour la Social-démocratie ! » Et à l'employé : « Si tu as conscience d'être une partie du peuple travailleur, de n'être ni meilleur ni pire que les ouvriers, vote en faveur des candidats socialistes ! »

Après avoir exposé leur programme, les socialistes attaquent les partis bourgeois qui, lors des élections, s'engagent à défendre toutes les revendications sociales et politiques du peuple et n'ont rien de plus pressé, quand arrive le moment de tenir leurs promesses, que de voter pour le maintien des impôts indirects et des tarifs douaniers, pour l'augmentation du budget militaire, contre l'établissement du suffrage universel ou le libre exercice du droit de coalition. Mais ils s'en prennent tout particulièrement aux chrétiens-sociaux (1) ; ils corrompent les institutions politiques et empoisonnent la vie publique, écrivent les journaux socialistes. Ils ont inoculé à l'Empire le virus du cléricalisme, cet ennemi de tout progrès et de tout développement intellectuel ; ils sont responsables du renchérissement des vivres qui s'est

(1) Voir notamment « *Arbeiter-Zeitung* » n° du 14 Mai 1907.

produit dans toutes les villes où ils sont à la tête de la municipalité; ils ont permis au népotisme de sévir dans toutes les branches de l'administration; ils persécutent enfin tous ceux qui ne pensent pas comme eux.

Enfin la veille des élections la « *Gazette des travailleurs* » (*Arbeiter-Zeitung*) de Vienne, se souvenant sans doute de l'article du *Vorwärts*, écrivait (1) : « Electeurs, l'heure est arrivée où vous allez prononcer, dans le combat politique le plus important que connaisse l'histoire constitutionnelle de l'Autriche, votre décision sur la situation présente et le développement futur de l'Etat et de son Parlement..... Votez pour la Social-démocratie, pour le parti du progrès, de la civilisation, de la démocratie! Votez pour le parti qui vous a procuré le droit électoral! » Le peuple autrichien ne devait pas se prononcer dans le même sens que la nation allemande, quatre mois plus tôt.

Quant aux autres partis, ils firent preuve également d'une grande activité: ministres, chefs de fractions parlementaires, députés sortants, candidats nouveaux organisèrent des conférences, écrivirent dans leurs journaux, adressèrent aux électeurs influents de leurs circonscriptions des lettres qui étaient destinées à la publicité. Mais tous ces hom-

(1) Voir « *Arbeiter-Zeitung* » n° du 14 Mai 1907.

mes politiques ne sont pas hantés de la peur du socialisme; c'est à peine s'ils en parlent. Par contre, ils consacrent de longs développements aux questions nationales; les uns examinent les moyens de maintenir l'union entre l'Autriche et la Hongrie, les autres s'occupent des rapports qui existent en Autriche même entre allemands et slaves, entre tchèques et polonais, entre polonais et ruthènes. Sans doute ces questions n'ont plus l'importance qu'elles avaient auparavant, mais elles n'en continuent pas moins à faire l'objet de nombreuses controverses; elles ne disparaissent pas devant les problèmes sociaux comme l'établissement d'assurances ouvrières ou la réforme fiscale dont les candidats bourgeois s'occupent cependant pour ne pas laisser croire au prolétariat que la Social-démocratie est le seul parti soucieux de ses intérêts.

*
* *

Le 15 mai 1907, le premier tour de scrutin pour les élections au Reichsrath eût lieu dans 439 circonscriptions de l'Empire d'Autriche sur 516. Dans les provinces de la Galicie et de la Dalmatie, les opérations électorales n'eurent lieu qu'un peu plus tard.

Sur 5,570,288 électeurs inscrits (1) et 4,505,552 votants, les socialistes obtinrent 1.033,565 voix.

(1) Ces chiffres et les suivants sont basés sur les résultats donnés par la commission centrale de statistique siégeant à Vienne.

18,5 o/o de tous les électeurs inscrits et 22,9 o/o des votants se prononcèrent en leur faveur. Ils eurent 60 élus et participaient à 121 ballottages.

Dans seize provinces sur dix-sept dont se compose l'Autriche, la Social-démocratie présenta des candidats; elle ne s'abstint de participer à la lutte électorale qu'en Dalmatie. Mais elle fut bien loin de remporter le même succès dans chacune de ces provinces; aussi est-il intéressant d'examiner la répartition des voix socialistes dans les différents pays de l'Empire.

Basse-Autriche. (64 circonscriptions allemandes). C'est dans cette province qu'est située Vienne, la capitale de l'Empire, qui envoie au Reichsrath 33 députés. La lutte fut circonscrite pour ainsi dire entre le parti chrétien-social et le parti socialiste. Celui-ci non seulement, conserva ses anciennes positions: Favoriten, Ottakring, Floridsdorf qui réélirent Adler Ellenbogen, Schubmeyer, les chefs de la Social-démocratie, mais l'emporta encore dans cinq autres circonscriptions; en outre ses candidats participaient à quatre ballottages; pourtant il perdit la circonscription de Margaretten. Sur 365.856 électeurs inscrits pour la ville de Vienne seulement et 312.863 votants, les socialistes obtinrent 124.527 voix; ils laissèrent bien loin derrière eux les partis bourgeois et ne furent distancés que de quelques milliers de voix par les chrétiens-sociaux.

Enfin dans le reste de la Basse-Autriche, ils eurent quatre élus dans les circonscriptions urbaines et vinrent en ballottage pour quatre mandats; mais 56,008 voix seulement se prononcèrent en leur faveur.

Haute-Autriche. (22 circonscriptions allemandes). Cette province est un fief du parti chrétien-social qui conquiert dès le premier tour de scrutin 16 circonscriptions sur 22. La Social-démocratie ne recueille que 21,274 voix sur 182,677 électeurs inscrits et 165,401 votants. Elle ne réussit à faire élire qu'un de ses candidats à Linz, la capitale de la Haute-Autriche, où elle aura à lutter encore pour deux sièges lors de scrutin de ballottage.

Province de Salzbourg. (7 circonscriptions allemandes). Les socialistes n'obtiennent que 7,452 voix sur 39,618 électeurs inscrits et 38,536 votants. Etant donnée la répartition des circonscriptions faite sans que l'on ait séparé les villes des campagnes, la Social-démocratie n'a pas d'élus et ne participe qu'à un seul ballottage.

Styrie. (23 circonscriptions allemandes, 7 circonscriptions slovènes). Bien qu'ils ne disposent que de 47,585 voix sur 282,780 électeurs inscrits et 219,739 votants, les socialistes réussissent à faire élire cinq des leurs au premier tour de scrutin dans les villes industrielles de cette province et participent à un ballottage.

Carynthie. (9 circonscriptions allemandes, 1 circonscription slovène). 13,239 voix sur 72,614 électeurs inscrits et 55,470 votants; un élu; les socialistes prennent part à un ballottage.

Carniole. (11 circonscriptions slovènes, 1 circonscription allemande). Les socialistes réussissent à peine à se faire connaître dans cette province. Sur 96,290 électeurs inscrits et 68,394 votants, ils n'obtiennent que 4,720 voix. Ils n'ont évidemment aucun élu et ne participent à aucun ballottage.

Tyrol. (16 circonscriptions allemandes, 9 circonscriptions italiennes). Il en est de même dans le Tyrol (200,877 électeurs inscrits, 149,877 votants, 13,369 voix socialistes) où l'intérêt des élections réside dans la lutte entre les chrétiens-sociaux qui représentent l'élément populaire et les cléricaux qui défendent les intérêts de l'aristocratie. Pourtant les socialistes participent à trois ballottages.

Vorarlberg. (4 circonscriptions allemandes). 27,913 électeurs inscrits, 23,873 votants, 1,910 voix socialistes. Les Chrétiens-sociaux font élire leurs quatre candidats au premier tour de scrutin.

Goritz et Gradiska. (3 circonscriptions slovènes et 3 italiennes). 53,592 électeurs inscrits, 40,502 votants, 3,235 voix socialistes. Le Parti n'a aucun élu et ne participe à aucun ballottage.

Kustenland : Trieste et Istrie. (7 circonscriptions italiennes, 2 slovènes et 2 croates). Les socialistes ne

recueillent que 12,410 voix sur 114,114 électeurs inscrits et 84,343 votants. Pourtant ils réussissent à faire passer leur candidat dans la première circonscription de Trieste et viennent en ballottage dans trois autres.

Dalmatie. (11 circonscriptions croates). Les socialistes n'ont présenté aucun candidat dans la province où moitié seulement des 135,460 électeurs inscrits ont pris part au scrutin.

Bohême. (55 circonscriptions allemandes, 75 circonscriptions tchèques). C'est dans ce pays que le parti socialiste a remporté le plus éclatant succès. Cela tient évidemment à ce que la Bohême est une région où l'industrie est très développée.

Dans les circonscriptions allemandes, sur 526,782 électeurs inscrits et 426.156 votants, la Social-démocratie obtient 168,115 voix. Elle a douze élus et participe à 24 ballottages. Ses candidats battent des hommes qui ont joué un rôle important dans la vie politique de l'Autriche: c'est ainsi que dans la circonscription rurale d'Eger, le chef du mouvement pangermaniste, Schöner, succombe devant un socialiste qui obtient six fois plus de voix que lui; le comte Buquoy, qui fut ministre de l'agriculture, subit le même sort.

Le succès est peut-être encore plus grand dans les circonscriptions tchèques; sur 848.408 électeurs inscrits et 698,785 votants, 274,647 voix se prononcent

en faveur de la Social-démocratie qui obtient 17 mandats législatifs et vient en ballottage pour 38 autres mandats. Il résulte de ces chiffres que dans 55 circonscriptions tchèques sur 75, les socialistes tiennent le premier ou le second rang : les partis bourgeois n'ont eu que dix élus au premier tour et 10 ballottages seulement auront lieu hors la présence des candidats de la Social-démocratie. Celle-ci s'est développée surtout au détriment du parti jeune-tchèque dont l'échec est plus grave encore que ne le redoutaient ses chefs.

En résumé, dans toute la Bohême, le parti socialiste possède dès le 15 mai 29 mandats; il obtient 39 o/o des voix émises et représente 32 o/o des électeurs inscrits.

Silésie. (9 circonscriptions allemandes, 2 tchèques et 4 polonaises). C'est la seule province autrichienne où le pourcentage des voix socialistes soit plus élevé qu'en Bohême; avec 55,177 voix en effet, la Social-démocratie obtient 47 o/o des votants et 42,8 o/o des électeurs inscrits. En outre elle a quatre élus : un allemand, un tchèque et deux polonais; elle participe à huit ballottages. Toutefois le succès du Parti dans un pays qui n'élit que quinze députés ne saurait être comparé à celui qu'il a obtenu en Bohême.

Moravie. (19 circonscriptions allemandes, 30 circonscriptions tchèques). Le parti socialiste obtient dans les circonscriptions allemandes 42,231 voix sur

155,152 électeurs inscrits et 137,484 votants, deux mandats et dans les circonscriptions tchèques 101,510 voix sur 367,560 électeurs inscrits et 328,574 votants, trois mandats. Il participe à sept ballottages en pays allemand et à treize en pays tchèque. Comme en Bohême, la caractéristique des élections dans les circonscriptions tchèques est l'écrasement du parti jeune-tchèque qui ne réussit pas à faire élire un seul député au premier tour de scrutin.

Bukowine. (4 circonscriptions allemandes, 5 ruthènes, 5 roumaines). Le nombre des voix socialistes dans cette province est insignifiant: 4,120 sur 158,281 électeurs inscrits et 116,118 votants. Le Parti participe à un ballottage dans une circonscription allemande.

Galicie. (34 circonscriptions polonaises, 36 circonscriptions à populations ruthènes et polonaises mélangées). En Galicie enfin, les socialistes ne présentèrent pas des candidats dans les 70 circonscriptions; aussi ne recueillirent-ils, sur 1,416,779 électeurs inscrits et 1,178,423 votants, que 82,036 voix. Deux de leurs candidats furent élus au premier tour de scrutin dans les circonscriptions polonaises où le parti socialiste participera à cinq ballottages. Dans les circonscriptions à populations mélangées qui élirent, comme on le sait, un député de la majorité et un député de la minorité, la Social-démocratie ne réussit qu'à prendre part à six ballottages. Elle

éprouva un échec sensible en la personne de M. Daszynski, l'un de ses chefs, qui fut battu par un démocrate dans une circonscription rurale polonaise.

. . .

Ce qui s'était produit en Allemagne en 1903, après le succès obtenu par les socialistes au premier tour de scrutin, se renouvela alors en Autriche. La Social-démocratie redoubla d'énergie, comptant bien augmenter encore au second tour, dans une forte proportion, le nombre de ses élus. Elle recommanda à ses partisans de voter avant tout contre les chrétiens-sociaux, les plus dangereux adversaires de la classe ouvrière et contre les candidats bourgeois agrariens, responsables du renchérissement des vivres ; elle laissa aux libéraux le soin de décider de l'attitude qu'ils devaient prendre vis-à-vis du parti socialiste pour demeurer d'accord avec leurs convictions politiques. « Il ne s'agit plus le 23 Mai, écrivit l' « *Arbeiter-Zeitung* » (1), pour les libéraux et les socialistes de mesurer leur force. Ce travail a été fait le 14 mai. Il s'agit de savoir si nous voulons livrer nos écoles aux cléricaux, si le peuple veut que les agrariens aient le dernier mot dans toutes les questions économiques intéressant le pays. » Mais cet appel à l'union ne trouva qu'un faible écho dans les rangs des partis bourgeois libéraux. Sans doute le Prési-

(1) Voir « *Arbeiter-Zeitung* » n° du 23 Mai 1907.

dent du Conseil des ministres ne réussit pas à obtenir, des chefs libéraux allemands, la conclusion d'un accord avec les chrétiens sociaux contre les socialistes. Mais ce que les chefs ne voulurent pas faire, les comités électoraux le réalisèrent dans maintes circonscriptions. Chrétiens sociaux et libéraux, ennemis du socialisme de la subversion, se prêtèrent aux ballottages, un mutuel appui. De même, en Bohême, les pangermanistes, promoteurs du mouvement « *Les von Rom* » s'allièrent aux antisémites; les jeunes-tchèques signèrent un compromis avec les autres groupes tchèques: agrariens, nationaux, radicaux. Seuls, les éléments juifs, comme cela se produisit en Galicie notamment, et quelques nationaux italiens se déclarèrent ouvertement en faveur des socialistes.

Pourtant ces ententes dirigées contre l'ennemi commun ne réussirent qu'imparfaitement; la Social-démocratie parvint à faire élire au second tour de scrutin, 27 députés.

Dans la Basse-Autriche, les socialistes, qui participaient à huit ballottages, ont quatre nouveaux élus, dont deux à Vienne, en partie, grâce à l'appui des libéraux allemands. Un de leurs candidats bat un des chefs du parti chrétien-social, M. Schneider, le plus violent antisémite du Parlement autrichien.

A Linz, capitale de la Haute-Autriche, les deux socialistes qui venaient en ballottage sont élus, avec les suffrages des chrétiens-sociaux dont le mot d'ordre

électoral avait été : « Aucune voix aux candidats libéraux Boheim et Löcker ». Ce dernier fut pourtant rapporteur de la réforme électorale au Reichsrath.

En Carinthie, un socialiste soutenu par les cléricaux slovènes est élu ; de même, en Styrie ; en Moravie, un collège électoral allemand et deux collèges électoraux tchèques passent au second tour entre les mains des socialistes. A Trieste, les libéraux italiens, menacés par une coalition sloveno-socialiste, abandonnent la lutte et les trois candidats de la Social-démocratie sont élus sans opposition. Un socialiste allemand et un socialiste italien l'emportent sur leurs adversaires bourgeois dans les deux capitales du Tyrol : Innsbruck et Trient. En Silésie, les socialistes, qui participaient à huit ballottages, ont deux élus : l'un allemand, l'autre polonais. En Bukowine, un socialiste roumain est élu. Le candidat du Parti, en ballottage dans le duché de Salzbourg, est battu.

Mais c'est surtout en Bohême que les résultats du second tour de scrutin sont intéressants. Dans les circonscriptions allemandes, par suite de l'union des partis bourgeois, les socialistes qui participaient à 24 ballottages ne parviennent à faire élire que quatre nouveaux députés ; pourtant, dans de nombreuses circonscriptions, ils succombent avec des minorités énormes : un déplacement de cinquante à cent voix aurait pu leur assurer le succès. Dans les circonscriptions tchèques, les résultats sont encore plus dé-

favorables pour le parti socialiste : ses candidats venaient en ballottage pour 38 mandats ; ils n'en obtiennent aucun. Prague, qui a élu trois socialistes au premier tour, donne cette fois-ci de fortes majorités aux représentants des différents partis nationaux tchèques ; il en est de même dans toutes les autres circonscriptions de la Bohême. Le parti jeune-tchèque notamment, qui avait été décimé le 14 mai, parvient à prendre sa revanche sur les socialistes.

Enfin en Galicie, deux socialistes ruthènes et deux socialistes polonais sont élus ; l'un de ces derniers est M. Diamand, un des socialistes les plus connus de la province qui l'emporte à Lemberg, capitale de la Galicie.

En résumé, après les deux tours de scrutin, 87 socialistes sont élus : 49 sont allemands, 23 tchèques, 7 polonais, 5 italiens, 2 ruthènes ; un est roumain.

Ils se répartissent entre les provinces de l'Autriche, de la façon suivante :

Basse-Autriche : 16. — Haute-Autriche : 3. — Styrie : 6. — Carinthie : 2. — Tyrol : 2. — Trieste : 4. — Bohême : 33. — Moravie : 8. — Silésie : 6. — Bukowine : 1. — Galicie : 6.

CHAPITRE III.

Appréciation sur les élections; causes du succès socialiste

Si l'on porta jamais un jugement unanime sur un succès socialiste, ce fut bien après les élections autrichiennes de 1907. Il est évident que la presse de la Social-démocratie devait triompher après les journées des 14 et 23 mai 1907. Le lendemain du premier tour du scrutin, l'« *Arbeiter-Zeitung* » écrivait que la Social-démocratie autrichienne venait de vivre un jour de triomphe, que ses chefs se doutaient bien que les élections seraient pour elle un succès, mais qu'ils n'avaient pas osé escompter une pareille victoire. Puis ce journal s'étendait sur les résultats obtenus par le Parti en pays allemand, à Vienne notamment, où il se félicitait de l'échec que les socialistes avaient su infliger aux chrétiens-sociaux dans plusieurs circonscriptions, et dans la Bohême allemande où le parti socialiste avait plus d'élus au premier tour que tous les partis bourgeois réunis. Le « *Pravo Lidu* », organe de la Social-démocratie tchèque, déclarait de son côté que la journée du 14 mai était un jour de gloire et d'honneur pour le peuple tchèque et que le

parti socialiste ne trahirait pas la confiance dont le prolétariat avait fait preuve à son égard. Après le second tour de scrutin, bien que les ballottages n'aient pas été aussi favorables à la Social-démocratie qu'on aurait pu s'y attendre, les journaux socialistes affirmaient que leur succès dépassait en force et en puissance tous ceux qu'ait jamais obtenus un parti en Autriche. L'« *Arbeiter-Zeitung* » ajoutait que la Social-démocratie était le premier, le seul parti d'Empire, réunissant des adhérents parmi toutes les nations de l'Autriche, faisant flotter son drapeau victorieux à Czernowitz comme à Innsbruck, à Prague comme à Trieste, s'exprimant enfin dans les huit langues de l'Etat. Les socialistes étrangers ne ménagèrent pas les éloges à leurs camarades autrichiens. M. Kautsky écrivit (1), dans une lettre qu'il adressa au groupe de Vienne, que le 14 mai 1907 appartenait aux grandes dates historiques à partir desquelles commence pour un peuple une époque nouvelle et que la victoire de la Social-démocratie autrichienne était d'autant plus remarquable que rarement une campagne électorale avait été menée d'une façon aussi ouvertement socialiste que celle-ci.

Pourtant il faut remarquer que lorsque l'« *Arbeiter-Zeitung* » déclare que le nombre des voix ob-

(1) Voir « *Arbeiter-Zeitung* » n° du 26 Mai 1907.

tenues par les candidats socialistes dépasse le quart de tous les suffrages émis (1), il fait abstraction des résultats électoraux de la Galicie et de la Dalmatie qu'il considère sans doute comme des pays de civilisation inférieure. Il est de fait que dans toute l'Autriche, ces deux provinces exceptées, les socialistes, avec 951,529 voix, représentent 29,2 o/o des votants dont le nombre s'est élevé en 1907 à 3,252,399. Mais l'absence de candidats socialistes en Dalmatie, le faible nombre de voix recueillies par la Social-démocratie en Galicie, où plus d'un million d'électeurs votèrent, ramènent le pourcentage des voix socialistes pour tout l'Empire d'Autriche à 22,9 o/o seulement.

Quant à la presse bourgeoise, elle est unanime à constater la victoire du parti socialiste et à s'en étonner. « C'est une victoire qui surprend, » écrit le journal libéral « *Fremden-Blatt* » (1). « Les socialistes ont remporté un succès inespéré, » déclare le maire antisémite de Vienne, Dr Lüger (2), au grand scandale de l'« *Arbeiter-Zeitung* » qui affirme que le succès de la Social-démocratie n'est que le résultat d'un long et patient travail et qu'il n'étonne que parce que le parti socialiste n'a pas l'habitude de se vanter à l'avance. Mais ce qui surprend la presse

(1) Voir n° du 16 Mai 1907.

(2) Voir « *Fremden-Blatt* » n° du 16 Mai 1907.

bourgeoise, ce n'est pas tant le succès du parti socialiste en lui-même, que la force d'extension de ce dernier dans les campagnes où les petits cultivateurs, les artisans, les ouvriers agricoles ont vigoureusement protesté par leur vote contre la politique agrarienne du gouvernement et de ceux qui le soutiennent. Pourtant elle se console en pensant que si les 87 députés socialistes représentent environ le sixième des membres du Reichsrath, ces députés ont le plus grand intérêt à rendre efficace le travail du Parlement et qu'à tout prendre ils ne seront pas plus dangereux dans une assemblée de 516 membres que 79 socialistes ne le furent au Reichstag, qui ne compte que 397 députés. « En Allemagne, en Angleterre, en France, écrit la *Nouvelle Presse libre de Vienne* (1), le parti socialiste appartient depuis longtemps à l'inventaire parlementaire et on y a fait l'expérience qu'il n'était pas moins soumis que les autres aux oscillations de la faveur populaire et aux caprices de la chance électorale. »

En réalité, le succès de la Social-démocratie autrichienne est considérable. Sans aller jusqu'à dire, avec M. Gessmann (2) que la question qui se pose dès maintenant dans l'Empire est de savoir si l'avenir appartiendra au « socialisme de la subversion » ou

(1) Voir n° du 15 Mai 1907.

(2) Voir « *Fremden-Blatt* » n° du 16 Mai 1907.

au « socialisme chrétien » ; sans aller jusqu'à admettre l'opinion de M. J. Bourdeau (1), qui prétend que le suffrage universel menace d'internationaliser l'Autriche, on doit cependant reconnaître que le parti socialiste autrichien, dès que les institutions politiques de l'Empire ont permis à la force qui était en lui de se manifester librement, a pris le premier rang en Europe par l'importance de sa représentation parlementaire et le second par le nombre des électeurs qu'il a réunis sur son programme.

Les causes de ce développement sont nombreuses et d'inégale importance.

Il ne faut pas faire état ici du changement qui s'est produit dans le système électoral autrichien. La réforme de 1907 n'est pas une cause du développement socialiste; elle n'est qu'un événement qui a donné à la Social-démocratie l'occasion de faire apparaître son importance réelle. Pourtant, si l'on ne peut voir dans l'établissement du suffrage universel en Autriche une des causes du succès socialiste, on doit admettre que les circonstances dans lesquelles s'est accomplie cette réforme ont contribué dans une certaine mesure à augmenter le nombre des partisans de la Social-démocratie. Ce sont les socialistes en effet, qui ont conduit le mouvement en faveur du suffrage universel, égal et direct; la réforme électo-

(1) Voir « *Journal des Débats* » n° du 26 Mai 1907.

rale a toujours été leur revendication politique principale. « C'est en septembre 1905, écrit à ce sujet l'« *Arbeiter-Zeitung* » (1), qu'a commencé le grand combat qui s'est terminé d'une façon si glorieuse. A cette époque, les ministres hongrois Fejervarry et Kristoffy soutenaient au Conseil d'Empire, réuni à Ischl l'idée que seule l'introduction du suffrage universel et égal pouvait mettre fin à la crise hongroise. Mais le baron Gautsch combattit la réforme électorale dans le royaume voisin, sous prétexte qu'on ne pourrait pas refuser plus longtemps aux ouvriers de l'Autriche, le suffrage universel et égal si on l'accordait à ceux de la Hongrie. Lorsque la nouvelle de cet événement fut connue, un mouvement de colère se produisit dans le camp du prolétariat autrichien. Une conférence socialiste, à laquelle étaient représentées toutes les nationalités de l'Autriche, appela les ouvriers à un nouveau combat pour la réforme électorale. A partir de ce moment, la classe prolétarienne n'eut plus un instant de repos. Au nom de tous les ouvriers autrichiens, le Congrès du Parti fit connaître, le 30 octobre 1905, sa détermination de conquérir le suffrage universel, coûte que coûte, en ayant recours, s'il le fallait, aux armes redoutables du mouvement populaire. En des démonstrations puissantes, qui eurent lieu dans toutes les villes de

(1) Voir « *Arbeiter-Zeitung* » n° du 26 Mai 1907.

l'Empire, la classe ouvrière affirma sa volonté inflexible. Le gouvernement céda. Il s'agit alors de vaincre la résistance du Parlement. Lorsque la grande œuvre de réforme fut à nouveau menacée par les privilégiés, les représentants du Parti socialiste demandèrent aux ouvriers de Vienne de préparer sans retard la grève des masses de trois jours.... Dans toutes les villes de l'Empire, les hommes de confiance se réunirent pour fixer la date de la grève. Tremblant devant la perspective d'une levée générale de la classe ouvrière, les privilégiés cédèrent et la grande œuvre de réforme fut enfin accomplie. » Dans cette page du journal socialiste viennois, on trouve évidemment des exagérations et même quelques inexactitudes. Il est certain en effet que le gouvernement autrichien ne s'est pas décidé à soutenir la réforme électorale à la suite des manifestations ouvrières socialistes ; ce furent des motifs d'une gravité exceptionnelle qui le contraignirent à abandonner la manière de voir, que M. Gautsch avait exposée au mois de septembre 1905 au Conseil d'Empire, réuni à Ischl ; et si la pression exercée par le peuple sur le Parlement est évidente, il n'est pas douteux pourtant qu'une partie du Reichsrath, la fraction tchèque notamment, s'est prononcée en faveur du suffrage universel parce qu'elle voyait la possibilité de tirer de cette réforme des avantages nationaux. Quoi qu'il en soit, la part active que la Social-démocratie

prit à l'établissement du suffrage universel, lui gagna des électeurs dans la masse de la population. Un grand nombre d'indifférents, qui jusque-là n'avaient pas fait usage de leur droit de vote dans la curie du suffrage universel, parce qu'ils estimaient que « cela n'en valait pas la peine » furent cette fois-ci amenés à voter, soit parce que la loi les y contraignait, soit simplement par suite du grand intérêt que présentait la lutte. N'appartenant encore à aucun parti, la plupart d'entre eux firent bénéficier de leurs voix ceux qu'ils considéraient comme assez puissants pour avoir arraché, selon les apparences, au gouvernement et au parlement, la réforme électorale. « En ce qui concerne le suffrage universel, a dit un homme politique allemand (1), le parti socialiste est le maître d'école, tandis que les partis bourgeois doivent commencer à apprendre à lire, s'asseoir sur les bancs de l'école et endurer toutes les maladies qu'ont, en général, les enfants. » Sous une autre forme, les socialistes ont dit qu'il n'était pas étonnant que l'ouvrier ait manié mieux que tout autre, l'arme qu'il avait lui-même forgé et que sur la scène politique, par lui construite, il se soit montré comme le lutteur le plus fort et le plus adroit.

Une seconde raison qui explique le succès socia-

(1) Voir *Nouvelle Presse libre* n° du 16 Mai 1907.

liste, c'est la forte organisation de la Social-démocratie qui ne trouvait devant elle que des partis divisés et mal préparés à la lutte. Ce n'est pas seulement la presse socialiste qui déclare que la classe ouvrière forme depuis longtemps une organisation toujours prête au combat, qu'elle ne recule devant aucun sacrifice et que la propagande se poursuit dans ses rangs d'une façon incessante; les journaux bourgeois louent sans réserve la méthode avec laquelle travaille la Social-démocratie; ils reconnaissent que le parti socialiste est le mieux discipliné de tous les partis politiques autrichiens (1), que grâce à l'ancienneté et à la fixité de son programme, il peut exercer sur les électeurs une action plus sûre que celle dont sont capables les partis bourgeois, en état de perpétuelle transformation. En outre, ils déplorent l'éparpillement des forces bourgeoises qui a permis aux socialistes de triompher à bon compte de leurs adversaires dans maintes circonscriptions et de participer à un très grand nombre de ballottages. Sans doute, dans bien des cas, l'accord s'est fait au second tour, mais il est certain que si les partis bourgeois s'étaient organisés plus tôt, s'ils avaient pu éviter en particulier les rivalités entre libéraux et chrétiens-sociaux, le résultat des élections aurait été tout au-

(1) Voir notamment *Freuden-Blatt* et *Nouvelle Presse libre* nos du 15 Mai 1907.

tre. Ce sont des inconvénients qui disparaîtront, du moins ils l'espèrent, lorsque le peuple autrichien aura fait du suffrage universel une plus longue expérience. Enfin non seulement les partis bourgeois se combattirent les uns les autres, mais ils ne réussirent pas même à maintenir l'union dans leur propre sein : c'est ainsi que certains succès de la Social-démocratie en Bohême ne peuvent s'expliquer que par les dissentiments qui se produisirent dans le parti allemand et que plusieurs victoires socialistes, à Vienne notamment, ne sont dues qu'à l'opposition qui se manifesta dans le parti chrétien-social contre quelques chefs auxquels il fut amèrement reproché d'avoir promis beaucoup et de n'avoir rien tenu, rien fait pour les intérêts de leurs mandants (1).

Il ressort aussi de la lecture des journaux parus pendant toute la durée de la période électorale et des résultats des élections que la Social-démocratie autrichienne ne fut pas combattue d'une façon très vigoureuse par ses adversaires bourgeois, que ceux-ci n'eurent pas la hantise du socialisme. Sans doute, les ministres, les chefs de partis firent appel à l'union des forces bourgeoises, mais ils ne furent pas toujours suivis par les électeurs. C'est ainsi que dans bien des endroits les candidats socialistes furent soutenus par les éléments anticléricaux du parti li-

(1) Voir *Journal des Débats* n° du 13 Février 1907.

béral qui préférèrent voter pour la Social-démocratie plutôt que de contribuer au succès du parti antisémite. En sens contraire, les chrétiens-sociaux favorisèrent les candidats socialistes aux dépens des libéraux dans plusieurs circonscriptions et c'est aux électeurs ouvriers et démocrates du parti chrétien-social que la Social-démocratie doit notamment d'avoir conquis en entier Linz, la capitale de la Haute-Autriche.

Il est possible aussi que le mouvement chrétien-social ait préparé, dans toute une partie de l'Autriche, la voie au socialisme. Ce mouvement, qui s'opposait dans les débuts du moins au développement du parti clérical proprement dit, aristocratique et conservateur, a une origine populaire et lorsque M. Schneider, un des vaincus de 1907, fut élu à Vienne, il y a vingt ans, son élection fut saluée par toute la petite bourgeoisie et par le peuple de la Basse-Autriche comme un triomphe de la démocratie autrichienne. A ce sujet, la « *Nouvelle Presse libre* », de Vienne écrivit (1) : « On a appelé une fois l'antisémitisme « le socialisme du bête garçon de Vienne » (Sozialismus des dummen Kerls von Wien), mais les élections ont prouvé que ce bête garçon est devenu intelligent. Une grande partie de la population viennoise s'est détournée de ce socialisme contrefait dont

(1) Voir n° du 25 Mai 1907.

le pavillon couvre la noire marchandise et a embrassé le vrai socialisme. » Cette raison pourtant, précisément parce qu'elle ne vaut que pour une partie de l'Empire d'Autriche, n'a pas la valeur des précédentes.

Il en est de même de celle-ci : certains journaux ont prétendu que de nombreux électeurs avaient été mécontents par l'obstruction constante que les députés des différentes nationalités autrichiennes avait faite au Reichsrath, espérant qu'ils pourraient faire triompher leurs propres revendications en s'opposant à la discussion de toute autre question. Ces députés empêchèrent ainsi le Parlement de faire œuvre utile et les électeurs, comptant sur le parti socialiste, qui par principe doit se montrer indifférent aux questions nationales, pour mettre un terme à ces perpétuelles et stériles rivalités de races, votèrent, d'après ces journaux, pour les candidats de la Social-démocratie. « Le peuple a ainsi déclaré qu'il avait assez des exigences égoïstes des chefs des partis nationaux, de leur attitude bruyante, de leur obstruction et de leur vacarme et c'est parce qu'il en a assez qu'il a voté suivant les doctrines politiques plutôt que suivant les revendications nationales. » (1) C'est ainsi que s'exprime un homme politique autrichien. Mais il semble bien que les électeurs

(1) Voir le *Temps* n° du 20 Mai 1907.

n'ont pas pu considérer les socialistes de l'Autriche comme des internationalistes, faisant peu de cas des revendications nationales et que c'est au contraire parce que les candidats de la Social-Démocratie ont repris à leur compte, en renchérissant quelquefois sur leurs adversaires, les questions de races et de langues qu'ils ont obtenu aux élections de 1907 le succès que l'on sait. Pendant toute la durée de la campagne, les socialistes tchèques, notamment, ont déclaré aux électeurs qu'ils demanderaient au gouvernement autrichien de faire de la langue tchèque la langue administrative de tout le royaume de Bohême, d'insérer les discours tchèques au Parlement au procès-verbal des séances, de créer des universités tchèques en Moravie, de fonder des écoles subventionnées par l'Etat où l'enseignement du tchèque sera obligatoire même dans les contrées allemandes. Après les élections, ils affirmèrent qu'ils n'avaient pas l'intention de renoncer aux revendications de leur nation et qu'ils comptaient sur les autres partis tchèques pour les aider dans la lutte qu'ils se proposaient de soutenir contre les prétentions allemandes (1). En fait, bien que les socialistes autrichiens ne forment au Reichsrath qu'un parti, ils sont divisés, d'après leur nationalité, en six fractions : allemande, tchèque, polonaise, ruthène, italienne et roumaine.

(1) Voir le *Journal des Débats* n° du 28 Mai 1907.

Enfin les socialistes doivent leur victoire d'une part à l'extension de l'industrie dans les pays autrichiens, au développement des syndicats ouvriers dont la grande majorité se rattache à la Social-Démocratie et d'autre part au mécontentement du peuple des villes et des campagnes contre la politique agrarienne du gouvernement qui s'occupe trop exclusivement des intérêts des producteurs, sans faire attention à la situation du petit cultivateur qui est consommateur presque dans la même mesure où il est producteur.

Telles sont, semble-t-il, les causes qui expliquent le succès de la Social-démocratie autrichienne aux élections de 1907.

CONCLUSION

Parallèle entre le résultat des élections en Allemagne et le résultat des élections en Autriche

Il est assez difficile de comparer la situation de la Social-démocratie allemande à celle de la Social-démocratie autrichienne. L'une est, en effet, un parti qui, depuis quarante ans, est intervenu dans toutes les luttes politiques de l'Allemagne ; l'autre est, au point de vue électoral, une jeune organisation qui, pour la première fois en 1907, a révélé la force qui se trouvait en elle. Tandis que la démocratie socialiste allemande a commencé par grouper sur ses candidats un nombre de voix infime : 124.655 en 1871, et n'a atteint son premier million qu'après vingt années de propagande infatigable, la démocratie socialiste autrichienne a, du premier coup, recueilli un nombre de suffrages imposant et réussi à faire entrer au Reichsrath la plus forte fraction parlementaire dont un parti socialiste ait jamais disposé dans le monde. Cette situation différente tient évidemment à ce qu'en 1907 la force d'expansion des

idées socialistes était beaucoup plus considérable qu'en 1871 et aussi à ce qu'il n'a jamais existé en Autriche de parti véritablement démocratique qui se soit occupé des intérêts du prolétariat. Sans doute, il ne faut pas oublier que les chrétiens-sociaux se sont toujours présentés au peuple comme ses protecteurs ; mais outre que ceux-ci avaient un caractère confessionnel qui n'était pas pour plaire à la majorité de la classe ouvrière autrichienne, ils demeuraient un parti local, se cantonnant exclusivement dans les provinces allemandes de l'Empire. On ne peut certainement pas les comparer au grand parti national-libéral allemand qui détint pendant plusieurs années près de la moitié des sièges du Reichstag, ou même au Centre catholique qui dès 1871, apparut comme un des plus forts partis de l'Allemagne et se donna souvent, comme on le sait, l'apparence d'un parti démocratique. Tandis que la Social-démocratie allemande fut obligée de recruter ses partisans parmi des hommes qui avaient déjà tous une conviction politique, la Social-démocratie autrichienne trouva en face d'elle un prolétariat politiquement et économiquement vierge, plus facilement accessible par conséquent aux idées socialistes.

Mais si l'on envisage les résultats des élections de 1907 en eux-mêmes, on est obligé de convenir que, malgré son essor gigantesque, le parti socialiste autrichien n'a pas encore atteint le développement de

la Social-démocratie allemande. Alors, en effet, que le pourcentage des voix socialistes en Allemagne est de 24.4 comparativement au nombre des électeurs inscrits et de 28.9 comparativement à celui des votants, la Social-démocratie autrichienne ne représente encore que 18.5 pour cent des électeurs inscrits et 22.9 pour cent des votants. L'écart est grand, surtout si l'on songe que la lutte, en Allemagne, se présentait, malgré les apparences, dans des conditions très désavantageuses pour le Parti socialiste, alors qu'au contraire tout laissait prévoir en Autriche un succès de la Social-démocratie. Le renchérissement des vivres qui préjudicia aux socialistes allemands profita aux socialistes autrichiens. Ceux-ci allaient en rangs serrés à la bataille, alors que ceux-là sortaient épuisés et épuisés de luttes intestines qui duraient depuis quatre ans. Tandis que la Social-démocratie autrichienne apparaissait au peuple comme le parti qui avait arraché au gouvernement le suffrage universel, la Social-démocratie allemande était représentée aux électeurs comme la collaboratrice et même la complice du Centre dans sa lutte contre le gouvernement. Enfin le Parti socialiste autrichien ne fut que mollement combattu par le gouvernement et les partis bourgeois qui ne virent pas en lui un ennemi redoutable ; au contraire, la Social-démocratie allemande fut en butte aux attaques incessantes et vigoureuses du Chancelier et des partis du Bloc.

Par contre, si l'on examine la représentation de l'un et l'autre parti au Reichstag et au Reichsrath, on remarque que la force parlementaire de la Social-démocratie autrichienne est beaucoup plus considérable que celle de la Social-démocratie allemande. Avec ses 87 députés dans un Parlement qui compte 516 membres, le parti socialiste autrichien détient le sixième de tous les mandats législatifs alors que la fraction socialiste au Reichstag ne représente que le neuvième de tous les députés allemands. Mais ce n'est pas seulement à cause de son importance numérique qu'il faut considérer le groupe socialiste autrichien comme un parti redoutable. Sous la conduite habile d'un chef aussi clairvoyant que le Dr Adler, les députés socialistes autrichiens font preuve d'un esprit plus pratique que leurs collègues d'Allemagne ; ils ne se bornent pas à faire une politique purement négative, en attendant que l'organisation collectiviste remplace l'ordre capitaliste de la société. L'opinion que l'on a émise quelques jours après les élections, à savoir qu'il n'est pas impossible que les socialistes deviennent en Autriche un facteur gouvernemental, tend de plus en plus à se confirmer et dernièrement le ministère autrichien n'a pu se maintenir au pouvoir que grâce à l'intervention d'Adler et aux bulletins de vote des députés socialistes.

TABLE DES MATIÈRES



Introduction	5
PREMIERE PARTIE. — La démocratie socialiste allemande et les élections de 1907	6
CHAPITRE I. — Aperçu sur la situation de la démocratie socialiste allemande, telle qu'elle résultait des élections de 1903.	6
CHAPITRE II. — Comment se présentait la lutte en 1907: la dissolution du Reichstag.....	15
CHAPITRE III. — La campagne électorale: résultats du premier tour de scrutin.....	47
CHAPITRE IV. — Le second tour de scrutin.....	81
CHAPITRE V. — Causes de l'échec socialiste.....	91
DEUXIÈME PARTIE. — La démocratie socialiste autrichienne et les élections de 1907	135
CHAPITRE I. — Le droit électoral en Autriche avant 1907: ses conséquences au point de vue du développement de la démocratie socialiste. La réforme de 1907: établissement du suffrage universel.....	135
CHAPITRE II. — La campagne électorale: résultats des deux tours de scrutin.....	146
CHAPITRE III. — Appréciation sur les élections; causes du succès socialiste.....	167
Conclusion. — Parallèle entre le résultat des élections en Allemagne et le résultat des élections en Autriche.	181
Bibliographie	185

II. Documents français

EGON SWEIG. La réforme électorale en Autriche. Extrait de la

Revue du droit public et de la Science politique en
France et à l'Etranger. Paris 1907. V. Giard et E.
Brière.

Revue politique et parlementaire.

Revue Socialiste.

Vu : Le Président de thèse,

A. DESCHAMPS.

Vu : Le Doyen,

Ch. LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer,

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

I. Documents allemands

- FRANZ LUDWIG. — Les élections au Reichstag de 1907 et la Social-Démocratie — 2 volumes. Berlin 1907 E. A. Schwetschke et fils.
- PAUL HIRSCH et BRUNO BORCHARDT. La Social-démocratie et les élections au Reichstag allemand. Berlin 1907. Hans Weber.
- Discours de M. de BULOW au Reichstag. Berlin 1907. Hans Weber.
- Discours de M. BEBEL: Les élections au Reichstag de 1907 et la situation politique. Berlin 1907. Hans Weber.
- Le Congrès national-libéral et la Social-démocratie Berlin 1907. Hans Weber.
- X..... Avertissement aux électeurs. Berlin 1907. Hans Weber.
- D^r ADOLF NEUMANN. HOFER. Le développement de la Social-démocratie aux élections pour le Reichstag allemand de 1871 à 1903. Berlin 1903. Conrad Skopnik.
- FRITZ AUSTERLITZ. Le nouveau droit électoral. Vienne 1907. Ignaz Brand.
- X... Ce que chacun doit savoir du nouveau droit électoral. Vienne 1907. Franz Doll.
- D^r WILHELM ELLENBOGEN. Que veulent les Socialistes? Vienne 1907. Ignaz Brand.
- K. SHWECHLER. La Social-démocratie autrichienne. Gratz, 1907. Styria.
- JOURNAUX et PÉRIODIQUES. *Revue socialiste allemande: Vorwärts; Gazette de Cologne; Gazette de Voss; Gazette de l'Allemagne du Nord; Germania; Arbeiter-Zeitung; Fremden-Blatt; Nouvelle Presse libre.*

